UNIVERSITE DE LA REUNION

Faculté des lettres et des sciences humaines
Département de géographie

Mémoire de Master II de géographie
Année universitaire 2018-2019

TERRITOIRE ET IDENTITE : LE RÔLE DU DETERMINANT CULTUREL DANS LES INEGALITES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR

Analyse comparée de l'organisation spatiale des régions du Boeny et du Vakinankaratra



Tsamgambato ou s*tèle des communautés sur l'Avenue de l'Indépendance à Antsirabe*

VERHOOG Lauriane

Sous la direction de Monsieur TAGLIONI François
Professeur des universités, Université de La Réunion

Soutenu le 31 mai 2019 devant un jury composé de :
Monsieur FOLIO Fabrice, Maître de conférences
Monsieur TAGLIONI François, Professeur des universités

Figure 1 : Cliché de couverture : L. Verhoog, 2018

Cette stèle est érigée au milieu de l'Avenue de l'Indépendance à Antsirabe. Elle représente les dix-huit communautés socioculturelles présentes sur le territoire malgache. Elle fait transparaître à la fois une diversité culturelle mais également une certaine unité nationale, avec à gauche les premières notes de l'hymne national malgache.

SOMMAIRE

Sommaire 3
Remerciements 4
Avant-propos 5
Introduction générale 9

PARTIE 1 : Le développement de Madagascar face aux inégalités sociales et culturelles 15

CHAPITRE 1. QU'EN EST-IL DU DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR ? 18

CHAPITRE 2. UN PAYS MARQUE PAR LES INEGALITES SOCIOCULTURELLES A L'ECHELLE REGIONALE 37

CHAPITRE 3. INEGALITES SOCIOCULTURELLES ET CONDITIONNEMENT 54

Conclusion partielle : Quelles inégalités sur le territoire malgache ? 71

PARTIE 2 : L'influence de la culture sur l'organisation sociospatiale du territoire malgache 73

CHAPITRE 4 : LE FONCTIONNEMENT SOCIOCULTUREL A L'ECHELLE NATIONALE 75

CHAPITRE 5 : ETUDE PARALLELE DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE DANS LE BOENY ET LE VAKINANKARATRA 95

CHAPITRE 6 : QUELLE PLACE DE LA CULTURE DANS LA SOCIETE MALGACHE D'AUJOURD'HUI ?117

Conclusion 2 : Quel rôle de la culture malgache dans le développement inégal des régions ? 134

Conclusion Générale 136
Bibliographie 139
Annexes 148
Tables des figures 154
Tables des matières 155

REMERCIEMENTS

Ce travail de mémoire a été jonché de réflexions autant universitaires que personnelles, de hauts et de bas, de remises en question. Je remercie ici les personnes qui m'ont aidé de loin ou de près dans ce processus et qui ont fait de cette étape de ma vie une expérience instructive, constructive, moralisatrice et bien évidemment bienveillante.

En premier lieu la structure d'accueil et le cadre de travail, à savoir l'Université de La Réunion et son équipe enseignante du Département de Géographie pour le suivi au cours de ces trois années, ainsi que pour ma découverte de cette vocation professionnelle et de m'avoir donné envie de poursuivre en Géographie.

A mon directeur de mémoire, François Taglioni, pour son suivi dès la L3, merci de m'avoir aidé à confirmer mon choix dans le domaine géographie et à explorer mon potentiel dans ce domaine, et plus particulièrement de m'avoir laissé ma liberté en temps nécessaires.

A Marie-Annick Lamy-Giner pour son accompagnement tout au long de ces trois années universitaires, en tant qu'exemplarité d'enseignante-chercheur.

A Fabrice Folio, pour le partage de ses thématiques de recherche à travers ses enseignements, et pour avoir accepté de faire partie de ce jury.

Aux rencontres toutes aussi surprenantes et marquantes les unes que les autres lors de ces six semaines de périple à Madagascar, pour un soutien, un guidage et un accueil quotidien dans un pays assez difficile ; Anita, Ray, Alain, Christian et Ousmane. Surtout Anita pour son partage d'expérience, sa solidarité féminine, et qui à plusieurs reprises a réussi à m'extirper de contrôles policiers un peu douteux.

Clin d'œil à ma Lisa, pour sa bienveillante et très patiente relecture, et son indispensable soutien moral et amical lors de ce travail, et spécialement à distance lors de mon terrain à Madagascar.

A la structure d'accueil de mes stages, le Service Ville d'Art et d'Histoire de la Mairie de Saint-Denis, depuis la L3 jusqu'au M2 et les événements de bénévolats organisés sur le patrimoine dans la ville de Saint-Denis, pour acquérir une rigueur professionnelle qui m'a beaucoup servie lors des derniers mois de rédactions et du M2 de manière générale.

AVANT-PROPOS

Le Master s'inscrit dans une recherche d'équilibre entre mes expériences personnelles et professionnelles. Ces deux aspects sont en effet intrinsèquement liés, surtout dans la recherche et c'est ça qui m'a d'emblée attiré. Il est important de bien distinguer les deux dans le cadre de la démarche scientifique d'une recherche, mais les deux vont en symbiose. Et j'ai besoin de la stimulation intellectuelle des deux, ensembles.

Mes expériences de vie depuis mes années lycée m'ont guidée petit à petit vers la voie dans laquelle je suis aujourd'hui, que ce soit par une première vocation dans une carrière sportive contre-carrée entre autres par un accident, ou bien une filière artistique écartée par un concours non réussi.

Ces choix résident dans une recherche inconscientisée de transférer ces expériences personnelles en vocation professionnelle. Le Master serait une étape dans cette recherche, la thèse étant le but final ; ou plutôt le dernier tremplin.

La conscientisation de cette recherche s'est faite pendant mes deux années de BTS (spécialité Aménagement Paysager) par le biais de douloureuses prises de conscience. Après ce Bac +2 une pause m'a été nécessaire afin de bien discerner mes besoins, plutôt que mes envies. Le meilleur moyen a été le voyage. L'année 2015-2016 a été rythmée par plusieurs expériences incroyables, non scolaires, qui ont suscitées en moi un dépaysement, un éloignement géographique et une mise en déséquilibre volontaire. C'est comme cela qu'à dix-neuf ans je suis partie travailler pendant quatre mois au Sénégal, puis sept mois en Turquie et pour finir un petit mois au Portugal avant de reprendre mes études. Dans ces trois voyages le travail était très manuel, que ce soit pour planter des bananiers, construire des murs de terrassement, creuser des tranchées, faire des semis, aménagement des allées, ou récolter les fruits et légumes, cela suivait la lignée commencée en BTS. En Turquie, une grande partie du travail était également centrée sur un aspect social. L'accueil et l'initiation au jardinage de jeunes handicapés et de migrants syriens faisait partie intégrante de mes missions.

Ce vécu laisse des traces et m'a fait prendre conscience d'un besoin de satisfaction intellectuelle concernant mes activités futures. Cela voulait donc dire une reprise des études.

Ce choix de la géographie a été grandement conditionné par ces voyages et cette recherche constante de liberté. Mes premiers voyages totalement solitaires remontent à mes

années lycée pendant lesquelles je suis partie quelques semaines en Allemagne et en Italie, puis un mois en Islande. D'un besoin d'évasion m'est apparue une certaine sensibilité concernant les choses que je voyais et la manière dont je les percevais : le premier contact avec ce qu'on pourrait apparenter à l'objectivité du géographe concernant les spécificités des territoires. J'ai alors trouvé une certaine adrénaline à la découverte. Adrénaline que je ne peux malheureusement plus trouver dans le sport, alors j'ai réalisé un transfert vers l'intellectuel. Les voyages plus concrets après mon BTS m'ont fait prendre conscience assez brutalement de la réalité des problématiques de développement et de géopolitique. En effet, la pauvreté sénégalaise, nouvelle à mes yeux, ainsi que le contact avec les migrants syriens et leurs témoignages, et la vague d'attentats qui a secoué la Turquie - et moi-même - au cours de l'année 2016 n'ont pas épargné ma fragile sensibilité.

Une validation des acquis m'a permis d'arriver directement en L3 après mon BTS. Le choix de La Réunion s'inscrit toujours dans cette recherche d'adrénaline. En effet, c'est un pied à terre dans une nouvelle région du globe, avec pour portes d'accès l'Afrique, l'Asie et l'Océanie. Le rêve. En revanche, la possibilité de poursuivre en Master à La Réunion ne m'est pas apparue tout de suite comme une évidence, mais le cadre formateur de cette Université et la soif de continuer d'apprendre sur la région m'a séduite.

La découverte et la confirmation de cette vocation géographique s'est néanmoins faite par le biais de ce mémoire et surtout par le terrain d'étude. La géographie socioculturelle qui rythme les nombreuses pages suivantes nécessite une certaine sensibilité et aspect humain que je possède et que j'ai envie de mettre intellectuellement parlant à profit. Cela représente bien sûr une difficulté dans le processus de recherche de l'objectivité géographique, mais cette sensibilité n'est-elle pas indispensable dans la filière de recherche en géographie ? On peut voir là également une volonté inconsciente de travailler sur la notion d'identité, notion qui me parle tout personnellement.

Le terrain a joué un rôle très important durant mon Master, que ça soit d'un point de vue professionnel (collecte de données et d'informations pour ma démonstration) mais également d'un point de vue très personnel. C'était une expérience indispensable pour moi à réaliser par le biais du Master. Il y a beaucoup de façons différentes de voyager, mais voyager sans but est inutile. L'expérience de terrain a été le reflet personnel de mon mémoire. Bien sûr les données récoltées pendant les deux mois de terrain n'ont pas été traitées ni interprétées de manière personnelle, mais bien au plus possible avec toute la rigueur scientifique et objective

attendue et nécessaire. Cependant le choix du lieu et de la durée n'est pas anodin. Bien sûr l'aspect très sociologique et anthropologique de mon étude a nécessité une durée importance sur le terrain, mais je voulais également prendre le temps d'avoir au plus possible une nouvelle expérience de vie.

Au début de l'année de M1 j'avais prévu de séparer mon étude de terrain en deux temps. La première partie servirait à construire des cartes des dynamiques sociospatiales et faire des hypothèses quant à leurs conséquences sur la part du fait culturel dans le développement des régions, et la deuxième partie aurait été un travail d'enquêtes auprès de la population et des acteurs du développement, plus qualificatif afin de répondre à ces hypothèses de manière concrète. Cependant, pour des raisons logistiques et personnelles, la deuxième partie de terrain ne s'est pas réalisée. En effet, l'instabilité politique concernant les élections de décembre 2018, la difficulté de circuler dans le pays (Mahajanga spécifiquement) en saison des pluies et les accrochages personnels avec la population lors du premier terrain m'ont fait faire le choix continuer l'étude sans retourner à Madagascar. Accepter sa position de *Vazaha* (de blanc) n'est déjà pas chose aisé, mais la plus grande difficulté a été de devoir le faire en tant que femme, seule, et relativement jeune.

Cette position d'étranger n'est déjà pas facile à tenir personnellement, mais elle l'est d'autant plus délicate qu'elle transparaît dans les discussions professionnelles avec la population. En effet, il est difficile de faire confiance sur la fiabilité des échanges concernant ma démonstration de recherche, car étant très impoli de répondre par la négative, mes interlocuteurs adaptaient souvent leurs propos en fonction de ce qu'ils pensaient que j'avais d'entendre. Cela devenait donc difficile de faire la part des choses lors du traitement de mes données.

L'étude s'est donc poursuivie sans travail d'enquêtes, ce qui entraîne des données manquantes pour mes conclusions et une grande frustration personnelle. Le travail final s'est donc resserré autour d'une plus grande bibliographie, et se conclue par de nouvelles hypothèses.

Venant à la base d'une filière technique, le cadre de rigueur de travail a été difficile à mettre en place toute seule et cette nécessité d'acquérir une certaine rigueur transparaît dans mon choix de stage du M2. Après avoir pris la décision de ne pas retourner à Madagascar, le stage s'orientait alors à La Réunion. La durée courte d'un mois et la volonté d'acquérir de la rigueur professionnelle m'ont fait orienter mon choix dans une structure déjà connue. En effet, il est difficile en un mois d'être réellement productif dans une structure inconnue. Le

choix s'est alors orienté tout naturellement vers le service Ville d'Art et d'Histoire de la Mairie de Saint-Denis, dans lequel j'ai travaillé sur le patrimoine culturel à plusieurs reprises pendant ces trois années universitaires. Il n'y a pas de lien direct avec mon sujet, mais j'ai pu avoir la rigueur de travail que je recherchais et la confirmation de mon choix dans une filière de recherche (construction de modèles) plutôt que dans un cadre purement professionnel (application de modèles).

J'ai fait le tour de beaucoup de domaine professionnel depuis mon enfance jusqu'ici ; carrière sportive, intérêt artistique, milieu familial scientifique, filière technique agricole, volontariat humanitaire. Je trouve dans la recherche, ou plutôt dans cet exercice de pré-recherche, un équilibre entre ces domaines que je m'efforce de garder. N'en avoir qu'un seul est dangereux. Ça s'inscrit totalement dans ma recherche de liberté. Je sais ce dont j'ai envie mais également ce dont j'ai besoin : ce projet de recherche du mémoire a été fait en parallèle d'une recherche de ma construction personnelle.

La Réunion m'a apportée rétablissement et vocation, la suite se fera dans un cadre plus spécialisé à mon domaine de recherche.

INTRODUCTION GENERALE

"*Les géographes comme la plupart de ceux qui s'intéressent au monde non européen, sont trop sensibles à sa diversité et à sa fragilité pour faire du développement son objectif unique*"

Paul Claval[1]

"*L'effondrement des hypothèses est la marque du progrès*"

Peter Haggett[2]

Avec la conjoncture actuelle de la mondialisation, on tend à normaliser les sociétés et ainsi effacer les spécificités culturelles (Claval, 2006). Pour P. Claval la culture renvoie à tout ce qui n'est pas inné, donc à tout ce qui est transmis et appris. Avec la mondialisation, les échanges se font beaucoup plus rapidement donc la transmission est de plus en plus uniforme car le contact est partout. Dans chaque coin du monde on peut émettre et recevoir des informations à condition d'avoir la technologie adéquate. Cependant, la confrontation entre son milieu d'origine, ce qu'il nous transmet et toutes les informations extérieures que l'on reçoit, participe à une actuelle crise des identités (Claval, 2006).

En Afrique le poids des cultures et des communautés est extrêmement fort. Plusieurs théories lient problématiques culturelles et développement humain. Pour les Afro-pessimistes les particularités culturelles sont un obstacle au développement du continent (Conrad, 2006). D'autres auteurs mettent l'ethnicité au cœur de la problématique africaine. En effet, "*the african growth tradegy theory*" fondée par Easterly et Levine, évoquent les conséquences de la diversité culturelle sur l'instabilité politique, la présence d'une économie souterraine et les choix faits par le gouvernement. Ils prennent en exemple les assassinats politiques en lien avec l'appartenance culturelle, comme celui du Président rwandais qui déclencha le génocide de 1994, ou encore l'apartheid en Afrique du Sud dont le gouvernement base sa politique sur la couleur de peau des populations (Easterly ; Levine, 1997). Il convient néanmoins de préciser que la diversité culturelle n'implique pas toujours une instabilité politique.

Madagascar, considéré comme un PMA et comme l'un des pays les plus pauvres de la

[1] Claval, 2006 dans *Mondialisation et enjeux géo-culturels.*
[2] Haggett, 1973 dans *L'analyse spatiale en géographie humaine*.

planète avec un IDH de 0.512 en 2014[3], se caractérise par une histoire culturelle riche. En effet, Madagascar s'est peuplée lors de grandes vagues migratoires venues d'Afrique, d'Asie, d'Indonésie et de Polynésie. Aujourd'hui, ce métissage se traduit par dix-huit communautés socioculturelles présentes sur le territoire malgache.

Le communautarisme peut être défini comme étant un *« groupe non choisi auquel l'individu délègue de manière automatique, globale et irréversible sa compétence et son action stratégique »* (Lévy ; Lussault, 2013). Tout de suite nous voyons le caractère de conditionnement des populations. Ce constat sera très important dans notre démonstration, car en effet, le poids des communautés à Madagascar reste encore très ancré dans l'organisation sociétale, surtout dans les milieux ruraux.

Pendant longtemps, ces disparités culturelles ont engendré des conflits de pouvoir entre les communautés. En effet, à l'époque des royaumes, les Merina, habitant dans les terres centrales, avaient pour objectif de partir à la colonisation du territoire. Après l'annexion du pays par la France en 1896, les différents généraux se sont appuyés sur ce clivage culturel pour renforcer la domination française sur le territoire. Et depuis, la distinction de la population malgache par leur appartenance culturelle est restée et se retrouve très souvent au cœur des débats politiques. Même si les revendications d'appartenance culturelle sont toujours fortes à l'échelle nationale, mais les conflits à proprement parler ne sont plus d'actualités.

A Madagascar, l'enracinement territorial est très fort selon les communautés, et l'étude des identités culturelles et nationales va donc être importante dans notre démonstration. En effet, selon les échelles, on distingue l'intégration de la cohabitation.

Aujourd'hui, les disparités régionales de développement sont très marquées dans le pays. Leurs origines sont trop souvent associées aux vagues migratoires du XII^{ème} siècle, lorsque les populations d'Asie ont peuplé les terres centrales alors que les migrants africains se sont installés sur les côtes. Cette image trop simpliste du peuplement du territoire est restée dans l'imaginaire collectif, mais la réalité est plus complexe. Un des objectifs de cette étude est donc de replacer le débat de l'appartenance culturelle dans la conjoncture actuelle, en étudiant précisément les différences régionales de développement selon le déterminant culturel. La principale opposition culturelle se fait entre les Merina, vivant dans les Hautes-

[3] Selon la Banque Mondiale.

Terres dans la région d'Antananarivo, et les Sakalava, sur la côte Ouest, de Toliara à Nosy Be.

La culture est un terme très polysémique qui varie selon les objets d'étude. Pour cette étude nous retiendrons la définition de la culture comme le rapport au Monde, commun aux membres d'une communauté (Lussault, 2013), c'est-à-dire la vision commune du Monde d'un groupe, avec pour objet d'étude les communautés socioculturelles et les membres de celles-ci. Roger Brunet renforce cette idée en disant que par la culture, le géographe s'intéresse à la dimension culturelle des organisations spatiales et par la dimension spatiale des phénomènes de culture. Mais dans les réalités sociales, tout n'est pas de fait culturel (Brunet, 1992). « *Les chances des individus et des groupes sociaux ne sont pas les mêmes selon leur lieu de naissance, de résidence, d'études ou d'entrée dans la vie active* » (Baudelle, 2000). Le déterminisme de G. Baudelle dans cette affirmation tend à mettre le conditionnement social d'une population sur son origine. Tout le but de notre étude sera de démontrer les limites du déterminant culturel dans ce conditionnement social à Madagascar. En effet, comme en géographie culturelle, la culture ne s'intéresse pas à proprement parler des objets, mais de l'interprétation qui en est faite, de la perception et le l'imaginaire.

"*Les cultures ont donc des ouvertures et des fermetures variées, souvent choisies et sélectives*" (Dunlop, 2009). Elles se transforment lors de la transmission et de la réinterprétation que l'on en fait (Claval, 2003). Les cultures sont donc en perpétuel mouvement, elles ne sont pas fixes et évoluent constamment.

En géographie, de la culture découle les aires culturelles. On les définit par l'aire de diffusion d'un fait de culture (Lussault, 2013). En effet, la géographie va étudier la répartition des pratiques, des croyances, des techniques, qui sont intrinsèquement liés à la culture. Pour se faire, la géographie socioculturelle va faire appel à l'étude des populations, et de leurs modes de vie.

A Madagascar, et de manière générale, la notion d'identité culturelle est très prégnante. L'étude des territoires sans comprendre l'organisation socioculturelle n'est pas envisageable dans cette étude. En effet, l'étude des identités passe par celle des territoires, car ce sont des marqueurs identitaires très forts (Brunet, 1992).

L'identité serait la relation d'un opérateur à sa propre singularité (Lussault, 2013). Mais cela implique une identification. D'un point de vue géographique, l'étude des identités se ferait par l'étude des individus, des lieux, et des changements que les habitants opèrent. Cet aspect de la singularité dans la similarité (Brunet, 1992) pose des problèmes d'identité collective.

En géographie, l'identité peut être déclinée en une identité spatiale, c'est-à-dire l'identification d'un individu à un espace. Non pas qu'une identité d'un espace existe, mais l'idée est qu'elle se construit par les acteurs de cet espace. Cela renvoie à la construction du mythe fondateur d'une nation, d'un espace, d'une société : c'est l'identité spatiale collective (Lévy, 2013).

La situation de mal-développement apparaîtrait lorsque la croissance économique est inférieure à la croissance démographique. En effet l'expansion démographique est nuisible au développement de par le manque de travail payant pour la masse d'habitants. La société ne parvient pas à faire face à un changement de contexte : déséquilibre d'une population, d'une société, de son économie ou des relations qu'elle a avec son territoire et son environnement (Dunlop, 2009).

L'Afrique est le continent qui regroupe le plus de pays PMA et qui se situent en bas du classement de l'IDH. Mais paradoxalement c'est également le continent le plus colonisé, à l'exception de l'Ethiopie et du Sierra Leone. Peut-il y avoir une corrélation ? Nous nous interrogerons davantage sur la capacité de résilience du pays à se relever après l'Indépendance. Car en effet, les conséquences n'ont pas été les mêmes dans tous les territoires.

Jean Dresch souligne le rôle du géographe dans le développement, qui doit montrer sa diversité et persuader qu'on ne peut pas appliquer les mêmes formules partout dans le monde (Dresch, 1967). *"La pénétration d'une économie monétaire, de nouvelles formes de production et d'échanges, celle de populations étrangères et de nouvelles formes d'organisations sociales ont eu pour conséquence de rendre archaïques les types antérieurs d'économie et de société, de juxtaposer des paysages contrastés qui concrétisent, pour les géographes, la notion de sous-développement"* (Dresch, 1967). Il prône alors une géographie de l'Afrique australe, une géographie de l'Asie du Sud-Est, une de l'Afrique de l'Ouest, plutôt qu'une seule géographie du développement.

Cette idée contredit la théorie de W. W. Rostow dans laquelle il y a un modèle de développement obligé par lequel doit passer chaque société. Cela impliquerait que le développement occidental est le même que le développement africain. Or les exemples précédents permettent d'affirmer le contraire. *"Mais nulle région, pour sous-développée qu'elle soit, n'est semblable à sa voisine. Il appartient au géographe d'en faire la démonstration."* (Dresch, 1967). Cette citation met bien en avant l'importance de la vision du géographe, comparée à celle de l'économiste qui n'a pas les mêmes approches de la notion de développement.

Rostow décrit dans les années 1960 les étapes obligées de la croissance économique. Pour lui, le sous-développement est un retard, les pays ne se situent pas aux mêmes étapes. Il voulait par-là s'opposer au tiers-mondistes qui soutenaient que le sous-développement était la conséquence d'une exploitation et d'un pillage impérialiste.

Selon sa théorie, le but ultime du développement serait la société de consommation. Mais cela impliquerait une uniformisation de toutes les sociétés en faisant abstraction des spécificités de chacune. Cette théorie a été en vigueur depuis l'apparition de la notion de développement, mais l'application du modèle occidental de développement aux pays pauvres n'est pas durable.

A Madagascar la situation économique et du développement n'a cessé de se dégrader depuis l'Indépendance en 1960. Les crises politiques reviennent à chaque élection présidentielle et les revendications culturelles sont toujours présentes.

Pour cette étude, un premier rapprochement a été fait entre la différence notoire de développement entre Antananarivo et le reste du pays, et le conflit culturel entre les Hautes-Terres et la côte Ouest. Y-a-t-il réellement une relation de cause à effet entre ces deux constats ?

Le conflit Hautes-Terres/Côtes a pendant longtemps été exprimé comme tel. Mais peut-on réellement parler d'un conflit ? Le génocide au Rwanda au début des années 1990 est bel et bien un conflit culturel. Bien que l'appartenance socioculturelle ait également été la cause centrale, le cas de Madagascar est moindre et l'ampleur en est sensiblement différente. Le terme de conflit est alors assez maladroit pour désigner ce phénomène, nous parlerons plutôt de clivage culturel entre le centre et la côte Ouest. Cependant il convient de rappeler qu'à l'époque des royaumes, le conflit entre les Merina et les Sakalava était bien présent. Cette situation a évolué au cours de l'annexion du pays par la France, puis lors de

l'Indépendance. Cependant, les animosités restent et se retrouvent souvent sur le débat national.

La question n'est pas de savoir si le fait d'appartenir à une certaine communauté socioculturelle va donner plus ou moins de chance à la population d'avoir une bonne condition sociale, mais plutôt de savoir si les particularismes identitaires et communautaires des communautés agissent de la même façon sur le développement des territoires. Et pour se faire, nous allons faire un comparatif entre les deux communautés historiquement en conflit : les Merina et les Sakalava.

Le questionnement de cette étude est de savoir si l'avenir du développement et de la croissance à Madagascar sa base encore sur les disparités culturelles. En effet, pendant longtemps les conflits communautaires ont mis à mal la construction d'une nation et le développement de ce pays, mais qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'en sera-t-il demain ? Est-ce que les paradoxes de l'économie et du développement de Madagascar trouvent encore une explication dans la diversité culturelle ? Existe-t-il une corrélation entre appartenance culturelle et développement humain ? Pour ce faire, la présente étude va essayer de comparer l'organisation spatiale et sociale d'Antsirabe, dans les Hautes-Terres, et celle de Mahajanga, dans le Boeny. Ce choix se base donc sur l'appartenance à la communauté Merina et à celle Sakalava. Le choix d'Antsirabe repose sur la polarisation économique de cette ville au sud de Antananarivo, car elle fait office de carrefour entre le sud, l'ouest et Antananarivo. Pour la région côtière, Mahajanga est la seule ville dans la communauté Sakalava comparable, de par son nombre d'habitants, à Antsirabe.

Notre hypothèse centrale est que la culture est responsable des inégalités régionales de développement à Madagascar. Dans la Partie 1 nous montrerons la place importante du déterminant culturel dans les inégalités présentes sur le territoire malgache, et dans la Partie 2, nous mettrons en relation la part du facteur culturel dans les dynamiques sociospatiales des deux régions précédemment citées. Pour cela nous partirons sur les hypothèses que les aires culturelles, au même titre que les *faritra* sont inégalement développées, et dans la deuxième partie, que la culture influe sur le développement différemment selon les régions du pays.

Lorsque nous employons le terme de région, cela renvoie à la délimitation administrative régionale du territoire (*faritra*).

PARTIE 1 : Le développement de Madagascar face aux inégalités sociales et culturelles

« Madagascar, dans toute sa profondeur historique et ses jeux subtils d'acteurs, est bien trop complexe pour se laisser dévoiler frontalement »

M. Razafindrakoto ; F. Roubaud[4]

« Plusieurs fois nous avons mis l'accent sur l'extrême développement de l'Imerina par rapport aux autres régions malgaches, notamment côtières. […] *Est-ce pour autant le* 'désert' *tout autour de l'Imerina ? »*

R. Battistini ; J.-M. Hoerner[5]

Introduction

Le territoire malgache est administrativement découpé en vingt-deux *faritra* (régions) pour dix-huit communautés socioculturelles. Ces *faritra* sont regroupées en *faritany*, ou provinces, au nombre de six. La Banque Mondiale fait état[6] de 25.571 millions d'habitants en 2017 pour une superficie de 587 040 km², et un taux de croissance économique nationale de 3% pour la même année. La population est très inégalement répartie, avec une forte concentration dans les Hautes-Terres Centrales et sur la côte Est. C'est un pays à dominante rurale avec une augmentation considérable de nombre de ruraux depuis cinquante ans, même si le pourcentage de la population rurale diminue.

Sur cette carte nous avons une présentation générale du pays. De simples constats seront fait. Deux routes nationales, en rouge, partent de Antananarivo, une vers le Nord (RN 4) et l'autre vers le Sud (RN 7). Les capitales provinciales se situent dans les Hautes-Terres ou sur le littoral. Ces premiers enjeux du développement constituent une première difficulté à pallier. Nous allons ainsi voir la capabilité de la population malgache pour y faire face.

[4] Razafindrakoto : Roubaud, 2017 dans *L'énigme et le paradoxe. Economie politique de Madagascar*.
[5] Battistini : Hoerner, 1986 dans *Géographie de Madagascar*.
[6] Ce chiffre est vivement contredit de par l'incapacité d'un recensement national exhaustif. L'estimation faite irait jusqu'à 35 millions d'habitants (M. Razafindrakoto ; F. Roubaud).

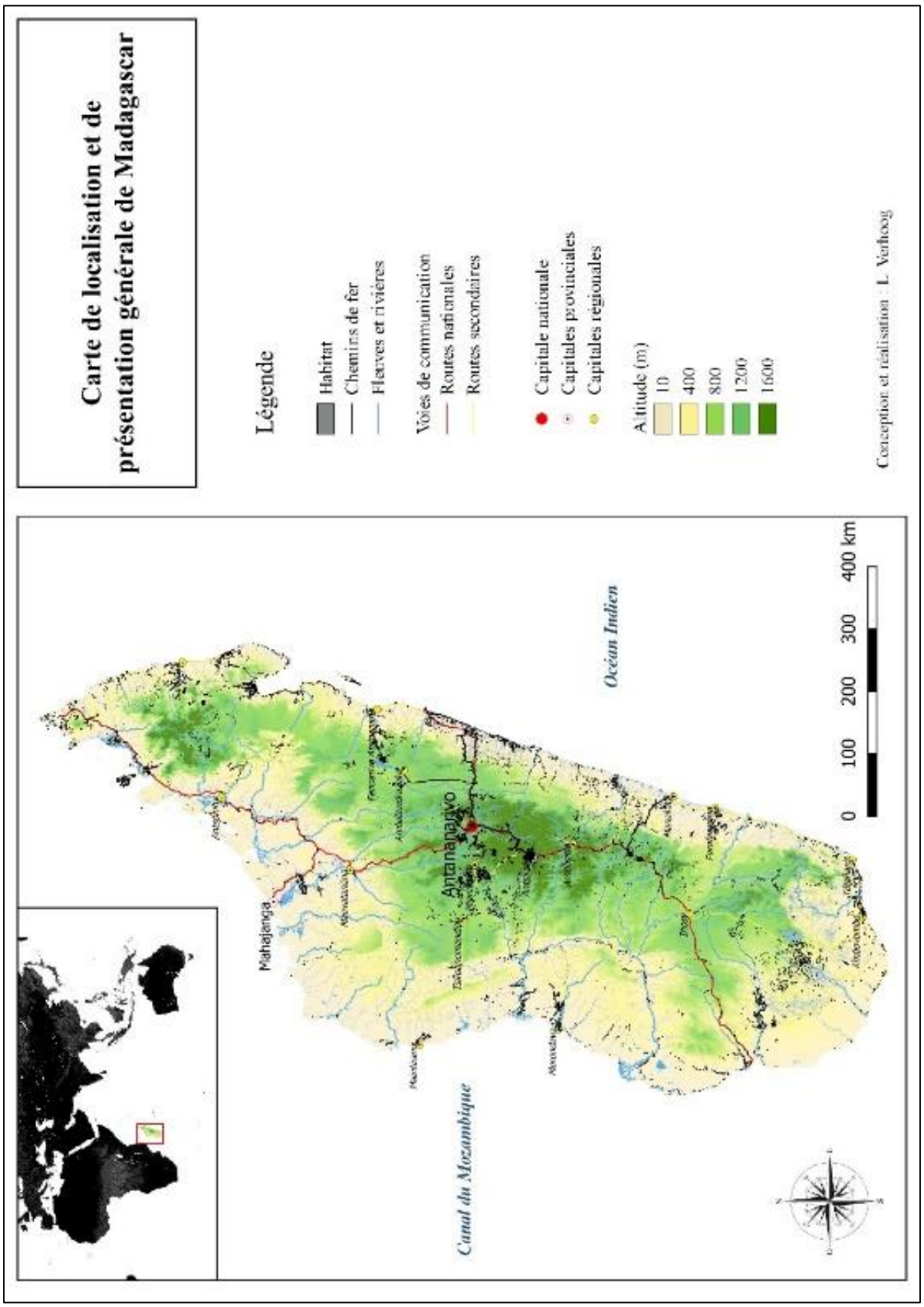


Figure 2 : Carte de présentation générale de Madagascar

Cette partie essayera d'appliquer le cas de Madagascar aux théories de G. Courage et d'Easterly et Levine, vues précédemment. Les disparités sont nombreuses ; qu'elles soient économiques, sociales, culturelles ou simplement géographiques, elles tendent à renforcer ces clivages régionaux. Ainsi nous allons nous attarder sur l'étude en détail du fonctionnement de la société, en s'intéressant dans le Chapitre 1 à un état des lieux de la situation du développement dans le pays. Puis dans le chapitre suivant nous étudierons la population malgache et ses inégalités socioculturelles, et terminerons dans le Chapitre 3 sur les enjeux de ces inégalités face au développement. Notre hypothèse de départ sera de dire que les aires culturelles, au même titre que les régions administratives (faritra) sont inégalement développées. Les hypothèses sous-jacentes nous disent que l'identité culturelle joue un rôle important dans la société malgache, et que les inégalités régionales de développement sont marquées sur le territoire malgache. Cela implique d'étudier les clivages entre les différentes régions de Madagascar, en accentuant sur les régions des Hautes-Terres et de la côte Ouest.

Chapitre 1. Qu'en est-il du développement à Madagascar ?

Dans le pays, 80% de la population vit avec moins de 1.9$ par jour, le taux d'électricité est de 13%, le revenu annuel par habitant moyen est de 440$ USD (357€), l'âge moyen de la population est de 19.4 ans. Depuis l'Indépendance en 1960, la consommation des ménages a été divisée par deux. Le clivage de développement se fait entre Antananarivo et le reste du pays. C'est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Les enjeux et défis du développement national sont donc importants.

Les généralités sur le développement exposées en introduction sont-elles applicables au territoire malgache ? La théorie exprimée par Rostow selon laquelle chaque société doit passer par un même modèle d'évolution économique pour se développer est-elle vérifiée pour Madagascar ? Non. Nous allons ainsi étudier les spécificités propres à ce pays qui possède d'emblée trois caractéristiques non semblables à ses voisins africains : une origine du peuplement très variée (africaine et asiatique), la colonisation française, et un état de crise politique depuis l'Indépendance en 1960. Ce chapitre aura ainsi pour objectif de faire un état des lieux du développement humain sur le territoire malgache.

1.1 Madagascar en cartes

Le premier objectif du géographe est la spatialisation. Les cartes semblent alors parfaites pour introduire le contexte du développement dans le pays. Les trois sujets abordés concerneront la répartition de la population sur le territoire, puis l'état de la croissance nationale et enfin la situation politique du développement. Cela nous permettra d'avoir une vision générale à l'échelle nationale. Il est en effet important de basculer entre des études générales et des études de cas ; le jeu d'échelle étant un outil primordial chez le géographe.

a. Un poids démographique de la capitale nationale écrasant

Les grandes villes du pays se concentrent dans les Hauts-Plateaux (Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa) ou sur les côtes (Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Toliara). Ce

sont toutes des capitales provinciales, à l'exception d'Antsirabe. Cette inégale répartition du réseau urbain renforce alors d'avantage les disparités régionales.

Le calcul de l'indice de Jefferson nous permet d'avoir une idée sur les rapports de hiérarchie entre les villes. Il se calcule en divisant la population de la première ville du pays par celle de la seconde. On obtient 8.23 (avec Antananarivo 2.4 millions d'habitants, pour 300 000 à Toamasina).

On remarque trois grands points de concentration de la population : la côte Est, les Hautes-Terres, et ponctuellement des grandes villes côtières sur le littoral du canal du Mozambique à savoir Mahajanga, Antsiranana, Toliara, Nosy Be. La densité de population est comprise, dans ces régions, entre 50 et 200 hab./km², et peuvent être très supérieures à 500 hab./km² dans les grandes villes. A Antananarivo par exemple, la densité atteint 29 391 hab./km² en 2017. La région de la côte Ouest, quant à elle, est très rurale avec une moyenne des densités inférieures à 10 hab./km². On remarque alors une première dichotomie entre les régions Ouest et Est du pays, l'une rurale et l'autre plus urbaine. Pour comparaison, la moyenne nationale est de 43.56 hab./km². Les très faibles densités de population du pays et l'indice de Jefferson nous renseignent sur l'hégémonie totale de la capitale. En effet, Antananarivo est en position de macrocéphalie sur le territoire.

Sur cette carte, on constate un éloignement très fort des villes, les unes des autres. En effet, Antananarivo et Fianarantsoa sont les seules grandes capitales provinciales présentes à l'intérieur des terres. Les autres, à savoir Mahajanga, Toliara, Toamasina et Antsiranana se situent sur le littoral, en périphérie. Dans un territoire grand comme la France et le Benelux réunis où le réseau de communication est très précaire, l'éloignement représente alors un fort handicap que la résilience économique du pays ne permet pas de pallier.

Le rapprochement géographique de la dorsale Toamasina-Antananarivo-Antsirabe-Fianarantsoa a permis de concentrer le développement de cette zone réduite. En effet, les axes de communications (routes et chemins de fer) sont présents, et bien entretenus en comparaison avec le reste du pays.

La répartition géographique des villes ne peut pas être dissociée de la répartition des populations. Même si 89% de la population malgache vit en milieu rural, la proximité d'avec la ville influe directement sur la densité de population, car en effet, plus de 60% de la population vit sur moins d'un cinquième du territoire (Bastian, 1967).

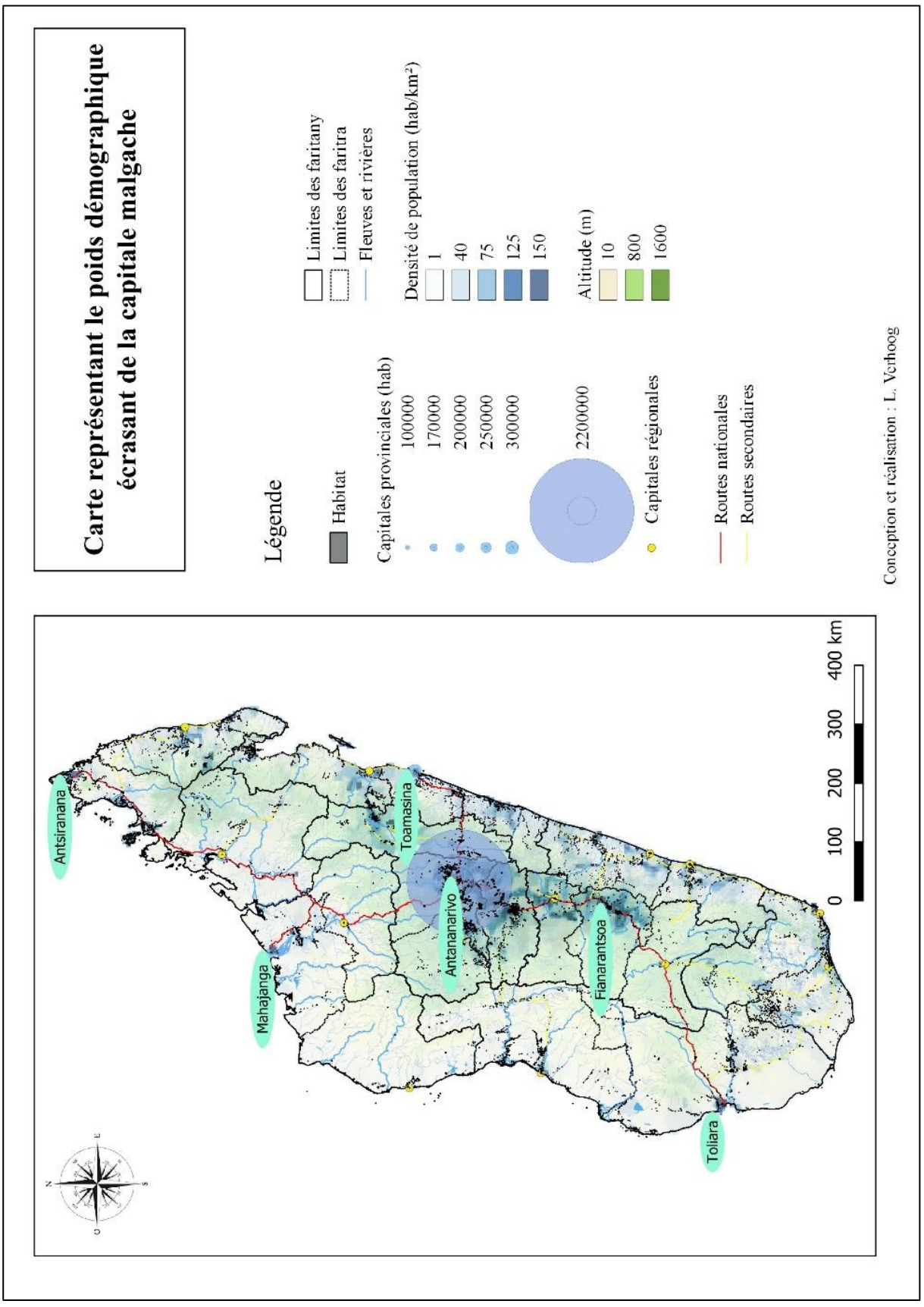


Figure 3 : Carte du poids démographique écrasant de la capitale nationale

b. Une croissance économique ralentie par l'état des réseaux de communication

Cette répartition très dispersée de la population implique alors des distances importantes à effectuer pour relier ces différents noyaux urbains. Nous allons ainsi faire un état des lieux des réseaux de transports présents sur le territoire et voir leur impact sur l'économie du pays.

Le pays possède 11 000 kilomètres de routes goudronnées, 30 000 kilomètres de routes praticables sur 50 000 kilomètres de réseau routier[7]. Chaque année trois cents kilomètres de route sont perdues, en raison des aléas climatiques (tremblements de terre, cyclones, inondations), de la dégradation générale et de leur manque d'entretien. La cause principale étant la faible capacité de résilience (financière surtout) du pays. Les routes saisonnières et les pistes, stipulées sur la carte, sont impraticables en saison des pluies.

Le réseau routier du pays est très récent, car il est né avec la colonisation au début du XX^{ème} siècle. Son développement s'est alors fait de manière anarchique car il y avait la nécessité pour la France de le faire rapidement. *« Une route qui traverse une zone vide pour relier deux centres coûte plus cher qu'une route traversant une région peuplée »* (Bastian, 1967). Sur le territoire, les centres urbains sont très éloignés les uns des autres, car ils se situent soit sur les côtes littorales soit dans les Hauts-Plateaux. Ainsi cela n'amorce pas le coût le construction et d'entretien des routes. La rentabilité du réseau routier est alors très faible et ce dernier ne se développe pas.

Les chemins de fer ne couvrent qu'une petite partie du territoire et ont très vite été abandonné après la colonisation car le coût de l'entretien était trop élevé. Les anciennes lignes reliaient Manakara à Toamasina en passant par Fianarantsoa, Antsirabe et Antananarivo. Aujourd'hui, la portion entre Fianarantsoa et Antananarivo n'est plus en service.

De par ses frontières exclusivement maritimes le pays mise sur les ports pour ses importations et exportations. C'est celui de Toamasina qui concentre la majeure partie du trafic national, avec plus de 80%. Ce choix géographique s'explique par la proximité d'Antananarivo, avec la *« concentration du grand trafic sur les sites les plus favorables »* (Bastian, 1967). Mais cela implique que l'entretien des réseaux de transports et donc du

[7] Distances approximatives données par des moyennes.

développement sont localisés sur cette portion de territoire. Le clivage économique s'accentue.

Les conséquences de l'état de ces réseaux de transports sont donc lourdes sur l'essor du commerce et donc sur l'économie malgache. La croissance ne peut en être que ralentie. En effet, elle est de 4% en 2018, alors que son voisin mozambicain est à 7% selon la Banque Mondiale. Malgré ce pourcentage élevé, la meilleure gestion des ressources présentes sur le territoire pourrait accélérer cette croissance.

Néanmoins, les explications ne sont pas seulement à trouver dans la performance des réseaux de transports. Il se doit de rappeler que 80% de la population trouve ses revenus dans le secteur agricole. La Banque Mondiale stipule également une reprise des activités locales (travaux publics, secteur de la construction et industries manufacturières) par fonds d'investisseurs étrangers. Cela va alors empêcher une diversification de l'économie nationale malgache.

L'économie malgache se base principalement sur le secteur agricole : café, élevage (zébus notamment), poivre, riz et vanille. Les zones de cultures visibles sur la carte sont réparties en fonction du climat propice aux denrées : la côte Ouest étant pluvieuse, on y retrouvera de la vanille, du café, du coton et des girofliers. Le riz est cultivé partout, car il est notamment considéré comme un symbole malgache, témoin important de l'organisation sociétale locale.

On remarque également beaucoup de ressources minières, comme les pierres précieuses, ou encore la bauxite. Mais la gestion de ces ressources reste encore bancale.

Madagascar comporte sept aéroports internationaux, ce qui pourrait sembler beaucoup pour un PMA, mais on remarque que la localisation de ces aéroports correspond à des lieux de grandes importances touristiques et de renommée mondiale. Au vu de l'état du réseau routier, on comprend mieux ce chiffre. Mais de par son coût élevé, ce moyen de transport n'est accessible qu'à une petite partie de la population.

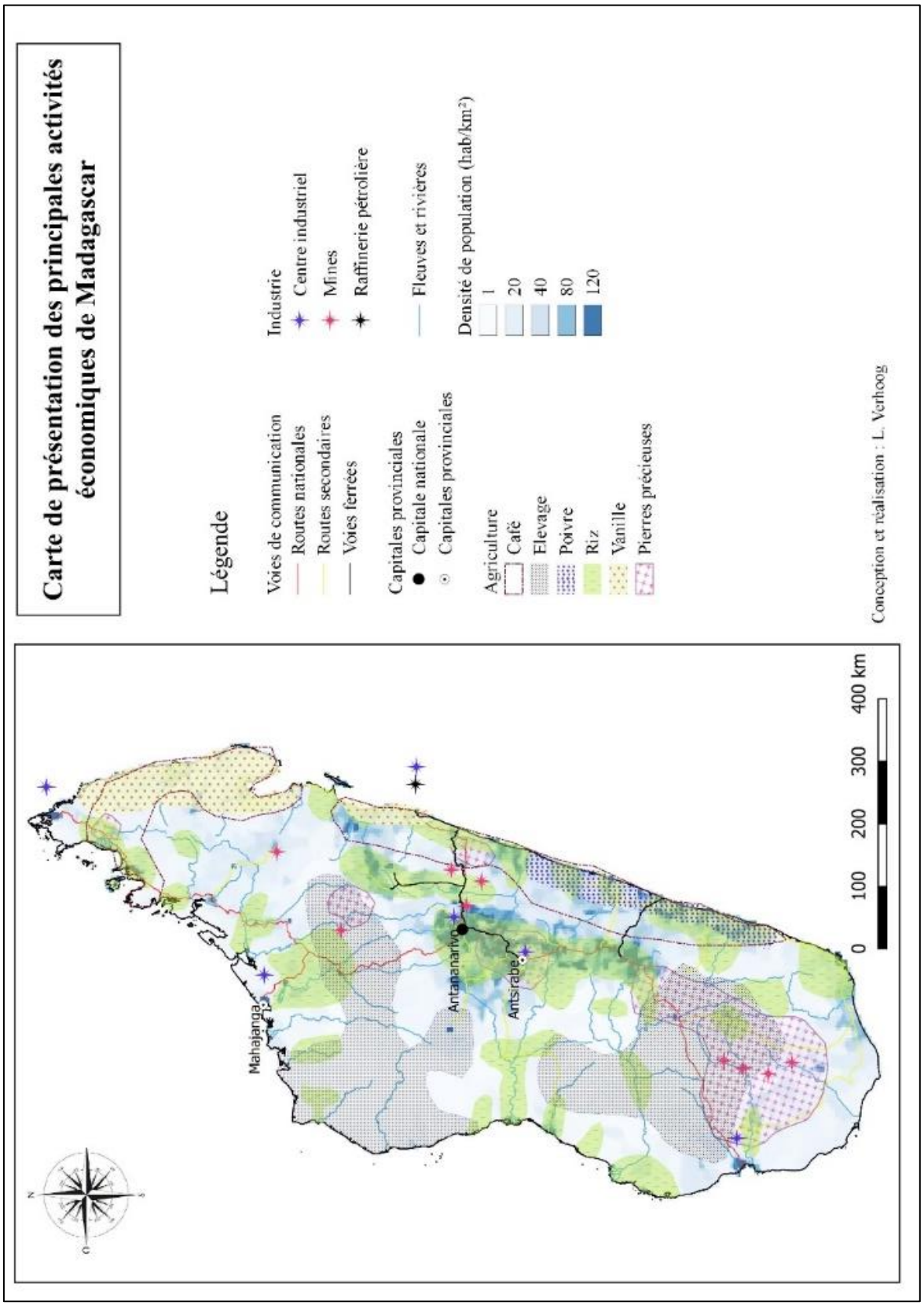


Figure 4 : Carte des activités économiques et industrielles du pays

c. Un PMA fragilisé par une extrême pauvreté

A Madagascar les problèmes de développement sont avant tout d'ordre politique. Le niveau d'éducation, le système de santé de base, et la croissance économique ne sont que les résultantes de l'ingérence politique. Madagascar est le seul pays au monde à avoir vu son développement baisser depuis son Indépendance sans avoir connu de conflits majeurs, comme une guerre civile par exemple (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii*, 2017). Ce sont les crises politiques à répétition, tous les dix ans environ, qui mettent à mal économiquement le pays.

Le Président malgache Hery Rajaonarimampianina et son gouvernement ont mis en place un Plan national de développement (PND) entre 2015 et 2019 pour améliorer la gouvernance, favoriser la relance économique et élargir l'accès aux services sociaux de base. Ces trois points reprennent les facteurs clés du développement selon l'IDH, à savoir la santé et l'éducation (services sociaux), et l'économie. La stabilité politique est également un point essentiel, surtout dans un pays comme Madagascar qui a été secoué par différentes crises politiques à répétition, la dernière allant de 2009 à 2013.

D'autres difficultés fragilisent également le développement du pays, notamment sa faible diversité économique avec les deux-tiers des activités dans le secteur agricole, et une forte exposition aux aléas climatiques qui fragilise la macroéconomique. Cela oblige donc le pays à renforcer sa résilience pour assurer une croissance économique viable.

En 2013, l'Initiative de l'émergence de Madagascar (IEM) est venue appuyer (ou concurrencer) le PND déjà en place. Son créateur, Andry Rajoelina, ancien président de la transition, promet de sortir le pays de la crise, mais pour Hery Rajaonarimampianina, le président malgache actuel, c'est *« une promesse vide de sens »* : l'heure est à la concurrence plus qu'à l'unité. Les échanges de pouvoir entre gouvernements entraînent une forte concurrence entre les partis politiques. Les objectifs pour le développement sont donc quelquefois mis au second plan face à l'image du parti.

Mireille Razafindrakoto, directrice de recherche à l'IRD, compare le développement de Madagascar à celui du Bénin et du Burkina Faso en faisant remarquer que la croissance de ces pays a été trois fois supérieure à celle de Madagascar alors que ces trois pays n'ont pas connu

de conflits majeurs depuis l'Indépendance[8].

Selon elle, les problèmes de croissance et de développement de Madagascar ne sont pas exogènes, mais bien internes au pays. Des ressources naturelles et minières existent dans le pays et sont primordiales dans la croissance économique, mais les crises politiques ne cessent de placer le pays en récession économique depuis l'Indépendance.

Les exportations et importations renforcent la séparation entre Antananarivo et le reste du territoire, car les industries sont concentrées dans les régions centrales, et sur la côte Est à Toamasina. La dorsale économique Antsirabe-Antananarivo-Toamasina concentre ainsi la majorité des flux de marchandises. La côte Est, en effet, est le centre des productions traditionnelles, et la côte Ouest et le Sud, celui de l'élevage et de la pêche (Bastian, 1967).

Cette économie reste encore très inégalitaire dans le pays, et même si des mutations s'opèrent, elles restent bénéfiques pour une mineure partie de la population.

Plusieurs facteurs peuvent être considérés comme des freins au développement. Tout d'abord, la faiblesse de la diversité économique, en plus de l'importance de l'économie souterraine, rend le pays dépendant aux importations internationales. En effet, les activités agricoles sur le territoire rassemblent 2/3 de la population malgache. Dernier élément notoire : l'instabilité politique et les crises successives qui ne permettent pas une diversification de l'économie ni des plans de développement à long terme.

1.2 Un pays en développement, quels problèmes sociétaux ?

Les conséquences sur le développement du pays sont alors importantes. Les activités économiques sont concentrées dans les Hauts-Plateaux et à Toamasina ; la priorité est alors mise sur cette portion du territoire, ce qui renforce les inégalités régionales de développement.

Les facteurs de cause et leurs conséquences de cette situation de mal-développement sont nombreux. Nous allons nous intéresser à leur impact sociétal, à savoir sur la politique du pays, les relations internationales entretenues et la séparation socioculturelle de la population.

[8] Propos tirés d'une interview de TV5 Monde du 11 mai 2018.

a. Un Etat corrompu et dépendant de l'aide internationale

Juste après l'Indépendance en 1960, des accords de coopération sont signés avec la France concernant la défense, la politique étrangère, monétaire, financière et économique et l'enseignement supérieur. En 1961, Madagascar entre aux Nations Unies, et deux ans plus tard, le pays est admis au Fond monétaire international (FMI). Cependant, avec la crise politique du 13 mai 1972 et l'ascension au pouvoir de D. Ratsiraka en 1975, les aides bilatérales avec l'Europe chutent. On note des changements dans les politiques de développement : il fait prendre un tournant socialiste au pays dans le but de s'ouvrir aux pays communistes pour un rapprochement certain (Escaro, 1986), le terme de politique de *« socialiste scientifique »* est même employé (Raison, 2000). Le modèle libéral étant associé au colonialisme et à l'impérialisme (Chapuis, 1997) cela pourrait expliquer la volonté politique de se tourner vers le modèle socialiste des politiques de développement. Les conséquences sont la nationalisation, la centralisation de l'Etat, la privatisation des entreprises publiques, ce qui entraîne une fermeture régionale du pays et des conséquences drastiques sur le développement et l'économie de Madagascar, dont un fort endettement.

Aujourd'hui, Madagascar a une aide internationale de 6.4 milliards de dollars pour ses projets de développement (entre 2017 et 2020) et 3.3 milliards de dollars d'investissements annoncés par le secteur privé. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la France est le premier donneur bilatéral pour l'Aide publique au développement (APD) avec 73 millions de dollars en 2012. La liaison toujours étroite avec la France pourrait s'expliquer par l'inscription *« dans un processus de lente décolonisation »* (Escaro, 1986). En effet les anciennes puissances coloniales ont du mal à lâcher leurs anciennes colonies. Le terme de néocolonialisme est alors en vigueur.

Néanmoins, comparé à d'autres pays d'Afrique, Madagascar peut être considéré comme sous-aidé par la communauté internationale. En effet, les crises politiques successives depuis plusieurs décennies ont de nouveau ralenti, voir stoppé de 2009 à 2013, l'aide internationale.

A Madagascar, le problème viendrait d'une faible capacité d'absorption de l'aide : les corruptions, la faiblesse structurelle de l'aide et la mauvaise gestion politique viennent troubler la redistribution de l'aide sur le territoire. Néanmoins, entre 2009 et 2013, le pays alors dirigé par Andry Rajoelina pendant le régime de la Haute Autorité de transition de la République de Madagascar n'a pas reçu d'aide internationale. L'Union Européenne a en effet suspendu l'aide au développement du pays en raison d'un manque "*de progrès démocratiques*" (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii,* 2017).



L'Indicateur de perception de la corruption (IPC) créé en 1995 par l'ONG *Transparency International* renseigne sur la part de corruption dans le secteur publique. Selon elle, la région du monde où la corruption sévit le plus est l'Afrique subsaharienne, dans laquelle Madagascar figure.

Figure 5 : Panneau « Halte à la corruption », cliché auteur janvier 2017

Ce panneau représente le paradoxe entre le pouvoir politique et l'application concrète des lois. Il est situé à côté d'un barrage de police, sur la route entre Antsirabe et Antananarivo, auquel chaque taxi-brousse doit payer son « droit de passage ».

Les corruptions, qui continuent d'augmenter sur le territoire, bloquent entre autres la majorité des aides internationales sur Antananarivo. Cela participe à la mise en place d'une économie informelle parallèle dans les régions côtières.

Une corrélation entre le degré important de corruption et une forte fragmentation communautaire a été faite par P. Mauro en 1995. Cette théorie expliquerait la position de Madagascar selon son IPC car la fragmentation communautaire malgache est l'une des plus élevée d'Afrique subsaharienne : 0.88 (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii,* 2017).

b. La faible intégration régionale de l'Etat malgache

Y. Lacoste met en corrélation mal développement et faiblesse de l'intégration régionale. La participation de Madagascar dans les différentes organisations régionales reste liée à la stabilité politique du pays. En effet, la Banque Mondiale a stoppé l'aide internationale du pays après la crise de 2009.

Dans un contexte de mondialisation, les échanges, les communications et le commerce se développant, l'ouverture à l'internationale est un passage obligatoire. Mais ce processus de mondialisation va de pair avec celui de régionalisation. En effet, le regroupement et l'alliance entre certaines régions du monde (continentales ou plus localement) se sont accélérés. Partout à travers le monde, des organisations de coopération ou d'intégration ont vu le jour. L'Afrique n'a pas échappé à ce mouvement, et lors de la création de l'Union africaine (UA), le continent s'est également regroupé en huit Communautés économiques régionales (CER).

Le développement de l'Afrique australe a été polarisé par l'Afrique du Sud. En effet, l'ancienne puissance coloniale britannique a su développer sa croissance économique et aujourd'hui les pays frontaliers en dépendent. Cependant Madagascar a échappé en quelques sortes à cette polarisation et s'est retrouvée fermée à cette intégration régionale.

Le pays est entré relativement tardivement dans les organisations régionales[9]. L'intégration régionale du pays résulte de l'instabilité politique malgache. En effet, en raison des crises politiques répétées, Madagascar a été à plusieurs reprises suspendu de l'adhésion à l'Union Africaine et à la SADC. En 2003, l'UA a réadmis Madagascar après sa suspension lors de la crise politique de 2002. En 2009, l'UA et la SADC ont suspendu Madagascar de leurs organisations après la tuerie du 7 février, déclencheur d'une nouvelle crise politique. Aujourd'hui, le pays a été réintégré dans ces deux organisations.

A l'époque du président P. Tsiranana (1960-72) la volonté était de miser le développement du pays sur la politique extérieure (Escaro, 1986). Cela rejoint l'hypothèse d'Y. Lacoste disant que le développement d'un pays passe par son intégration régionale. Mais, dans les années 1970-80 la crise politique et les changements de modèles de développement

[9] La Commission de l'océan Indien (COI), le *Common Market of Eastern and Southern Africa* (COMESA), l'*Ocean Indian Rim-Association for Regional Coorporation* (IORA) et la *Southern African Development Community* (SADC, en 2005 pour cette dernière).

font multiplier les échanges informels à l'intérieur même du pays (Raison, 2000), entraînant alors une fermeture sur le reste de la région.

Lors de l'indépendance en 1960, le pays souhaite relancer son développement et son économie, mais des facteurs politiques ont inversé la tendance. La politique de D. Ratsiraka par exemple, a basé sa logique d'action contre la colonisation française. Mais l'économie et le développement du pays n'ont pas su réagir à cette transformation brutale. Un exemple similaire se retrouve au Zimbabwe dans les années 2000. La réforme agraire du pays a pour objectif de rendre la propriété de la terre aux agriculteurs noirs zimbabwéens mais l'économie s'est effondrée en raison du manque d'infrastructures et d'investissements financiers.

c. Une composition socioculturelle atypique de la population malgache

La question de l'appartenance culturelle à Madagascar est omniprésente. Les dix-huit groupes socioculturels sont reconnus politiquement et font très souvent l'objet de revendication lorsqu'il s'agit de manifestations, d'événements ou d'élections. Cette sous-partie nous permettra de soulever la problématique engendrée par la situation socioculturelle du pays.

Les appellations sont très délicates lorsqu'il s'agit de Madagascar. Un groupe socioculturel est caractérisé par une unité linguistique et culturelle, et de l'homogénéité d'occupation d'un territoire. A Madagascar, nous retrouvons bien une seule langue, et une seule culture basée sur des origines communes. En revanche, l'homogénéité sur le territoire entier n'est pas respectée pour cette définition. C'est alors pourquoi nous parlerons bien de dix-huit communautés, et non pas de dix-huit cultures. Il y a bien une culture malgache, mais avec des spécificités culturelles régionales. C'est sur ces dernières que notre étude se basera.

L'originalité de la trajectoire culturelle de Madagascar repose sur l'évolution historique différente de ces communautés. Le territoire était découpé en chefferies, puis en royaumes. Ensuite est venue l'unité nationale, avec d'abord l'expansion du royaume de l'Imerina puis l'annexion par la France. Mais les raisons de ces regroupements en chefferies sont différentes. En effet, les Sakalava d'aujourd'hui sont un regroupement des anciens royaumes des régions du Menabe (Sud) et du Boeny (Nord) ; il en est de même pour les Merina. Des divisions intra-

communautaires sont alors importantes à préciser ici.



Ces unifications ont regroupé des populations vivant dans des environnements différents, avec des organisations sociales différentes. Les regroupements des royaumes n'ont pas effacé les spécificités culturelles propres aux différentes communautés (Ramamonjisoa, 2002).

Figure 6 : Stèle de l'Indépendance à Antsirabe, cliché auteur 2018

Cette stèle ou Tsamgambato*, construite en 1961 en forme de bêche au beau milieu de l'avenue de l'Indépendance à Antsirabe, représente les dix-huit communautés malgaches qui sont dans l'ordre : Antakarana, Antandroy, Antanosy, Antefasy, Antemoro, Antesaka, Bara, Betsileo, Betsimisaraka, Bezanozano, Mahafaly, Antambahoaka, Merina, Sakalava, Sihanaka, Tanala, Tsimihety, Zafisoro. Une gravure illustre chaque communauté selon son particularisme. Les Sakalava sont représentés par un éleveur de zébus tandis que les Merina par des riziculteurs. D'emblée on remarque que les particularismes culturels sont en premier lieu représentés par l'activité économique des populations (cf. ANNEXE 1 : Présentation des dix-huit groupes socioculturels malgaches).*

Il est important néanmoins de préciser qu'à l'intérieur du territoire malgache des communautés culturelles ne faisant pas partie des groupes socioculturels énumérés précédemment sont également présentes. Même si la communauté malgache représente 98% de la population, des communautés comorienne, européenne, indienne et chinoise sont représentées. Etant géographiquement très localisées et minoritaires, l'accent sera mis seulement sur la population malgache dans cette étude.

L'hégémonie des Hautes-Terres par rapport au reste du pays est toujours associée à l'hégémonie historique de la population Merina, au temps des royaumes et avant la

colonisation française. La problématique reposerait plutôt sur les conséquences actuelles du conflit historique. En effet, le centre s'est développé considérablement, alors les côtes ont pris du retard. Aujourd'hui, les conséquences sont de plus en plus visibles sur le territoire.

1.3 Des inégalités de développement liées à la centralité géographique

Tous ces enjeux sociétaux impliquent des inégalités. Nous allons dans un premier temps étudier la répartition spatiale de ces inégalités, avant de les expliciter dans le chapitre suivant. Car en effet, elles sont très souvent entre les Hautes-Terres et les côtes. Cela serait donc un premier point d'explication à notre problématique principale.

a. Une représentation historique du pouvoir politique

Le pouvoir politique vient d'Antananarivo, mais le pouvoir social vécu est plus nuancé. En effet, la société malgache, basée sur un système de castes pendant la colonisation, a toujours gardé une certaine hiérarchie sociale. Cela impacte sur le conditionnement social des populations et par conséquent sur le conditionnement général du pays. Prenons en exemple les élections politiques. Les candidats misent sur le manque d'éducation des populations les plus pauvres (qui sont par ailleurs les plus nombreux du pays) afin de récolter des voix. En effet, lorsqu'on demande aux populations rurales pour qui ils vont voter, une réponse qui revient souvent est *"je sais pas, j'ai pas encore reçu mon cadeau"*. Très rapidement on prend conscience de la corruption électorale qui vise à distribuer de l'argent dans la rue ou des t-shirts à l'effigie des candidats, à donner des concerts gratuits dans la ville, ou encore à recevoir des SMS de propagande de la part des opérateurs téléphoniques. Même si ces actions ne sont pas représentatives de tous les Malgaches, cela témoigne d'une vulnérabilité sociale certaine.

On pourrait alors essayer de faire une analyse territoriale et culturelle des résultats à l'élection présidentielle de 2018 mais celle-ci serait alors faussée par ces campagnes de corruption. Mais tentons néanmoins une approche…

Les résultats du premier tour montrent encore un clivage Antananarivo/reste du pays.

Andry Rajoelina gagne les campagnes et Marc Ravalomanana, la région de la capitale. On pourrait alors penser une victoire de M. Ravalomanana si on prolonge la théorie de l'hégémonie de la capitale. Or Andry Rajoelina devient le nouveau président. L'hégémonie Merina serait-elle en train de basculer ? Non. Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer. En premier lieu les élections se font en fonction du nombre de suffrages obtenus et non par rapport au poids politique des régions. Ensuite, comme nous l'avons dit, l'impact de la corruption est à prendre en compte, mais comme cet indice est difficilement mesurable, avoir une idée précise de son rôle est impossible.

La capitale nationale se situe au centre du pays, alors que les capitales provinciales, à l'exception de Fianarantsoa, sont littorales. Depuis 1994 la loi de décentralisation a créé un nouvel échelon territorial : les communes. Le territoire est découpé en six *faritany* (provinces) à savoir Toliara, Mahajanga, Fianarantsoa, Toamasina, Antananarivo et Antsiranana. Elles ont pour appellation le nom de leurs capitales. Ensuite viennent les *fivondronana* (les départements), puis les communes, et enfin les *fokontany*, qui sont des quartiers aussi bien urbains que ruraux (Bidou ; Droy, 2008). Depuis 2004 vingt-deux *faritra* (régions) ont été mises en place. Mahajanga se situe dans la région du Boeny et Antsirabe dans le Vakinankaratra.

Même si ces différents échelons territoriaux ont un pouvoir décisionnel grandissant, l'Etat reste centralisé ; le pouvoir politique restant à la capitale.

On remarque que les régions historiques sont restées les mêmes. En effet, la région de Mahajanga correspond au royaume Sakalava, avec la même capitale, et il en est de même pour la région d'Antananarivo. Les représentations collectives des pouvoirs historiques sont alors restées ancrées dans la hiérarchisation politique du pays. On observe néanmoins en 2004 une volonté de recomposer territorialement le pays. Les vingt-deux *faritra* sont créées. Cependant même si cette mesure administrative est déjà en place, les représentations collectives sont plus longues à se faire.

Certains économistes prônent une décentralisation du pouvoir politique pour permettre à l'économie de croître (Razafindrakoto ; Roubaud, 2014). Nous allons ainsi nous pencher sur la question économique de Madagascar.

b. L'économie malgache entre résilience et vulnérabilité sociale

Le sous-développement, ou préférablement le mal développement, peut être caractérisé par l'épaisseur de la classe moyenne d'un pays et par l'importance de son économie souterraine. En effet, plus un pays a une classe moyenne importante et une économie souterraine faible, plus il sera développé.

Selon la Banque Mondiale et ses chiffres de 2014, il y a dans le pays 75.3% d'emplois dans le secteur informel. Le PIB par habitant était de 132 dollars en 1960 contre 470 dollars en 2013. Or, aux mêmes dates, le PIB moyen de l'Afrique sub-saharienne a connu une évolution beaucoup plus forte : de 132 dollars il passe à 1700 dollars en 2013, soit 3.6 fois plus que pour Madagascar. Paradoxalement, le pays met en place des orientations politiques bien précises pour l'économie : une politique de substitution aux importations dans les années 1970, une phase d'investissement public important, un ajustement structurel une décennie plus tard, une ouverture internationale sur les exportations à la fin du siècle dernier et un plan stratégique pour lutter contre la pauvreté au début des années 2000 (Razafindrakoto ; Roubaud, 2014). Même si l'efficacité du pouvoir politique a été remise en cause plus haut dans notre étude (corruption, promesses, jeu de pouvoir…) nous pouvons nous interroger sur la réelle capacité de Madagascar à sortir de cette impasse économique.

Le terme de résilience renvoie à *« la capacité d'absorber un choc et par transposition la capacité d'un espace à résister à une évolution »* (Lévy ; Lussault, 2013). Selon eux, la résilience est acquise par une auto-organisation des systèmes pour les rendre autonomes. Ils la définissent géographiquement comme la résistance des structures spatiales.

Appliquée au contexte malgache, cette idée nous amène à penser que la résilience empêche le développement du pays. En effet, à chaque crise nationale, l'économie malgache est ramenée à son point de départ. La croissance n’est alors ni stable ni durable.

Dans un pays à dominante rurale, l'inégale répartition de la population pose un gros problème de développement : dans les régions de l'Est, où la densité de population est forte, la surface des terrains cultivables par famille est alors très réduite. Il s'en suit donc un empêchement d'avoir une production suffisante pour vendre le surplus et donc d'avoir une activité économique. Ils pratiquent alors seulement la culture d'autosuffisance. Au contraire, dans les Hautes-Terres, les activités économiques sont beaucoup plus diversifiées.

Ce clivage est également renforcé par une opposition politique sur la hiérarchisation des régions. Mahajanga et son activité portuaire se veut être une région d'exportation or tous les flux de commerces internes sont regroupés à Antananarivo (Raison, 1976).

Pour reprendre la *Africa's growth tragedy theory* de Easterly et Levine sur le fait que la diversité culturelle entraîne le retard de l'économie, ils expriment également qu'en Afrique le choix a été fait de concentrer le développement de l'économie sur des sites déjà existants et non de créer *ex nihilo* (Easterly ; Levine, 1997 ; Raison, 1976). Seulement cette répartition déjà existante est issue de la colonisation, et par conséquent est aléatoire et rapide. De plus, la colonisation n'a pas pris en compte le déterminant culturel. Or à Madagascar le milieu définit les pratiques culturelles des communautés et donc de leurs activités économiques. Le but de la colonisation était de produire et d'exporter le plus rapidement et le plus efficacement possible.

C'est pourquoi, à Madagascar, le chemin de fer construit depuis le centre vers Toamasina a été mis en place. Il part du centre de la production vers le port d'exportation. Le reste du territoire n'a pas été pris en compte. Mais aujourd'hui cela se répercute sur les inégalités régionales car les régions du Sud, du Nord et de la côte Ouest, délaissées pendant la colonisation, se retrouvent en marge du développement. La tendance est alors difficile à inverser.

c. Les provinces délaissées par l'hégémonie du développement d'Antananarivo et sa région

Madagascar, comme la plupart des PMA, peut être caractérisée par un fort accroissement de la population dû à la transition démographique en cours. Une baisse importante de la mortalité en est la conséquence, même si des disparités régionales subsistent. En effet les Hautes-Terres centrales arrivent à ce résultat de par la diminution de la fécondité, mais les régions côtières (Sud et Ouest notamment) gardent une très forte natalité (Battistini ; Hoerner, 1986). Une des hypothèses avancées par ces auteurs serait la précocité des mariages des jeunes filles dans ces régions côtières. Le développement économique étant plus important dans le centre du pays, cela augmenterait le taux de scolarité et diminuerait donc la précocité des mariages.

L'éducation influe directement sur le conditionnement social. Cela est d'autant plus

vrai pour les femmes, dont les mariages forcés et précoces renforcent leur situation d'analphabétisme (Courade, 2006). Mais paradoxalement, à Madagascar, la proportion de filles scolarisées équivaut à celle des garçons (Gastineau ; Ravaozanany, 2011).

En revanche, la différence d'accès à l'école en fonction de l'appartenance communautaire serait très faible : les non-Merina investissent plus dans l'enseignement supérieur, et sont deux à trois fois plus nombreux à Antananarivo. Le choix de la capitale pour leur formation repose sur la diversification et la meilleure qualité de l'offre (Roubaud, 2000).

Georges Courade dénonce la *« fuite des cerveaux »* d'Afrique. En effet, il y aurait plus de cadres africains aux Etats-Unis qu'en Afrique (Courade, 2006). La raison serait que les Africains ayant la possibilité d'aller se former en Occident ne reviennent pas dans leur pays d'origine après les études. Leur départ est dû à une offre de formation, universitaire le plus souvent, plus importante et plus développée que dans leur pays d'origine. Les conditions de vie et de travail ne les encouragent pas à revenir par la suite (corruption, crises politiques, guerres civiles…).

Madagascar n'échappe pas à ce phénomène. Mais si nous prenons ce problème à l'échelle nationale, on remarque qu'Antananarivo draine les élites non originaires de cette région. La raison est la même, l'offre scolaire est plus importante et de meilleure qualité dans le supérieur (lycées et universités). Les inégalités se creusent alors d'avantage, car la main d'œuvre éduquée se concentre sur Antananarivo (Roubaud, 2000).

Les élites, les Merina d'Antananarivo, sont déconnectés du reste de la population et les dirigeants au pouvoir cherchent seulement leur approbation. Cela entraîne une grande insatisfaction populaire vis-à-vis des politiques, dont l'opposition se sert à chaque nouvelle année électorale pour renverser le pouvoir en place et prendre les rênes du pays. Le clivage entre Antananarivo et le reste du pays, et entre les élites et le reste de la population est ainsi renforcé.

Les inégalités régionales de développement sont ainsi fortes sur le territoire, et notamment entre la région centrale de l'Imerina et le reste du pays. Le port de Toamasina ainsi que le commerce de vanille et le développement du tourisme dans les régions du Nord permettent à ces régions de participer à l'économie nationale et ainsi au développement du pays. Mais les inégalités par rapport aux régions de l'Ouest et du Sud restent importantes. En effet, leurs économies sont basées sur l'autosuffisance alimentaire, grâce à l'élevage, la culture

du riz et la pêche notamment, mais cela ne leur permet pas de s'insérer dans la concurrence de l'économie nationale.

Chapitre 2. Un pays marqué par les inégalités socioculturelles à l'échelle régionale

Ce chapitre mettra l'accent sur les clivages présents sur le territoire malgache. Nous nous intéresserons à la partie sociale et culturelle du pays. La société malgache repose sur un fonctionnement de castes présentes bien avant la colonisation. Comme nous l'avons dit, dix-huit communautés sont présentes sur le territoire, mais à l'intérieur de chacune d'entre elles, un deuxième niveau de séparation est fait selon la condition sociale. Les inégalités de richesse à Madagascar ont alors un double niveau de lecture. Ce conditionnement social est renforcé par le clivage entre les urbains et les ruraux. Prenons seulement comme exemple que les 20% de la population parlant le français habitent en majorité en ville. Ensuite nous aborderons les témoins de ces inégalités dans le paysage, pour finir sur les enjeux identitaires impliqués par ces disparités régionales.

2.1 Une dichotomie urbains-ruraux prééminente

A Madagascar 78% de la population est rurale et 50% des Malgaches ont moins de vingt-cinq ans. Le taux d'alphabétisation est de 64.6%, et celui de la mortalité infantile est de 46.13‰. Selon l'INSTAT de Madagascar, en 2012 le taux de pauvreté en ville est de 48.5% contre 77.3% en campagne. Les élites représentent 0.1% de la population alors que ce sont eux qui tiennent le pays tout entier. Comment expliquer ces inégalités sociales et politiques ? La dichotomie extrêmement importante entre les villes et les campagnes n'est plus à démontrer, mais nous pouvons nous demander si ces inégalités ne trouveraient pas des racines dans ce clivage. Pour cela, nous allons nous pencher sur des facteurs d'inégalités comme l'éducation, le genre, et le droit (de propriété, du sol, de la nationalité) pour essayer de comprendre la part de responsabilité du clivage ville/campagne dans ces inégalités.

a. Une différence de développement flagrante entre la ville et la campagne

La prédominance du secteur rural sur le territoire malgache n'est plus à démontrer. Nous allons néanmoins nous pencher sur les témoins de cette différence de développement

entre la ville et la campagne, et les problématiques alors soulevées.





Figure 7 et Figure 8 : Comparaison des habitations rurales et urbaines, cliché auteur, 2018.

Ces photos ont été prises à Antsirabe en juillet 2018. Elles représentent d'une part des habitations en campagne (à droite), et d'autre part une maison en centre-ville d'Antsirabe (à gauche). Cette dernière a été prise dans un quartier assez aisé, qui n'est donc pas représentatif de tous les types de maisons présentes dans la ville, mais qui montre bien le clivage réel entre les habitations urbaines et celles rurales : les unes sont en pierres, les autres en boue séchée.

En campagne, les maisons respectent l'architecture traditionnelle des Hauts-Plateaux. Elles sont construites en boue séchée avec un toit de chaume. Elles sont très étroites mais hautes. Les bêtes et les habitants sont au rez-de-chaussée tandis que la cuisine se fait à l'étage. Il n'y a pas d'eau courante ni d'électricité, un puits est généralement au milieu des maisons. Un petit commerce est généralement présent au centre du village, à côté de la maison du chef du *fokontany*. Quelques fois dans certains villages, une borne d'eau installée par la fondation des Nations unis pour l'enfance (UNICEF[10]) ou une autre organisation internationale remplace le puits. Les chemins sont en terre, et les maisons sont entourées de zébus, de poules et de chèvres. Une église est systématiquement présente autour d'habitations.

En ville les maisons sont spacieuses et en dur. Les routes sont goudronnées ou pavées, l'électricité et l'eau sont courantes. Les maisons les plus aisées ont un jardin privatif, elles sont à étages avec des balustrades, des barreaux aux fenêtres et des barbelés. Les villes abritent les

[10] *United Nations International Children's Emergency Fund*

bâtiments administratifs et publics, les infrastructures de loisirs et de services ; les secteurs économiques sont beaucoup plus variés qu'en campagne. On constate alors de fortes inégalités de développement et une certaine incapacité à réduire ces inégalités (résilience faible). Les campagnes sont alors en marge du développement économique régionale.

D'un point de vue linguistique, on constate sur le terrain que les ruraux s'expriment exclusivement en *malagasy* alors qu'à la ville, parler français ne pose aucun problème. Même si le français est la langue apportée par la colonisation, son utilisation témoigne d'une éducation scolaire. Or les écoles d'expression française sont privées, par conséquent payantes et donc accessible à qu'une petite partie de la population. Les ruraux restent, pour la plupart, conditionnés dans cette boucle de rétroaction car il leur est difficile de financer cette éducation pour leurs enfants. En effet, les diplômes de l'école publique malgache ne sont pas en situation de concurrence face à ceux des écoles d'expression française ou anglaise.

En campagne, les écoles publiques malgaches ne sont pas ouvertes tous les jours de la semaine comme en ville, mais seulement une à deux fois par semaine en raison du manque d'instituteurs. Le même enseignant s'occupe de plusieurs villages à la fois. Le reste du temps les enfants vont aux champs.

Un autre facteur de conditionnement socioculturel entre en jeu : la prédominance de la culture à la campagne. En effet, la population rurale reste plus attachée aux valeurs traditionnelles que les urbains. Nous pouvons nous demander si cela ne ralentirait pas le développement des campagnes et n'accentuerait pas les inégalités. Avant de creuser cette idée, nous allons nous pencher sur le conditionnement de ces deux populations et leur rôle dans la société malgache.

b. Une société à dominante rurale mais dirigée par une minorité élitaire urbaine

Les élites représentent 0.1% de la population malgache alors que les ruraux en représentent 78%. Les élites pourraient être définies comme les personnes qui influencent l'organisation et le fonctionnement de la société malgache. Ce sont principalement les Merina des Hauts-Plateaux, qui travaillent soit au gouvernement ou qui ont été élues (Assemblée nationale, Sénat, maires des grandes villes…), soit étant dans un parti politique, ou travaillant dans une institution publique, dans l'armée, dans des grandes entreprises, dans la société

civile, dans une institution religieuse ou dans un organisme international (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii*, 2017). Si l'on s'intéresse à la composition communautaire de ces élites, on remarque que 64% sont des Merina, alors que seulement 25% sont des côtiers. La deuxième communauté qui prévaut est celle des Betsileo, autre communauté des Hauts-Plateaux. On notera que 52% des élites d'aujourd'hui sont des descendants des Andriana (les nobles pendant l'époque des royaumes).

Il est important de préciser que toute l'élite du pays ne provient pas seulement de la région d'Antananarivo. En effet, la société malgache est certes organisée culturellement, mais également hiérarchisée socialement. Ainsi les élites de chaque groupe socioculturel interviennent ensemble dans l'organisation de leurs communautés respectives.

Selon une étude de Clapier-Valladon et Godin[11], plus on s'éloigne d'Antananarivo plus le niveau d'illettrés augmente et inversement, plus on se rapproche d'Antananarivo, plus le nombre de diplômés augmente. Cette corrélation entre éloignement d'Antananarivo et niveau d'instruction est vérifiée dans toute la région Sud, le Centre-Nord (sauf Antsiranana) et les régions de l'Ouest. L'exception est présente dans les grandes villes de la côte, comme à Toliara, Mahajanga, Antsiranana et dans la région de Morondava (Clapier-Valladon ; Godin, 1972). Cette étude mériterait d'être actualisée, mais on peut supposer que la corrélation est toujours vraie aujourd'hui, notamment d'après l'étude des mouvements de populations (et principalement des étudiants) faite en amont.

En milieu rural, les enfants entre six et neuf ans vont régulièrement à l'école, et leur participation au travail dans les champs *« reste modeste »* (Gastineau ; Ravaozanany, 2011). C'est à partir d'une dizaine d'années qu'ils sont sortis de l'école pour travailler avec leurs parents. Cette remarque concerne plutôt les enfants de castes les plus modestes car, que ce soit en ville ou en campagne, les enfants issus de castes élevées privilégient l'éducation et la plupart partent à la capitale pour continuer leurs études.

Le secteur économique primaire représente 33% et emploie 80% de la population (INSTAT, 2014). Il emploie la plus grande partie de la population mais n'est pas le secteur économique le plus important. En effet le secteur tertiaire représente 57% du PIB alors qu'il n'emploie que 16% de la population active. Cela montre bien que l'agriculture est principalement de subsistance, et que son poids économique est relativement faible.

[11] Clapier-Valladon ; Godin, 1972. « Alphabétisation à Madagascar » dans *Tiers-Monde*.

Les industries sont concentrées dans le centre du pays et sur la côte Est, de Toamasina à Taolagnaro. En effet, Antsirabe et Antananarivo concentrent les industries, et Toamasina le port le plus important du pays (80% du trafic national) alors que l'agriculture prédomine partout ailleurs sur le territoire. L'inégale répartition de l'économie place la région d'Antananarivo, située en plein centre du pays, dans une position de macrocéphalie, car elle concentre le pouvoir politique, administratif, juridique, militaire et religieux. Ce clivage économique entre le Centre-Est et le reste du pays participe au renforcement de la déconnexion entre les élites et les ruraux.

La ville est alors un endroit de modernisme, alors que la campagne est la dernière touchée par le changement. Cela est également vérifié par les pratiques culturelles. En effet, on remarque que la ville a tendance à effacer les particularismes identitaires.

c. La prédominance de la culture à la campagne : phénomène de mondialisation ou de retard de développement ?

C'est un fait qui revient souvent : la mondialisation tend à effacer les particularités culturelles. Certains auteurs font également remarquer qu'un attachement aux valeurs traditionnelles peut être un facteur de blocage du développement. Et les Malgaches y sont plutôt attachés (Razafindrakoto ; Roubaud, *et alii*, 2017). Nous allons ainsi essayer d'analyser la différence culturelle entre le milieu rural et le milieu urbain pour savoir si elle peut nuire au développement des régions malgaches ou si c'est une étape nécessaire dans le processus de mondialisation général.

P. Claval fait une différence entre culture populaire et culture élitaire (Claval, 2006). La culture populaire renvoie à un mode de transmission orale et par l'exemple. Elle touche alors un cercle étroit, celui de la famille ou de la communauté. Elle se base sur les modes de vie, les modes de pensées, et les techniques de production (agriculture, élevage, artisanat, pêche…), et crée des identités fortes. La culture élitaire repose sur des valeurs religieuses et sur les techniques d'organisation sociale. La transmission se fait généralement par l'écrit. Les identités qui en découlent sont intrinsèquement liées à la politique et à la religion (Claval, 2006).

Cet exemple conceptuel est facilement retrouvable sur le territoire malgache car les cultures populaires décrites par P. Claval se rapprochent de celles des côtiers alors que les cultures élitaires sont la définition même de celles des Merina. D'un point de vue géographique les cultures populaires se retrouvent chez les ruraux alors que celles élitaires sont présentes chez les urbains et en particulier dans l'Imerina. Ce lègue de l'époque des royaumes est encore très présent aujourd'hui même si la mondialisation tend à faire pénétrer la culture élitaire chez les ruraux et donc à perdre leurs savoirs à transmission orale.

La mondialisation impacte également grandement l'influence des religions. La deuxième partie de notre étude prouvera qu'il y a moins d'églises en ville qu'en campagne proportionnellement au nombre d'habitants. Cela rejoint la théorie de P. Claval que la baisse d'influence de la religion est une conséquence de la mondialisation. Cette dernière est alors très présente en ville, et a du mal à pénétrer dans les campagnes malgaches. Or la mondialisation est signe de développement de par la présence de nouvelles technologies, de nouveaux types de pensées, de nouvelles possibilités d'échanges.

P. Claval continue sa théorie de mondialisation en anticipant la transformation des cultures populaires en cultures de masse. Selon lui, cela entraînerait la destruction des fondements matériels de l'identité (Claval, 2006). Cependant, du fait de la situation de mal-développement du pays, cette conjoncture n'est pas vérifiée à Madagascar, mais nous la prendrons en compte pour décrire les tendances futures du pays.

Cela nous pousserait presque à dire que ce sont les cultures qui ralentissent le processus de développement. Or nous l'avons vu, la diversité culturelle malgache repose sur des particularismes et non des cultures différentes. Comment cela peut-il influencer le développement ?

Oscar Lewis est le premier anthropologue à parler de *« culture de la pauvreté »*. Mais le lien entre les deux est-il vraiment si linéaire ? Pour M. Walton les facteurs culturels peuvent jouer un rôle dans le maintien des différences entre les groupes socioculturels en termes de richesse, de statut et de pouvoir. Selon lui, ces différences sont à l'origine *« des croyances, des aspirations, des préjugés, des narrations sociales, des systèmes symboliques et des structures d'informations dont les témoins sont l'organisation collective, les comportements économiques et la psychologie individuelle »* (Walton, 2008). Il met alors en avant un conditionnement social de la population par un fait culturel. Les identités propres aux

différentes communautés viennent interagir avec les processus politiques et par conséquent, avec la croissance économique et le développement.

2.2 Les marqueurs territoriaux des clivages socioculturels

Ces inégalités socioculturelles présentes sur le territoire ont des témoins dans le paysage malgache. Certains plus subtiles que d'autres, il appartient au géographe d'analyser et de les comprendre. Nous allons ainsi nous pencher sur ces témoins et les explications préalables nécessaires à leur analyse.

a. Une société hiérarchisée culturellement selon les communautés

L'organisation politique de la société malgache est d'autant plus erronée que l'on s'éloigne des villes, et en particulier d'Antananarivo. Les différentes communautés s'organisent en effet selon leur appartenance socioculturelle et leur tradition. Cette dernière repose principalement sur une hiérarchisation bien précise de la société. Dans un groupe, le statut social prime sur le statut professionnel.

Avant la colonisation, les castes étaient très présentes dans l'Imerina. On retrouvait les Andriana, de riches nobles propriétaires des terres, les Hova qui pratiquaient des activités de commerces et d'artisanat, et enfin les Andevo, des esclaves au service des Andriana, appelés Mainty dans les espaces ruraux agricoles.

Les castes sont abolies depuis la fin du XIX^{ème} siècle mais sont toujours présentes en réalités (Roubaud, 2000). En effet, après la colonisation, la classe moyenne a disparu mais peu à peu on la retrouve dans la capitale, et les grandes villes.

Dans les villes des Hautes-Terres, on remarque que les Andriana se situent plus généralement au centre-ville, et plus on s'en éloigne, plus le niveau de vie diminue.

Parmi les Andriana nous distinguons quelques Hova, les Merina et les Karana, ces derniers étant considérés comme étrangers alors qu'ils sont présents sur le territoire depuis presque quatre siècles. Ces communautés ont très rapidement compris l'importance de fournir une bonne éducation à leurs enfants, et les envoient ainsi dans le privé. Mais la qualité de

l'offre entre les écoles publiques et celles privées reste encore très inégales, par conséquent, les meilleures écoles ne sont accessibles qu'à une minorité.

A l'échelle du territoire, toute la société est hiérarchisée selon l'appartenance culturelle, aujourd'hui encore. Les noms de famille par exemple sont un héritage qui reste catégorisant. Les *Rakoto-* et les *Andriana-* sont les deux noms de familles souvent rencontrés dans les Hautes-Terres. *Andriana,* veut littéralement dire *« celui ou celle que l'on adule, porté-e en haute estime, mis-e au niveau d'un prince ou d'une princesse »*. Ce sont les descendants des familles royales de l'Imerina. La séparation est donc présente encore aujourd'hui.

Cependant, des concepts de la vie malgache, comme le *Fihavanana*, témoignent d'une solidarité entre populations. A l'époque des royaumes, le *Fihavanana* était une obligation sociale d'entraide. La notion a ensuite évolué et même si aujourd'hui elle tend à disparaître, elle réapparaît aussitôt dans les périodes de crises.

Le *Fihavanana* est à la base de la création de groupes sociaux (Rouveyran, 1978). Il influe sur les représentations collectives, les traditions propres à chaque communauté, les *fady* (les interdits). Certains de ces *fady* sont basés sur des critères communautaires (Roubaud, 2000). Les *fady* de viandes par exemple, vont varier selon les régions.

Le *Fihavanana* va créer une cohésion sociale, une hiérarchisation particulière et garantir une certaine sécurité à l'intérieur d'un même groupe. Cela constitue alors un microcosme qui limite les échanges avec l'extérieur, même si le commerce entre les différentes communautés existe bien.

Pour se concentrer sur nos régions d'études, on remarque de fortes disparités d'organisation sociale. En effet, dans les Hautes-Terres, l'endogamie reste très importante. Cela renforce la volonté de garder et transmettre le statut social de la famille. A l'intérieur des castes de l'Imerina, l'endogamie était extrêmement stricte. Mais l'abolition des privilèges et des castes pendant l'annexion française, va rendre cette tradition informelle. En effet, les castes restent de nos jours encore très présentes dans l'identité sociale des Hautes-Terres, et les Andriana ont conservé leur place en haut de l'échelle sociale (Roubaud, 2000).

Sur les côtes, les structures familiales sont plus hétérogènes, et il y a moins de familles nucléaires que dans les Hautes-Terres. Les ménages sont plus souvent dirigés par des femmes, et l'endogamie est beaucoup moins stricte (Roubaud, 2000). Cependant, sur l'ensemble du

territoire, la famille occupe une place centrale dans l'organisation sociale. C'est elle qui va transmettre la culture et les traditions.

b. Les frontières socioculturelles : quelles origines ?

Cette question de l'origine du peuplement a toujours été centrale. Jean-Louis Joubert[12] le souligne en faisant remarquer que les écrits malgaches s'épanchent sur deux grands thèmes principaux : la rêverie érotique sur les femmes et le questionnement sur le peuplement de l'île.

Elle est primordiale dans notre étude car ce sont ces vagues migratoires, au départ, qui ont conditionnées ce clivage culturel. Beaucoup de thèses et d'écrits se contredisent quant au peuplement de Madagascar. Certains prétendent que le territoire se découpe en quatre grandes régions de peuplement (Ottino, 1998), d'autres seulement trois (Rakotonarivo, Martignac[13]). J.-P. Domenichini simplifiera même l'idée en pensant le territoire comme synthèse de deux continents : l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud-Ouest (Domenichini, 1981). Nous allons alors simplement nous contenter de généralités sans entrer dans le grand débat qu'est le peuplement du territoire malgache.

Madagascar s'est peuplé à partir de grandes vagues migratoires dès le VIII^{ème} siècle. Il est vrai que les Maures et les Arabes se sont rendus à Madagascar dès les années 600, mais ils ne s'y sont pas installés ; ils ont construit des comptoirs de commerce sur la côte Est, ce territoire présentant un emplacement stratégique dans le Sud-Ouest de l'océan Indien lors des grandes explorations maritimes (Tisseau, 2014). Ce n'est que quelques siècles plus tard que des peuples austronésiens d'un côté et africains de l'autre vont migrer sur le territoire. Les Austronésiens arrivent sur la côte Nord-Ouest. Le peuplement reste principalement côtier puis au fur et à mesure de nouvelles vagues migratoires arrivent, et la colonisation des Hautes-Terres malgaches commence.

[12] Cité par V. Tisseau dans "Madagascar : une île métisse sans métis ? "
[13] Dans Gastineau, Gubert *et alii*, Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement.

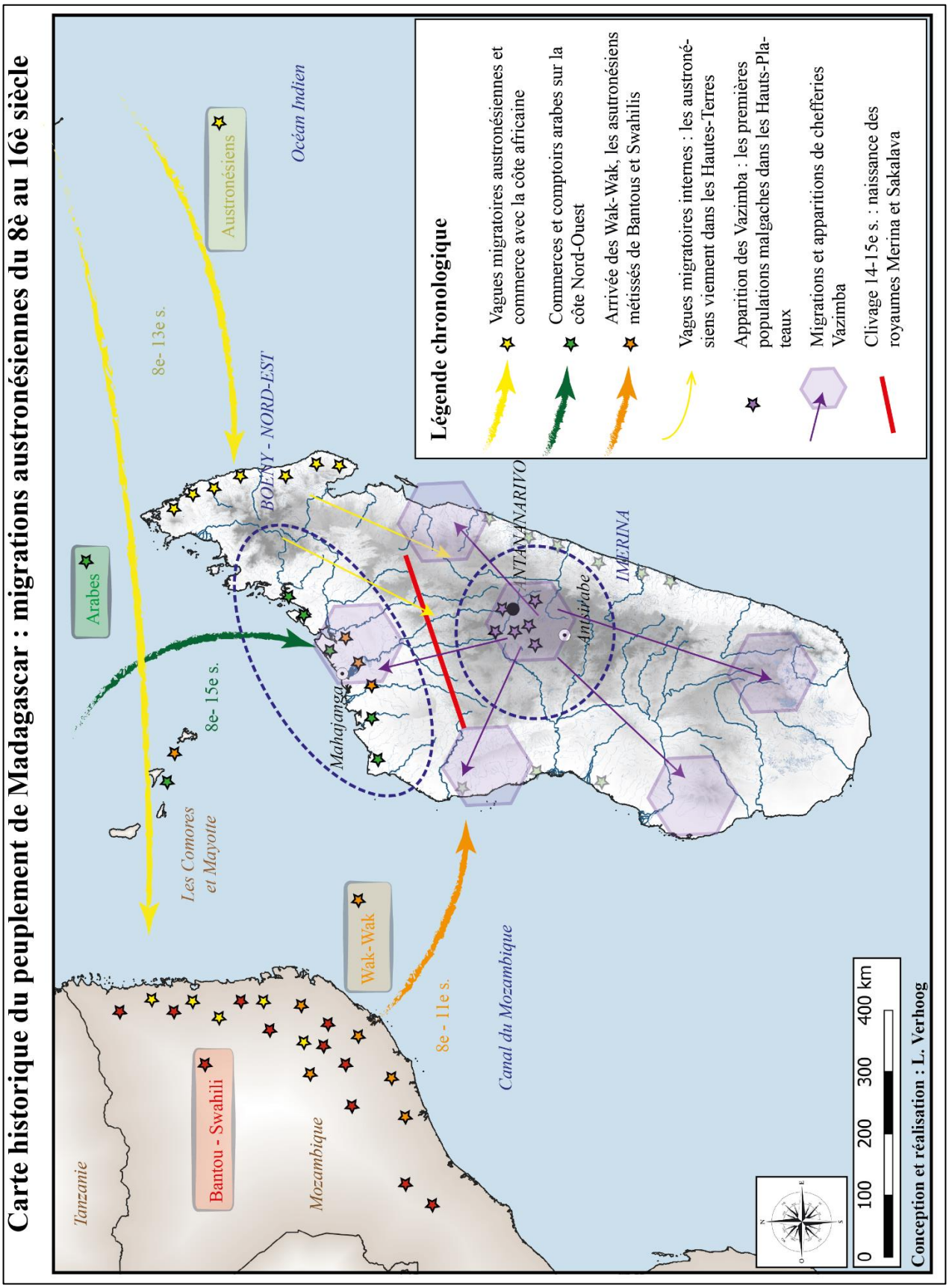


Figure 9 : Carte simplifiée des principales vagues migratoires de Madagascar

Cette carte résume en simplifiant le peuplement de Madagascar par les différentes migrations depuis le VIII^{ème} siècle jusqu'au XVI^{ème}. Les Austronésiens sont en effet arrivés sur la côte Nord-Est et sur la côte africaine du Mozambique. C'est à ce moment-là qu'ils se sont métissés avec des Bantous et des Swahilis devenant petit à petit des Wak-Wak[14], avant de venir sur la côte Nord-Ouest du pays.

Ces Wak-Wak sont ensuite venus s'installer à Madagascar. Les Vazimba, peuple originel du pays vont apparaître dans les Hautes-Terres après métissages et migrations des côtes. Ces Vazimba vont ensuite créer des chefferies aux quatre coins du territoire à partir du XIII^{ème} siècle. Les royaumes vont ainsi se créer.

Les Malgaches résultent donc d'un métissage long et complexe et ne sont *« ni des asiatiques ni des africains, mais une juxtaposition ou un métissage des deux, un peuple original et d'une grande variété »* (Deschamps, 1965). Nous retiendrons un peuplement d'origine 100% austronésiens dont une partie s'est métissée avec les Bantous et les Swahilis de la côte Ouest du canal du Mozambique, les Wak-Wak, avant de revenir sur le territoire malgache.

c. Des symboliques socioculturelles aux origines géographiques distinctes

Les deux éléments les plus symboliques de Madagascar sont le riz et le zébu. Nous les retrouvons sur l'emblème national. Mais ces deux symboles proviennent de lieux géographiques bien distincts. L'un vient du continent africain, et l'autre, d'Asie. De par les deux principaux territoires d'origine du peuplement malgache, le riz et le zébu se sont hissés en haut de l'organisation sociétale du pays. En effet, ces deux symboles sont primordiaux dans la culture malgache. On les retrouve dans l'agriculture, dans l'élevage et dans les cérémonies traditionnelles pour le zébu.

La culture du riz fait partie prépondérante dans l'organisation sociale de la vie malgache. En effet, comme le souligne Françoise Le Bourdiec dans sa thèse, le riz est une réalité géographique et sociale dans l'organisation sociétale, de par la variété des espaces

[14] Population métissée d'Austronésiens et de Bantous et Swahili. Ce sont eux réellement qui apportent à Madagascar l'héritage africain.

rizicoles et de l'ancienneté des cultures. Les rizières représentent 2% de la superficie du territoire mais 44% des terres utilisées par l'agriculture (Le Bourdiec, 1974).

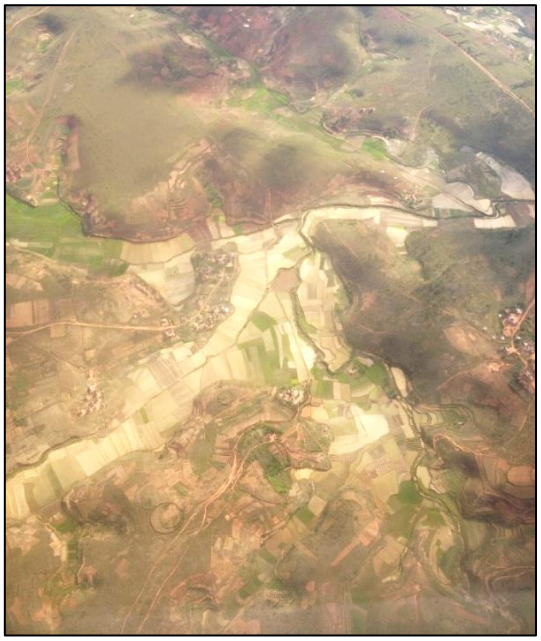


Figure 10 : Rizières vue d'avion, cliché auteur 2018

Cette photo prise d'avion à l'arrivée sur Antananarivo nous montre l'importance de la présence du riz. En effet les rizières occupent les deux-tiers de l'image. On remarque d'emblée la prépondérance du secteur rizicole dans l'agriculture.

Cette culture est venue en même temps que les migrations asiatiques, et les paysages qui en résultent sont des marqueurs de la diversité culturelle ; les groupes communautaires vont en effet apporter une certaine diversité dans les techniques de production. F. Le Bourdiec en distingue trois. Il y a tout d'abord les riziculteurs authentiques des hautes terres centrales (Merina, Betsileo), puis les riziculteurs de la zone orientale (Antambahoaka, Antemoro, Antesaka et les populations forestières-Betsimisaraka, Saint-Mariens, Tanala), et enfin les éleveurs-riziculteurs (Antakarana, Sakalava, Bara, Tsimihety, Sihanaka, Bezanozano).



Figure 11 : Hommage aux ancêtres lors du Famadihana, cliché auteur, Ibity, 2018

Cette photo ci-dessus a été prise lors du traditionnel Famadihana, le retournement des morts. Un homme, debout sur le tombeau, verse le Toaka Gasy ou Nectar des Dieux (gnôle locale) sur le crâne du zébu en offrande aux ancêtres.

Le zébu, pour sa part, sert pour la production de viande et de lait, pour les travaux agricoles mais a également un rôle prépondérant dans la société et la religion. Il est en effet utilisé en sacrifice pour des *joro* (rituels) ou en offrande dans diverses cérémonies communautaires (Razarihelisoa, 2009).

Même si ces deux témoins d'un héritage culturel commun sont significatifs pour l'ensemble de la population, on les retrouve néanmoins à parts inégales sur le territoire malgache. Les Hauts-Plateaux concentrent la majorité des rizières alors que les côtiers et les Bara pratiquent d'avantage l'élevage de zébus.

Pour faire écho à la stèle d'Antsirabe, les communautés se sont ainsi approprié ces symboles de manière différente. Leurs origines géographiques restent le fondement de leurs modes de vies. Même si les symboles sont devenus nationaux ils restent néanmoins témoins du clivage culturel de la population malgache.

2.3 Clivage culturel et enjeux identitaires

On pourrait se demander si ce clivage culturel n'impliquerait-il pas des revendications identitaires différentes, ou en tout cas des enjeux divergents. Nous allons ainsi nous baser sur l'étude des aires culturelles pour essayer de comprendre le poids de la communauté par rapport au sentiment d'unité national. Nous allons conclure cette partie en nous interrogeant sur les différents modèles de développement présents sur le territoire.

a. Migrations et mixité : quels échanges culturels à travers le pays ?

La population d'Antananarivo est composée à 95% de gens originaires des Hauts-Plateaux (90% Merina et 5% Betsileo). Cela pourrait paraître paradoxal, car en tant que capitale, la ville ne représente qu'une faible hétérogénéité socioculturelle (Roubaud, 2000). Les différents groupes côtiers sont tous représentés dans la population tananarivienne mais ne totalisent que les 5% restant. Ceci est une caractéristique propre à Madagascar, contrairement à beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels le brassage socioculturel est plus important.

Depuis 1960, la proportion des Merina vivant dans la capitale n'a pas beaucoup évolué. A cette époque ils étaient 86%. Cela peut en partie s'expliquer par l'ancienneté de cette diversité. En effet, les non-Merina habitant à Antananarivo sont issus de familles déjà installées depuis des générations (Roubaud, 2000). Les migrations sont alors limitées et se concentrent à l'intérieur même de la région des Hauts-Plateaux.

Dans les années 1930, seules les régions de l'Imerina, de l'actuelle Mahajanga et de toute la côte Est (de Maroantsetra à Taolagnaro) avaient des densités de populations supérieures à vingt habitants au km². Le reste du territoire était très largement inoccupé. La raison serait probablement le peuplement de l'île s'est fait d'Est en Ouest, les populations se seraient alors concentrées sur les côtes. Une autre hypothèse serait la faible présence de la malaria en Imerina du fait de son altitude (entre 1200 et 1800m), qui aurait attiré les populations.

L'exode et les migrations ont commencé tardivement, pendant la colonisation, en raison du progrès technique amené par la France. En effet, la construction de routes et de voies ferrées et la croissance économique vont faciliter le déplacement des populations (Gourou, 1945).

Dans les années 1970, les régions d'immigrations sont le Moyen-Ouest, le lac Alaotra à l'Est de Toamasina, et la plaine de Marovoay à côté de Mahajanga (Rouveyran, 1978).

Aujourd'hui dans la région des Hautes-Terres, les migrations des non-Merina vers Antananarivo se font à 25% pour les études. L'exode rural pour l'insertion sur le marché du travail arrive ensuite. Pour les Merina, les migrations vers Antananarivo pour les études ne représentent que 13% d'entre eux, la plupart ayant des motifs de regroupement familial (Roubaud, 2000).

Les migrations vers la capitale se font principalement depuis le *faritany* d'Antananarivo. Ces migrations intra-provinciales représentent 47% des migrations totales. Les autres réservoirs de migrations se situent dans les provinces voisines de Fianarantsoa (21%) et de Toamasina (12%) (Roubaud, 2000).

Ces migrations ne sont pas forcément signe de mixité. En effet, on remarque que même si des flux migratoires s'opèrent vers la ville, le pourcentage d'urbains n'augmente pas ; et les migrations vers les campagnes sont quasi inexistantes. Cela veut donc dire que les

populations s'installent à la périphérie de la ville et restent ruraux. Le conditionnement social reste alors fort, et la mixité culturelle est limitée.

Le *Fihavanana* est présent intra-groupes sociaux mais des échanges commerciaux se font néanmoins entre les communautés. L'objectif concerne l'accroissement des revenus, mais également un changement de mentalités, car les interactions s'opèrent entre groupes socioculturels. Un dernier objectif concerne la communication. Car au centre géographique du groupe, la communication est importante, mais plus on s'éloigne de ce centre, plus elle faiblie (Rouveyran, 1978). Les représentations des identités ont alors tendance à différer selon les communautés. Nous allons ainsi nous intéresser aux différentes identités présentes sur le territoire malgache.

b. Identité nationale ou identité culturelle : quelle primauté ?

A l'échelle internationale toute la population est Malgache. Derrière l'équipe nationale de football ou l'élection présidentielle de 2018, les identités régionales, ou identités culturelles, n'existent pas. Cependant, à l'échelle du pays, chaque individu Malgache possède deux identités : l'identité nationale et l'identité culturelle. Être Malgache n'est pas suffisant comme revendication, il faut être Bara, Merina, Vezo, Betsimisaraka… Notre but ne va pas être de définir chacun d'entre elle ni de les spatialiser, mais au contraire d'essayer de comprendre dans quel cas l'identité culturelle prime sur l'identité nationale et inversement et d'en voir les enjeux identitaires qui en découlent. Nous allons nous concentrer sur les identités Merina et Sakalava.

L'unité nationale malgache passe avant tout par le *Fihavanana*, qui est un *« lien qui unit les membres du groupe dans une solidarité de type parentale »* (Urfer, 2010). Pour D. Mauro, l'identité nationale commune est un ancrage dans l'espace social malgache, dans une histoire très ancienne et dans le culte des ancêtres (Mauro, 2000). Or ces trois aspects diffèrent selon le territoire étudié.

Pour J.-P. Raison les groupes socioculturels sont une construction politique à l'époque des royaumes car les différentes unifications ont été choisies. Cela veut dire qu'à l'intérieur de chaque groupe il y a différents royaumes. L'appartenance à la communauté d'origine s'affirme

donc à différentes échelles (Raison, 1976).

Mais certains royaumes ne se sont jamais réellement regroupés. C'est le cas pour les Sakalava et les Merina. Nous distinguons en effet les Sakalava du Menabe (au Sud) et ceux du Boeny (au Nord). Ils avaient deux rois, et leurs traditions diffèrent légèrement. Cela est notamment dû aux différents modes de vie. Nous avons vu que les communautés sont définies par leurs pratiques agricoles. Or ces pratiques vont dépendre du milieu naturel. Nous pouvons alors nous demander si la terre ne joue pas un rôle crucial dans cette recherche d'identité.

Pour revenir aux concepts de P. Claval concernant les cultures populaires et les cultures élitaires, on s'aperçoit qu'en changeant d'échelle de lecture, on arrive à faire une corrélation avec les identités régionales et nationales. La culture élitaire est fortement liée à la culture nationale car comme nous l'avons vu, les Hauts-Plateaux ont une hégémonie politique et économique incontestable sur le reste du pays. En revanche sur les côtes, l'identité des régions repose sur la culture populaire dont chaque région, ou communauté, a ses particularismes.

Que ce soit sur les côtes ou dans les Hautes-Terres, les identités régionales diffèrent. Dans le centre du pays le système de castes est encore très présent dans l'identité sociale de la population et très respecté. Les Andriana ont gardé leur statut social en haut de l'échelle (Roubaud, 2000). Alors que sur les côtes, le lien familial et communautaire est très marqué. Chez les Sakalava *« l'époque des royaumes reste une référence identitaire forte »* (Goedefroit, 1998). La primauté est alors dans le respect de la communauté avant tout, même si petit à petit la transition s'opère.

c. La déconnection du modèle d'organisation selon les communautés

« Point de régions ethniques si celle-ci ne s'est pas montrée capable de structurer l'espace, de le doter des points forts nécessaires à toute organisation régionale » (Raison, 1976). Il met en avant l'inégale capacité d'une organisation de l'espace selon les communautés. Antananarivo est la seule ville du pays qui soit d'origine culturelle. Elle centralise la région puis les régions périphériques s'organisent selon une hiérarchisation sociale.

Pour rebondir sur les techniques de production rizicoles identifiées par F. Le Bourdiec,

on remarque que les communautés sont en partie définies par leur type d'activité agricole. La séparation culturelle se fait donc sur des critères d'organisation sociétale. Cette dernière devient alors un particularisme identitaire.

J.-P. Raison avance l'hypothèse que la communauté est une organisation sociale appliquée à un milieu naturel exploité différemment selon les groupes socioculturels, mais que cela ne serait pas la raison d'un développement régional significatif (Raison, 1976). Cela rejoindrait alors l'idée précédente.

« Il n'y a pas de nation sans la même lecture de l'histoire commune » (Urfer, 2010). Or à Madagascar les perceptions de l'histoire sont différentes. Faut-il rechercher une unité dans la diversité ? Les spécificités sont locales alors que les généralités sont globales. Madagascar est un pays avec ses propres spécificités régionales, dues à la diversité culturelle historique de l'île.

Les inégalités régionales de développement sont encore frappantes dans le pays (Rajeriarison, 2010), ce qui tend le pays à se diviser sur des critères culturels et sociaux. L'unité est en perpétuelle construction et déconstruction. Les différences et les spécificités (traditions culturelles, couleur de peau, richesse…) sont encore flagrantes et présentes dans les esprits des populations.

Cet héritage de l'histoire va avoir de nombreuses conséquences sur le conditionnement social actuel de la population. L'inimitié séculaire présente entre les communautés l'est également entre classes sociales à l'intérieur même de ces premières. En effet, en plus d'être géographique, le clivage est présent à l'intérieur même des régions, entre les urbains et les ruraux. La déconnexion du pouvoir politique basé à Antananarivo est alors extrêmement forte dans les campagnes.

Les différentes classes sociales sont déconnectées les unes des autres, comme le montre chaque crise politique à chaque nouvelle année électorale. Le clivage est présent entre l'élite de la population (les Merina) et le reste de la population, et également entre Antananarivo et le reste du territoire.

Chapitre 3. Inégalités socioculturelles et conditionnement

Nous ne pouvons pas parler de présent sans parler de passé : l'histoire conditionne le présent. Avec les différentes vagues de peuplement de l'île, l'époque des royaumes, la colonisation française et les crises politiques et économiques depuis l'Indépendance en 1960, tous ces événements contribuent à faire de Madagascar le pays des spécificités culturelles qu'il est aujourd'hui. Nous allons ainsi retracer l'histoire de la Grande-Ile à travers l'étude des jeux de domination entre les différentes communautés socioculturelles.

Cette remontée dans le temps va nous permettre de comprendre les choix politiques faits et le rôle de l'Etat, historique et présent, dans les inégalités au sein de la population malgache. Le troisième sous-chapitre nous nous interrogerons sur le rôle de la culture comme union ou diversité. Cela nous permettra de mettre en lumière les enjeux du conditionnement socioculturel des malgaches.

3.1 La rivalité historique entre les Hautes-Terres et les Côtes : un héritage légué par l'histoire

La hiérarchisation de la société malgache s'explique par l'histoire du peuplement de la Grande Île. En effet, avant la colonisation, la société s'organisait autour de trois grandes castes : les Andriana, de riches propriétaires terriens, parmi lesquels les Merina ; les Hova, de libres pratiquant des activités de commerces et d'artisanats, principalement ruraux ; et les esclaves, les Andevo au service des Andriana, ou les Mainty dans les espaces ruraux agricoles.

Après la colonisation, la classe moyenne a disparu mais aujourd'hui elle a refait surface petit à petit. Les Andriana ont su garder leur place en haut de l'échelle sociale et de nos jours ils regroupent les Merinas, quelques Hova et les descendants européens et les Karana ou Indo-pakistanais. On notera là encore des disparités régionales en termes de richesse dans la dichotomie urbains (Hautes-Terres centrales) et ruraux (côtes Sud et Ouest). En effet, les Merina se retrouvent principalement à Antananarivo et dans le centre du pays. Le reste du territoire, majoritairement rural, regroupe les classes les plus pauvres. Nous allons donc étudier comment est arrivé le clivage culturel sur l'île et comment la colonisation et les différentes politiques ont pu renforcer cette séparation (cf. ANNEXE 2 : Chronologie des grandes étapes de l'histoire de Madagascar).

a. La rivalité historique entre les Hautes-Terres et les Côtes avant 1896

Au XVIII^{ème} siècle, plusieurs royaumes coexistent au sein du territoire. En Imerina, par exemple, trois royaumes différents sont présents. Plusieurs royaumes Sakalava se répartissent la côte Ouest.

C'est le roi Imerina Andrianampoinimerina qui entreprend l'unification des trois royaumes Merina, dans un premier temps, et vise ensuite une conquête du territoire et des autres royaumes. Cette conquête se traduit par l'expansion du royaume de l'Imerina, et non par l'unification. Sa devise *« Ny riaka no valamparihiko »* (la mer est la limite de ma rizière) nous montre bien l'objectif de conquête.

C'est donc par l'expansion du royaume de l'Imerina qu'a d'abord commencé l'unification. On pourrait comparer ce phénomène avec un début de colonisation. En effet, les Merina sont partis à la conquête de l'île, même si au final, l'unification générale du territoire s'est faite par la colonisation française dès 1896.

Dès le XV^{ème} siècle, la domination des Hautes-Terres commencent à apparaître. Les peuples des Hautes-Terres se développent plus rapidement que les populations côtières, et un fossé se creuse : *« Dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, et malgré les troubles, l'Imerina* [royaume du peuple Merina] *de ce temps était un pays remarquablement industrieux et évolué, fort en avance sur tout le reste de l'île »* (Raison, 1984).

Dans cette expansion du royaume, seules les techniques européennes sont apportées dans l'île, mais les traditions culturelles et religieuses restent ancrées. C'est à partir de 1869 avec le début de la conversion royale au christianisme due à la colonisation que la situation va changer.

En 1877, Antananarivo est reconnue internationalement comme *« capitale de l'Etat souverain de Madagascar »* (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii,* 2017). Cela assoie Antananarivo comme place dominante dans le territoire, et nous montre que Madagascar est considéré comme un Etat, sous-entendu que l'unification du pays est faite. Or, il faut attendre 1885 et l'arrivée du Général Gallieni pour que Madagascar devienne protectorat français et

pour finaliser cette unification politique.

En effet, D. Bois[15] parle de la population de Madagascar en tant que Merina ou non-merina. Selon lui, le clivage se fait alors entre l'Imerina et le reste du pays, et non entre les Merina et les Sakalava. Sa thèse est pertinente dans le sens où la conquête de l'île s'est faite par les Merina qui étaient à la recherche de la domination totale du territoire et donc de l'unification, mais ce serait gommer les particularismes déjà existants à l'époque de chaque royaume et de chaque communauté.

L'annexion française du territoire en 1895 et l'arrivée du Général Gallieni va venir bousculer cet équilibre, déjà fragile. Le manque d'unité déjà présente sur le territoire est une aubaine pour l'administration française, qui va jouer sur ces clivages socioculturels pour imposer son pouvoir (Bois, 2002[16]). La loi du 6 août 1896 déclare Madagascar comme colonie française.

b. La colonisation française et son parti pris politique jusqu'à l'Indépendance

L'annexion de Madagascar par la France va mettre fin à l'autorité hégémonique des Merina sur le territoire, mais en revanche, la volonté d'unifier le territoire est maintenue dans la politique du Général Gallieni, aux rennes de la colonie de 1896 à 1905. Pour ce faire, il va appliquer à la lettre sa devise du *« Diviser pour mieux régner »*, et va donc s'appuyer sur les rivalités culturelles déjà présentes. Dès 1897, les privilèges des *Tampomenakely*, les seigneurs féodaux de l'Imerina, sont abolis. L'administration française place Madagascar sous le statut d'Indigénat dès 1904 et retire la nationalité de toute la population, sauf des Saint-Mariens qui sont restés français de droit jusqu'en 1972.

Les Sakalavas voient dans la colonisation le moyen de stopper la domination Merina et sa volonté de contrôler le territoire, tandis que les Merina, les élites, se sentent aliénés par le pouvoir colonial (Poirier, 1966). De nombreux chefs côtiers se mettent au service de la France dans l'espoir de rompre la domination du royaume de l'Imerina (Spacensky, 1967). Les Français font néanmoins d'Antananarivo le chef-lieu de la colonie et par conséquent la population de cette ville accroît rapidement. Cela a propulsé la région des Hauts-Plateaux

[15] Dans Raison-Jourde ; Randrianja, *La nation malgache au défi de l'ethnicité*.
[16] *Op. cit.*

comme centre économique, politique et social du pays.

Cette unification a été renforcée pendant la colonisation, par le Général Gallieni, en choisissant Antananarivo comme capitale du pays.

L'époque coloniale va apporter une certaine sécurité relative qui va permettre l'interpénétration des communautés (Decary, 1956). En effet, la surpopulation d'Antananarivo va migrer dans l'ensemble du territoire et ainsi favoriser le mélange culturel. Néanmoins, la lutte contre les Français est toujours présente, et les actionnaires principaux en sont les Merina.

La période de 1900 à 1945 correspond à *« l'évolution pacifique »* (Decary, 1956). Cela se traduit par la création de partis politiques. Le Parti nationaliste malgache (PANAMA) se crée en 1942, qui se transformera rapidement en Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) en 1946. Ces partis résultent de l'affirmation de l'identité Merina, que la colonisation a fini d'assoir (Crenn, 1995).

Une lutte côtière contre le MDRM va se mettre en place, car dans le contexte de l'époque, le parti souhaite supprimer les privilèges des Hova, redoutant une nouvelle domination de l'Imerina. Le Parti des déshérités de Madagascar (PADESM), représentant la majorité malgache contre l'élite Merina va ainsi voir le jour en juin 1946. L'administration française va appuyer le PADESM par crainte d'une trop forte montée du MDRM. Elle va en effet toujours vouloir garder une main mise sur le pouvoir politique.

L'insurrection de 1947 va faire basculer l'histoire du pays. Au début de l'année, des révoltes éclatent près de Manakara, dans le centre est du pays, où plusieurs centaines de colons français sont assassinés. La répression est violente et entraîne le massacre de Moramanga le 5 mai 1947 où cent douze otages malgaches sont abattus par l'armée coloniale. La France en profite pour accuser le MDRM d'être à l'origine de la révolte : le parti est alors immédiatement dissous et la plupart des chefs politiques du MDRM sont emprisonnés. Cette manipulation politique entraîne alors la croissance de la popularité du PADESM.

Après la Seconde Guerre Mondiale, le nouveau cadre législatif et constitutionnel prévu pour l'outre-mer va permettre à Madagascar d'avoir une vie politique plus indépendante (Spacensky, 1967). Philibert Tsiranana, un côtier appartenant au Parti social démocrate (PSD),

qui remplace le PADESM, va être élu Président de la République malgache en 1959. Un an plus tard, le pays proclame l'Indépendance, un 26 juin 1960.

c. De 1960 aux années 1990, un clivage culturel postindépendance

Ake explique de manière générale que les revendications identitaires, survenues après la vague d'Indépendance des années 1960, vont freiner le développement des pays : *« A conflict among nationalities, ethnic groups, and communal and interest groups broke out after the independence of African nations.* […] *The resulting struggle for power was so absorbing that everything else, including development, was marginalized »* (Ake, 1996). A Madagascar, la prise de pouvoir n'a cessé d'être au cœur des préoccupations après 1960.

La crise de 1972 est tout d'abord estudiantine. Mais, l'ampleur de la crise résulterait de plusieurs décennies d'oppression et de silence. Dans la même année se crée le parti politique de l'Union socialiste malgache (USM) agissant au nom des côtiers. En décembre, des émeutes anti-Merina éclatent à Toamasina et à Antsiranana faisant basculer le pouvoir de main.

Le mouvement est présent sur l'ensemble du territoire même si la participation paysanne est très marginale. Le régime de Tsiranana est renversé, la population clame une *« deuxième Indépendance malgache »* (Blum, 2011). Ainsi, les cadres français sont remplacés par des Malgaches, la langue française est marginalisée au profit du malgache. La politique de malgachisation de 1972 va changer les toponymes des principales villes malgaches, et de fait Diego-Suarez va devenir Antsiranana, Taolagnaro pour Fort-Dauphin, Antananarivo pour Tananarive, Toliara pour Tuléar et Toamasina pour Tamatave.

Dans les années 1990, D. Ratsiraka promet l'autonomie politique des provinces. Mais cela n'est qu'une réponse aux revendications communautaires de l'antagonisme Merina-Côtiers et ne fait que diviser la population. Les rivalités communautaires font prendre du retard à la stabilisation économique du pays (Alesina, Drazen, 1991).

Ce focus historique nous renseigne sur une domination politique Merina prépondérante. Le clivage Centre/Ouest a une origine politique qui prend ses racines dans l'histoire des royaumes et qui a été renforcé par l'administration française dès 1895 (Raison, 2000). Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le continuel échange de pouvoir entre

Merina, Sakalava, Tsimihety ou encore Betsimisaraka nous montre que la politique était basée sur l'appartenance culturelle. Le royaume de l'Imerina a commencé l'unification du territoire, mais n'est-ce pas un Sakalava qui offrit l'Indépendance au pays ?

3.2 Le rôle du facteur étatique

A l'échelle nationale le poids du politique est prépondérant. Même si une importante déconnexion entre l'organisation politique et le fonctionnement culturel est réelle, le facteur étatique joue un rôle puissant dans le renforcement des inégalités et du conditionnement des populations.

a. Une société organisée politiquement à l'échelle nationale

En observant cette carte on remarque très clairement une similitude quant aux limites des régions administratives et celles des aires culturelles. En effet, la région de Antananarivo correspond distinctement à l'aire culturelle des Merina ; il en est de même pour la région du Boeny et du Menabe pour les populations Sakalava. D'emblée, la corrélation entre politique et appartenance culturelle est forte.

Il conviendra de préciser que dans les études des aires culturelles, les limites ne peuvent pas être aussi précises et fixes qu'un découpage administratif ou juridique. Cette représentation de la réalité n'est alors qu'une interprétation contestable de la répartition spatiale des peuples Malgaches. Le manque de données fiables (recensement et revendication d'appartenance culturelle) ne permet pas d'ériger un tableau au plus proche de la réalité.

Une remarque peut néanmoins être faite sur la superficie du territoire comparée aux ressources économiques. En effet, le territoire Sakalava représente un quart du pays, mais pourtant il est quasiment vide d'hommes et d'activités. Justement, c'est sa superficie, son réseau de communication restreint et son manque de villes dynamiques qui fragilisent son développement. A l'inverse, la région de l'Imerina est beaucoup plus petite, avec 58 000 km², et regroupe une plus grande diversité économique que la région de Mahajanga et Toliara.

Dans ce découpage administratif on remarque qu'une ville principale polarise le territoire régional ; le nom des régions étant attribué d'après cette capitale régionale. On remarque néanmoins qu'il n'y a pas eu de recomposition territoriale significative depuis l'époque des royaumes. En effet, les territoires sont restés les mêmes. Mahajanga était la capitale historique du royaume Sakalava du Boeny, et Antananarivo celle de l'Imerina.

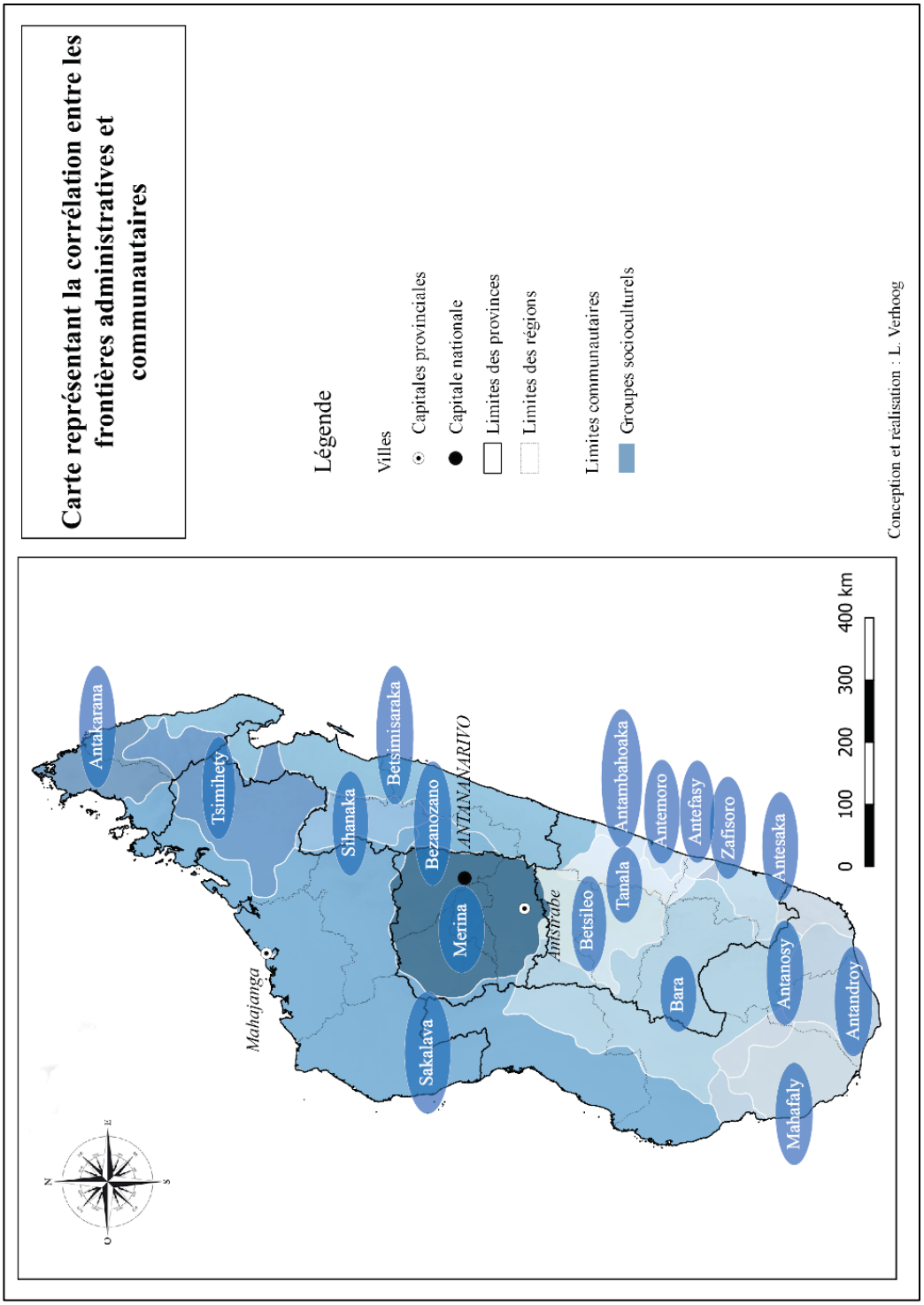


Figure 12 : Carte de la répartition des dix-huit communautés malgaches

Aujourd'hui ces deux villes sont toujours les capitales de ces régions. Nous pouvons alors avancer l'idée que les populations ont pu rester ancrées dans la représentation territoriale historique et que par conséquent l'évolution de la représentation mentale du conflit historique entre les Hautes-Terres et les côtes se fait lentement.

La province centrale d'Antananarivo regroupe alors le pouvoir décisionnel ainsi que le territoire de vie des Merina. L'hégémonie culturelle s'est transformée au fil des siècles en hégémonie politique et économique sans recomposition territoriale. Il est alors difficile pour les autres régions de pallier au clivage que le centre diffuse.

b. Le rôle politique dans le renforcement des inégalités sociales et culturelles

Historiquement parlant, une politique de ségrégation était appliquée sur le territoire. A l'école Le Myre de Vilers, les résultats scolaires se faisaient selon les communautés d'appartenance. Le Général Gallieni en 1902 avait ainsi pour objectif de *« saper l'hégémonie Merina »* (Rajaonah, 1966). Même si aujourd'hui une réévaluation de cette politique a été faite, quelques traces sont encore présentes.

L'opposition entre les Merina et les Côtiers a toujours été niée par les gouvernements en prônant comme une invention française venant du Général Gallieni et de sa politique de division socioculturelle au profit de la domination coloniale. Pour les dirigeants, la communauté nationale existe car il y a une unité linguistique.

Cependant, les Merina ont joué un rôle prépondérant dans le développement d'une conscience nationaliste de par leur volonté de lutter contre les étrangers. Chez les Côtiers, les concepts de Nation et d'Etat leur a longtemps été étranger car ils ne font pas partis de leur histoire ancienne. Effectivement, le patriotisme côtier s'exprime dans l'instinct de la communauté, dans la solidarité raciale, et dans l'attachement à leur terre natale et aux traditions ancestrales.

Les Merina ont très tôt pris conscience que la colonisation française allait pouvoir apporter beaucoup d'un point de vue économique et technologique. En effet, les Français ont construit des routes goudronnées, un port à Toamasina, des barrages hydrauliques, et autres. Les côtiers ont beaucoup moins été mis en relation avec les idéologies et les techniques de l'Occident (Spacensky, 1967). Cela pourrait contribuer à expliquer les différences de

positionnement vis-à-vis des politiques de l'époque coloniale.

Historiquement parlant, l'appropriation foncière et la scolarisation massive des hautes castes étaient les deux points stratégiques pour lutter contre l'avènement du pouvoir colonial et le risque de déclassement social (Roubaud, 2000). Il y avait alors une forte volonté d'être éduqué pour contrer le pouvoir colonial. Mais cette éducation était réservée aux populations les plus aisées, conditionnant ainsi les plus pauvres.

Les orientations politiques et économiques changent à chaque nouveau gouvernement. La politique commune sur le long terme est difficile à mettre en place, car chaque nouveau président prend une orientation différente. Didier Ratsiraka, comme nous l'avons vu, a rejeté le libéralisme et le pouvoir colonial et s'est tourné vers le modèle socialiste de développement. Marc Ravalomanana avait une politique pro-SADC qui voulait développer des intérêts économiques et commerciaux avec les pays anglophones, l'Afrique du Sud notamment, alors que Andry Rajoelina prône la 'Françafrique' et le partenariat avec l'UE, la France et la COI, tout comme Hery Rajaonarimampianina, au début de son mandat.

A Madagascar, seulement 9.9 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales. Cela représente 39% de la population. Pour arriver à ce chiffre de 9.9 millions d'électeurs, ont été retiré les moins de dix-huit ans et la diaspora malgache à l'étranger, entre autres. Selon l'UNICEF, 50% de la population malgache a moins de dix-huit ans. Cela représente une part considérable de la population et explique le chiffre si bas d'électeurs.

Même si les élections se font dans la conformité, les politiques sont donc élus par une part très minime de la population, qui représente seulement une certaine classe sociale, et culturelle. La politique va ainsi dans le sens d'une très faible partie de la population. Le sociologue Rabekoto Honoré Augustin exprime cette idée : *« Le tireur de pousse-pousse, que ce soit Ravalomanana ou Ratsiraka au pouvoir, il sera toujours tireur de pousse-pousse* » (Madagascar, sept mois de chaos, 2002[17]). Encore une fois, la déconnection entre Antananarivo, le centre du pouvoir nationale, et le reste du pays est extrêmement importante.

Un autre exemple de conditionnement social repose sur le droit de nationalité. En

[17] Documentaire de C. Paes, 2002.

effet, le seul exemple des Saint-Mariens (habitants de l'île de Sainte-Marie) et des Karana peut confirmer cette hypothèse. Jusque dans les années 1970 les Saint-Mariens avaient la nationalité française de droit. Les Karana, en revanche, doivent encore de nos jours posséder un permis de résidence, et n'ont pas accès à la nationalité malgache de droit. La non-possession d'un certificat de naissance empêche les enfants Karana d'être scolarisés. La pauvreté et le conditionnement social de ces populations se transmettent donc de génération en génération.

c. Le territoire malgache : des régions socioculturelles ou politiques ?

J.-P. Raison distingue d'un côté les régions dans lesquelles un groupe socioculturel domine, et de l'autre les régions où la population est mêlée (Raison, 1976). Les pratiques traditionnelles de ces groupes varient selon leur mode de vie (élevage, pêche, culture du riz, artisanat), mais se pose alors la question de savoir s'il existe des régions socioculturelles, à proprement parler.

Avant le XX^{ème} siècle la composition socioculturelle de la population était homogène dans les provinces, mais c'est la dynamique migratoire due à l'implantation de culture de rente et l'installation des colons qui a renforcé les inégalités de répartition des populations (Razafimanjato, 2001). Les différents peuples migratoires se sont alors installés dans des régions bien distinctes du territoire. La séparation administrative des provinces s'est alors faite en premier lieu selon les lieux de vie des communautés et des anciens royaumes. Le but est alors de comprendre si les frontières des régions administratives basées sur le fait culturel n'influenceraient pas les inégalités déjà présentes.

Il a fallu attendre 2004 pour avoir la première recomposition territoriale significative. En effet depuis l'époque des royaumes, les territoires régionaux n'ont pas évolué. On peut supposer une certaine volonté politique de garder les frontières des régions culturelles dans les limites administratives. Le royaume de l'Imerina correspond en effet au *faritany* d'Antananarivo. De même pour celui de Mahajanga et le royaume Sakalava du Boeny. La région des Merina garde alors un positionnement central et une grande hégémonie dans le pays.

Plusieurs questionnements peuvent alors se poser ; notamment de savoir si cette

réforme est une volonté de casser les identités culturelles ou simplement une décentralisation du pouvoir étatique. Quelles seraient les conséquences de cette recomposition territoriale sur les inégalités régionales ?

Cette recomposition territoriale ne va pas réduire les inégalités. En effet, les six provinces sont extrêmement inégalitaires. Celle d'Antananarivo regroupe la quasi-totalité des pouvoirs politiques, économiques et sociaux. Les autres, hormis Toamasina, sont très faiblement peuplées et pauvres. Changer la hiérarchisation des frontières ne va pas changer la richesse des provinces, mais cependant cela peut influer sur la répartition de ses richesses. En effet la province d'Antananarivo est maintenant séparée en quatre régions. Les richesses présentes sont alors redécoupées entre le Vakinankaratra, l'Itasy, le Bongolava et l'Analamanga. Il en est évidemment de même pour la province de Mahajanga, mais avec l'effet inverse. Comme c'est cette ville qui regroupe la richesse de la province, elle va faire bénéficier de son hégémonie à une plus petite portion de territoire qu'est la région du Boeny. Les autres régions se retrouvent alors plus délaissées.

La pertinence de ce nouveau découpage administratif peut alors être remis en cause car il se base sur la superficie des territoires et non sur leurs ressources. En effet, les superficies des *faritra* sont en moyenne similaires, même si quelques exceptions dérogent à la règle. On peut supposer que ce découpage s'est fait selon la polarisation proche des capitales régionales, mais cela ne contrebalance pas les inégalités.

On s'aperçoit néanmoins une volonté de renforcer le pouvoir politique des territoires en mettant l'appartenance culturelle au second plan. En effet c'est cette polarisation urbaine qui définit les nouvelles régions. Il y a donc un renouveau des représentations mentales nécessaire. Or la population étant en majorité très ancrée dans des représentations anciennes qui sont transmises de génération en génération. Le changement est alors inscrit dans un temps long.

3.3 A l'échelle nationale : la culture comme union ou désaccord ?

Ces nouvelles régions politiques ne changent alors pas le poids des aires culturelles dans le vécu des populations. Mais nous allons maintenant nous intéresser à la nation

malgache et voir autour de quoi les Malgaches s'unissent ou s'éloignent.

Le rôle de l'appartenance socioculturelle dans l'histoire du pays est indéniable. Il convient cependant d'admettre qu'une rupture est apparue dans les années 90. La rivalité semblerait en effet s'estomper sur le devant de la scène politique. Nous allons ainsi essayer d'analyser la cohésion nationale qui existe aujourd'hui à Madagascar.

a. Union linguistique, diversité culturelle

Madagascar n'a qu'une seule langue nationale, le *Malagasy* (ou malgache). En revanche, le pays possède en plus le français comme langue officielle, même si la part des locuteurs français ne dépasse pas 20% de la population, selon la Banque Mondiale. La langue officielle est utilisée dans l'administration (éducation, politique, textes de lois…) alors que la langue nationale est celle pratiquée au quotidien par la population.

La langue française joue ainsi un rôle primordial dans le statut social de la population car parler français permet, entre autres, d'accéder à des emplois intellectuels. Mais le manque d'éducation conditionne la majorité de la population à rester travailler dans les campagnes.

La langue malgache, catégorisée dans la linguistique comme une langue malayo-polynésienne, résulte d'un maillage entre la langue indonésienne d'une part, et des influences de l'arabe, du swahili, du bantoue, du polynésien et du français. Grammaticalement, le malgache prend ses racines de la langue *Maanjan* sur Bornéo (Decary, 1956). Les apports de vocabulaire d'Afrique, d'Europe et du monde arabe se sont donc rajoutés à posteriori.

Une hypothèse pourrait alors être soulevée concernant un lien entre la domination Merina et l'origine du malgache. En effet, les Merina étant les principaux descendants des migrants indonésiens, auraient pu imposer la langue malgache comme langue principale sur le territoire. Les sources de réflexion sur cette hypothèse sont assez disparates. Il est en effet incertain de retracer avec exactitude l'origine et les migrations du peuplement de l'île. Ce que nous pouvons affirmer, en revanche, c'est qu'il existe une compréhension commune de la langue malgache aujourd'hui. Même si des accents géographiques persistent, qu'ils soient du Nord, du Sud, de l'Ouest, de l'Est ou de la ville ou de la campagne, les malgaches se comprennent sur l'ensemble du territoire. A l'échelle nationale, il y a donc une union linguistique, tout du moins, une union linguistique juridique qui provient des Merina.

En 1902, sous la volonté du général Gallieni, l'Académie malgache est créée. Cela vient compléter sa volonté d'assimilation de la culture française sur le territoire, qui s'inscrit dans sa politique de division. Mais le problème rencontré aujourd'hui est le fossé entre la langue administrative (écrite) et la langue régionale (parlée), qui présentent de grandes disparités. Cela rend la retranscription de cette dernière difficile et amène souvent des erreurs. Certaines populations, notamment dans les campagnes, vont alors avoir plus de mal à pratiquer la langue administrative écrite. Une fois de plus le clivage se renforce entre les villes et les campagnes et entre les différentes communautés culturelles.

Sur le continent africain, cette union linguistique est assez unique car la plupart des pays se retrouvent avec un nombre très important de langues officielles. Nous pouvons par exemple citer le Zimbabwe avec seize langues officielles, l'Afrique du Sud qui en compte onze, et la Zambie soixante-douze. La diversité culturelle et linguistique sont souvent intrinsèquement corrélées en Afrique, en revanche, à Madagascar ce n'est pas le cas. Le pays a le niveau de fragmentation linguistique le plus faible d'Afrique, 0.02, alors que son niveau de fractionnement communautaire est de 0.88, faisant l'un des niveaux le plus élevé d'Afrique sub-saharienne (Razafindrakoto, Roubaud, *et alii,* 2017). Ces calculs prouvent une union linguistique forte alors que paradoxalement, la diversité socioculturelle est prépondérante.

A l'intérieur de cette unité linguistique, nous retrouvons de fortes disparités culturelles. En effet, en raison des origines diverses du peuplement de l'île, l'héritage culturel est riche et hétéroclite. Les pratiques culturelles et les traditions varient selon les régions du pays. De plus, il est souvent fait remarquer les disparités physiques entre les populations des Hautes-Terres et celles des côtes. Le clivage est alors d'autant plus important qu'il est visuel.

Si on retrouve une unité dans la langue, nous observons néanmoins une division dans la culture. On pourrait alors se demander si cette diversité influencerait la cohésion nationale. Nous allons ainsi réfléchir sur la question de la nation malgache, et des symboles nationaux et culturels autour desquels les Malgaches se rassemblent et s'unissent.

b. Existe-t-il une nation malgache ?

Une nation est un groupe de population uni par la langue, les pratiques culturelles et ayant conscience de leur union (George, 1984). Mais, *« il n'y a pas de nation sans la même*

lecture de l'histoire commune » (Urfer, 2010). Or l'histoire malgache a principalement été écrite par les étrangers. Cette lecture commune est alors difficile pour la population malgache car elle a été imposée par les colons. Aujourd'hui l'imaginaire collectif redevient malgache mais les bases historiques restent françaises.

La construction d'une nation malgache a commencé au cours de l'époque des royaumes. Les Merina ont, en premier, eu conscience des organisations étatiques et de leur mise en place. La notion d'état et d'attachement au territoire était déjà présente dans le royaume de l'Imerina. Dans le reste du territoire, cette notion est arrivée lors de l'expansion du royaume Merina. La perception du pouvoir politique et de l'Etat malgache va donc varier selon les communautés. Ainsi, nous allons voir autour de quoi les Malgaches peuvent se rassembler et s'unir.

Au sortir de l'Indépendance, le mot d'ordre est de n'être qu'un : être solidaire dans la résilience d'après la période coloniale. Le pays doit se soulever de l'empire colonial, prendre son envol économique : l'heure n'est donc pas à la division. Mais les Malgaches peuvent-ils tous se rassembler autour de quelque chose de commun ? N'y a-t-il pas trop de spécificités socioculturelles pour pouvoir parler de nation ?

Une nation signifie l'appartenance à un groupe. Les individus composant ce groupe ont donc des éléments derrière lesquels ils se rassemblent, se sentent solidaires. Généralement, pour une nation, ces éléments sont le nom, la devise, le drapeau, la monnaie, et l'hymne national (cf. ANNEXE 3 : Les symboles nationaux malgaches).

La perception de l'unité nationale passe également principalement par le vécu de la population. Le cadre institutionnel et politique d'un territoire peut constituer une nation, mais le regroupement et l'appartenance à ce territoire passe par un sentiment collectif de la population qui y vit. *« Devant l'ennemi* [ennemi = étranger] *nous sommes toujours soudés »* nous dit un Malgache dans le documentaire de C. Paes en 1989. C'est-à-dire que l'appartenance à un pays passe par la défense d'une cause commune, et bien généralement, ce sont les guerres, les conflits.

Les symboles nationaux, qu'ils soient emblématiques, historiques ou politiques, rassemblent chacun une partie de la population. En effet, l'histoire de la construction des

peuples du pays fait qu'ils ont chacun leur propre perception du pouvoir politique et de la nation malgache. En revanche, l'ensemble de la population est représenté par ces symboles. Cela témoigne alors d'une certaine unité dans la diversité. La nation malgache résulte d'une fusion des différentes communautés socioculturelles. Les populations qui la composent se rassemblent autour de la défense d'un territoire, d'une histoire commune et nationale.

La nation malgache existe bel et bien, mais l'unité nationale et l'appartenance au pays doit se nuancer selon les échelles. En effet, à l'échelle internationale (externe au pays) les Malgaches sont un, Madagascar n'est qu'un. Mais à l'intérieur du territoire, il y a de fortes disparités et des revendications identitaires entre les communautés. Les peuples se définissent entre eux en tant que Merina, Tsimihety, Vezo, Antandroy ou Sakalava, mais sont Malgaches face aux étrangers.

Ce manque de cohésion nationale vient du clivage très marqué entre Antananarivo, la capitale, et le reste du pays. A une échelle régionale interne, il provient de l'appartenance culturelle. En effet, un habitant de Morondava est d'abord Sakalava avant d'être Malgache. A l'intérieur du territoire malgache, l'identification est régionale avant d'être nationale. La langue et ses accents géographiques renforcent ces disparités régionales de même que la différence des traits physiques de la population.

c. Comment qualifier la situation culturelle de Madagascar ?

Cette situation culturelle a été renforcé par la période des royaumes pendant laquelle les politiques Merina ont subjugué celles des côtiers et à l'inverse pendant l'époque coloniale l'administration française a soutenu les partis politiques côtiers. Mais cela implique-t-il nécessairement une division culturelle au sein du pays ? Comment pourrait-on qualifier la situation culturelle du pays ? Madagascar étant une société de castes, quelles sont les obligations de chaque groupe et de chaque individu dans l'unité nationale.

Le milieu naturel a attiré les groupes socioculturels dans des endroits géographiques distincts selon leur origine géographique, mais ce sont ces individus qui ont fait le territoire et la société. On ne définit pas une culture selon un milieu agricole, or à Madagascar les communautés sont identifiées selon leurs activités agricoles. Cela ne va donc pas permettre

d'affirmer que les Merina ont une culture différente des Sakalava.

La culture est la transmission de représentations mentales communes, de pratiques et de modes de vie communs. Mais aujourd'hui avec la mondialisation et la multiplication des échanges, les mélanges se font de plus en plus rapidement et en profondeur. Même si à l'époque des royaumes on peut supposer qu'il y avait des cultures distinctes, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les auteurs parlent d'une seule culture malgache (Roubaud, 2000) ou encore d'une *« réelle unité culturelle et linguistique de l'ensemble des malgaches »* (Bing, 2014).

Des héritages sont communs (transmission orale, culture du riz, rôle social du zébu) mais les identités sociales et culturelles diffèrent. Les Merina sont plutôt des populations à fort ancrage territorial alors que les Sakalava de l'Ouest *« organisent l'espace en réseaux sur la base de la parenté et de l'alliance matrimoniale ou politique »* (Raison, 2000). Les sociétés s'organisent alors différemment selon les héritages propres à chaque peuple migratoire et il va être intéressant d'étudier ces différentes organisations pour comprendre l'influence du déterminant culturel sur le développement régional. Mais néanmoins les mélanges et la mixité des apports culturels est à mettre en avant.

Les mariages sont intéressants à prendre en compte car ils témoignent de la mixité intercommunautaire et sont au centre de l'organisation sociale. A Antananarivo 91% des ménages sont communautaires. Cela serait néanmoins dû au fait qu'en ville les mélanges seraient moindres. Mais dans les autres communautés le pourcentage est beaucoup moins important. Seuls les Merina ont cette volonté de garder le principe d'identité communautaire. Cependant, cela est à nuancer avec le fait que la ville comprend seulement 10% de non-Merina, les statistiques se penchent alors sur composition des ménages mono communautaire (Roubaud, 2000). De plus, cette tendance est en train de changer car les jeunes demandent de moins en moins l'approbation de la famille concernant le futur conjoint : *« Le mariage cesse alors d'être un échange et une alliance entre groupes sociaux pour devenir une union entre des individus »* (Quesnel et Vimard, 1996).

Même si la différenciation Merina/Sakalava et Hauts-Plateaux/Côtes est encore de mise aujourd'hui, les Malgaches s'unissent sur beaucoup de points. Le *Fihavanana*, l'Etat *Raiamandreny* (l'Etat parent), la langue commune, le culte des ancêtres sont quelques-uns de ces points d'union.

La société malgache serait alors plutôt proche de l'interculturalité que de la

transculturalité ou de la multiculturalité. En effet les communautés, au nombre de dix-huit, ont chacune leurs spécificités culturelles, avec des nuances à l'intérieur même de certaines selon leur emplacement géographique. Une seule culture est présente sur le territoire malgache, mais avec des particularismes identitaires et culturels qui varient selon les échelles de lecture.

L'interculturalité serait l'homogénéisation des représentations et des attitudes en prenant en compte des particularismes identitaires aux origines distinctes. On parlera dans ce cas de pluralité culturelle, qui est définie comme *« une situation dans laquelle deux ou plusieurs traditions culturelles différentes caractérisent la population d'une société »* (Smith, 1965[18]).

[18] Cité par L. Médéa dans "La construction identitaire dans la société réunionnaise".

Conclusion partielle : Quelles inégalités sur le territoire malgache ?

A Madagascar il y a une seule culture (Razafindrakoto ; Roubaud *et alii*, 2017) avec une *« réelle unité culturelle et linguistique de l'ensemble des malgaches »* (Bing, 2014). Les inégalités identitaires et culturelles se situent dans des particularismes culturels différents. La nuance est importante car d'un socle culturel austronésien commun, des métissages arabes, swahili, bantous et français des différenciations ont commencé à apparaître à l'époque des royaumes. Les cérémonies, croyances et coutumes se sont petit à petit distinguées les unes des autres pour former les dix-huit communautés d'aujourd'hui. Elles ont chacune leurs particularismes mais se rejoignent néanmoins sur quelques points.

La culture a joué un rôle important dans l'histoire du pays car c'est elle qui a dicté les guerres et les conquêtes de royaumes, l'organisation de chefferies et de clans, et les politiques coloniales. En résulte aujourd'hui d'importants clivages sur le territoire malgache. A l'échelle nationale, l'hégémonie politique et économique d'Antananarivo et sa région sur le reste du pays est incontestable. En effet, La région de l'Imerina continue de polarisation l'ensemble du pouvoir politique, économique et industriel du pays. La dorsale économique Fianarantsoa-Antsirabe-Antananarivo-Toamasina s'étale sur pas plus d'un quart du territoire alors qu'elle concentre les 80% de l'économie nationale. Cette hégémonie a été amorcé dès l'époque des royaumes, lorsque les Merina ont entreprit la conquête et l'unification des autres royaumes. L'Imerina a ainsi su garder son hégémonie au fil des siècles. Le choix de Toamasina comme port national montre bien cette volonté politique de domination de par sa proximité certaine à Antananarivo. En effet, l'enclavement des zones lointaines de la capitale par l'état des voies de communication n'a pas permis à Mahajanga, par exemple, de développer son activité portuaire.

A l'échelle régionale, nous retrouvons la même situation : une ville polarise le pouvoir politique et économique. Le reste du territoire régional est alors mis à la marge du développement, soit par un manque d'accès correct (voies de communication), soit par non activité économique à rayonnement régional ou national. Cette idée nous amène sur le constat d'un clivage entre les villes et les campagnes. En effet, car 80% de la population est rurale, le nombre de villes est très limitée. Sur les huit villes malgaches comptant plus de 100 000 habitants, trois se situent dans les Hautes-Terres, et les cinq autres sont les capitales des autres

régions.

Si nous revenons à notre hypothèse de départ, nous verrons alors que les aires culturelles, au même titre que les régions administratives (*faritra*) sont inégalement développées. Il faudra néanmoins préciser que nous avons centré notre étude principalement sur deux régions, les Hautes-Terres, et la côte Ouest. Nous nous sommes concentrés ici sur la différence de développement entre ces deux régions seulement. Le premier constat vérifié est que les frontières de ces deux *faritra* sont calqués sur les frontières des groupes socioculturels des Merina et des Sakalava. Ensuite, de par l'histoire du peuplement et l'impact culturel dans la politique des royaumes, nous pouvons dire que l'identité culturelle joue un rôle important dans la société malgache. En effet, même si ce rôle culturel et la société sont en constante évolution, l'appartenance aux communautés reste de mise aujourd'hui. Enfin, après avoir démontré ci-dessus le clivage de développement entre Antananarivo et le reste du pays, nous pouvons confirmer notre première hypothèse.

Dans la suite notre démonstration, le jeu d'échelle va nous être primordial. Nous avons en effet amorcé notre deuxième partie en nous intéressant au clivage entre les villes et les campagnes. Pour continuer dans cette idée, nous allons centrer notre recherche sur deux régions que sont le Boeny et le Vakinankaratra. Afin d'étudier l'influence de la culture dans les inégalités régionales de développement nous allons voir comment l'espace se structure au sein des capitales régionales : Antsirabe et Mahajanga. Rappelons-le ici, le choix de ces deux villes réside dans leur importance démographique similaire et leur localisation dans les deux régions historiquement hégémoniques à l'échelle nationale. La région du Vakinankaratra, dans laquelle se situe Antsirabe, a une population de 1.803 millions pour 16 599 km², soit une densité de population de 119 hab./km². En parallèle, la région du Boeny, pour Mahajanga, compte 799 000 habitants pour une superficie de 31 046 km² soit 18 hab./km². La comparaison des densités de population nous indique déjà un fort clivage démographique et économique ; la région d'Antsirabe étant deux fois plus peuplée que celle de Mahajanga, pour un plus petit territoire, ce qui la rend également six fois plus densément peuplée. En revanche, les deux villes comptent 250 000 habitants chacune…

PARTIE 2 : L'influence de la culture sur l'organisation sociospatiale du territoire malgache

« L'une des plus grandes difficultés que rencontrent les sciences sociales est de parvenir à parler intelligemment de la 'culture ' »

Jean-François Bayart[19]

Introduction

« Les Sakalava des Sakalava [ou les « vrais Sakalava »] auraient disparu en tant que groupe ethnique après avoir donné en 1710 un empire aux rois Volamena » (Molet, 1972). Sur cette affirmation, nous pouvons ainsi affirmer que le conflit Sakalava/Merina est terminé depuis maintenant trois cents ans. En revanche, si la question de ce conflit se retrouve encore présente dans les débats d'aujourd'hui c'est qu'il y a quelque chose à creuser derrière le facteur culturel malgache...

La diversité identitaire malgache repose paradoxalement sur un socle culturel unique. Plusieurs continents se retrouvent sur ce territoire pour former une seule culture. Pour continuer notre démonstration il conviendra à présent de s'intéresser aux fondements culturels de l'organisation sociale et spatiale de la société malgache. Bien sûr, ils diffèrent selon les communautés. C'est sur ces différences que portera cette partie.

« La culture se ressent, mais ne se mesure pas » (Finkielfraut, 1987). A partir de cette affirmation, comment allons-nous procéder pour notre démonstration ? Cela voudrait-il dire que cette partie est basée seulement sur une approche subjective des particularismes culturels malgaches ? On comprend alors la grande difficulté d'une approche culturelle sur le développement. De plus, la culture n'est pas figée, elle évolue constamment. Cela est d'autant plus fort aujourd'hui, avec le phénomène de mondialisation qui accélère ces évolutions. Nous allons ainsi nous appuyer sur des éléments concrets (théoriques ou pratiques) couplés avec une observation critique du terrain.

[19] Bayart, 2008. "Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ?" dans *Afrique contemporaine*.

La notion de résilience, ou plus précisément pour notre étude la résilience culturelle, va être ici très importante. En effet, la Culture avec ses croyances et idéologies empêchent-elles les populations de pallier aux problèmes de développement ? Cette question va être intéressante à corréler avec le clivage important entre les urbains et les ruraux démontré en Partie 1. Est-ce que cette résilience est la même dans les villes et dans les campagnes ? Ou dans les villes Merina et les villes Sakalava ? Dans les campagnes Merina ou les campagnes Sakalava ? Nous aborderons également l'impact de la colonisation sur la place de la culture dans la société malgache. En effet celle-ci est venue changer les codes sociétaux et culturels déjà en place à l'époque des royaumes pour apporter la religion chrétienne et de nouveaux modes d'organisation. Les villes ont alors connu un changement radical de fonctionnement très contrasté de celui qui régit encore les campagnes.

Bien que notre hypothèse générale de départ soit que le déterminant culturel joue un rôle dans les inégalités régionales de développement, nous allons plus précisément essayer isoler ce rôle afin de voir la place de la culture dans la société malgache d'aujourd'hui ainsi que l'influence qu'elle peut avoir dans le développement malgache. Comme il existe des particularismes culturels et des inégalités de développement au sein du territoire malgache, nous partirons dans cette partie sur cette hypothèse : la culture influe sur le développement différemment selon les régions du pays. En effet, est-ce que les inégalités régionales de développement sont liées aux groupes socioculturels ? Est-ce que le communautarisme malgache est un frein au développement du pays ? L'appartenance culturelle influe-t-elle sur le niveau de développement et le conditionnement social ? Quelles sont les conséquences de l'organisation sociospatiale sut le développement ? Quel rôle a alors aujourd'hui la culture dans la société malgache ? Pour se faire, nous allons nous pencher sur une étude de terrain, concernant la comparaison de l'organisation sociospatiale du territoire urbain à Antsirabe et à Mahajanga. Nos hypothèses sous-jacentes seront de dire que la culture influence l'organisation sociospatiale des régions, et que les particularismes identitaires et culturels malgaches influent sur le développement différemment selon les *faritra*.

Chapitre 4 : Le fonctionnement socioculturel à l'échelle nationale

Le but de ce chapitre est de se pencher sur la définition de la culture malgache et de ses origines. En effet, comme déjà évoqué précédemment, elle résulte d'un long métissage de plusieurs cultures. Nous proposerons dans un premier temps une définition de la culture malgache, après avoir cherché ses origines sur les continents africain et indonésien. Puis nous parlerons des évolutions des pratiques culturelles, que ce soit de par le phénomène de mondialisation ou par la domination politique et économique. Cela nous permettra de faire une analyse culturelle profonde de l'organisation du pays et par conséquent de comprendre jusqu'où la culture influe sur le fonctionnement du pays.

4.1 La conception de la culture malgache selon les régions

Avant de prétendre vouloir isoler le rôle de la culture malgache nous devons définir à proprement parler les concepts qui sont à la base de la culture malgache. Pour se faire, nous repartons sur les traces des vagues de peuplement du territoire. Par ces migrations, des populations sont venues depuis l'autre côté de l'océan Indien et ont ramené avec eux des concepts culturels déjà ancrés dans les populations. Ensuite nous proposerons une définition des concepts qui rythment la pensée malgache, ainsi qu'un focus sur les particularismes identitaires Merina et Sakalava, les deux groupes socioculturels de notre étude.

a. Les origines géographiques de la conception de la culture malgache

Nous allons nous concentrer sur le territoire de Bornéo car c'est là-bas que nous retrouvons les principales traces de la culture malgache. Trois pays se retrouvent sur cette terre : la Malaise, l'Indonésie et Brunei[20]. Nous allons maintenant mettre l'accent sur les concepts culturels et les traditions de ces deux peuples, et laisser de côté les habitudes qui ne transcrivent pas véritablement l'origine de la pensée austronésienne.

[20] Ce dernier constituant une enclave en Malaisie nous nous concentrerons alors sur les deux autres afin de retracer l'origine du socle de la culture malgache.

En Malaisie rurale l'homogénéisation culturelle et linguistique est forte. En effet la population est très attachée aux valeurs, aux coutumes alors que la ville est le lieu de perdition. L'enracinement dans la terre natale, les esprits de la nature et l'identité villageoise sont des principes fondamentaux de la vie malaise. En effet, l'identité nationale passe comme à Madagascar, au second plan. L'Islam a une place très importante en campagne, et elle se traduit par une forte pression sociale pour respecter les interdits. La liberté individuelle et l'esprit critique n'est alors pas une priorité. (Gilquin, 1996).

En Indonésie à peu près trois cents trente-six groupes socioculturels cohabitent, et l'identité communautaire prime sur tout. Le buffle a un rôle central dans les cérémonies notamment. L'activité agricole principale est le riz, soit sec soit irrigué. Ensuite, la société, matriarcale également, est hiérarchisée socialement. Il y a à la base les paysans, qui représentent 80% de la population, puis ensuite les élitaires. La croyance dans les esprits et l'Islam occupent également une place importante dans la société indonésienne (Aarsse, 1993). Dans les coutumes, il existe un système d'entraide, le *Gotong royong*, que l'on apparenterait bien volontiers au *Famadihanana* malgache.

Nous avons d'ores et déjà tracer un parallèle très flagrant entre les concepts culturels austronésiens et ceux malgaches, notamment le rôle prépondérant du buffle indonésien que l'on peut comparer avec le zébu africain. Soulevons ici l'hypothèse que les Indonésiens en arrivant sur la côte de Sofala ont voulu imposer leurs coutumes et ont donc pris un animal local qui s'apparentait le plus au buffle : le zébu. Ensuite la culture du riz, qui façonne les paysages mais également l'organisation sociale des campagnes. Puis la croyance des esprits et l'attachement à la terre natale, qui amorcerait l'hypothèse que le culte malgache des ancêtres prenne ses racines dans cette coutume indonésienne. Et enfin l'importance de la communauté villageoise et socioculturelle, dont l'identité prime sur celle nationale.

Cette carte retrace de façon très simplifiée les apports austronésiens, africains, arabes et français sur le territoire malgache. On se concentrera notamment sur les deux régions d'études que sont l'Imerina et le Boeny.

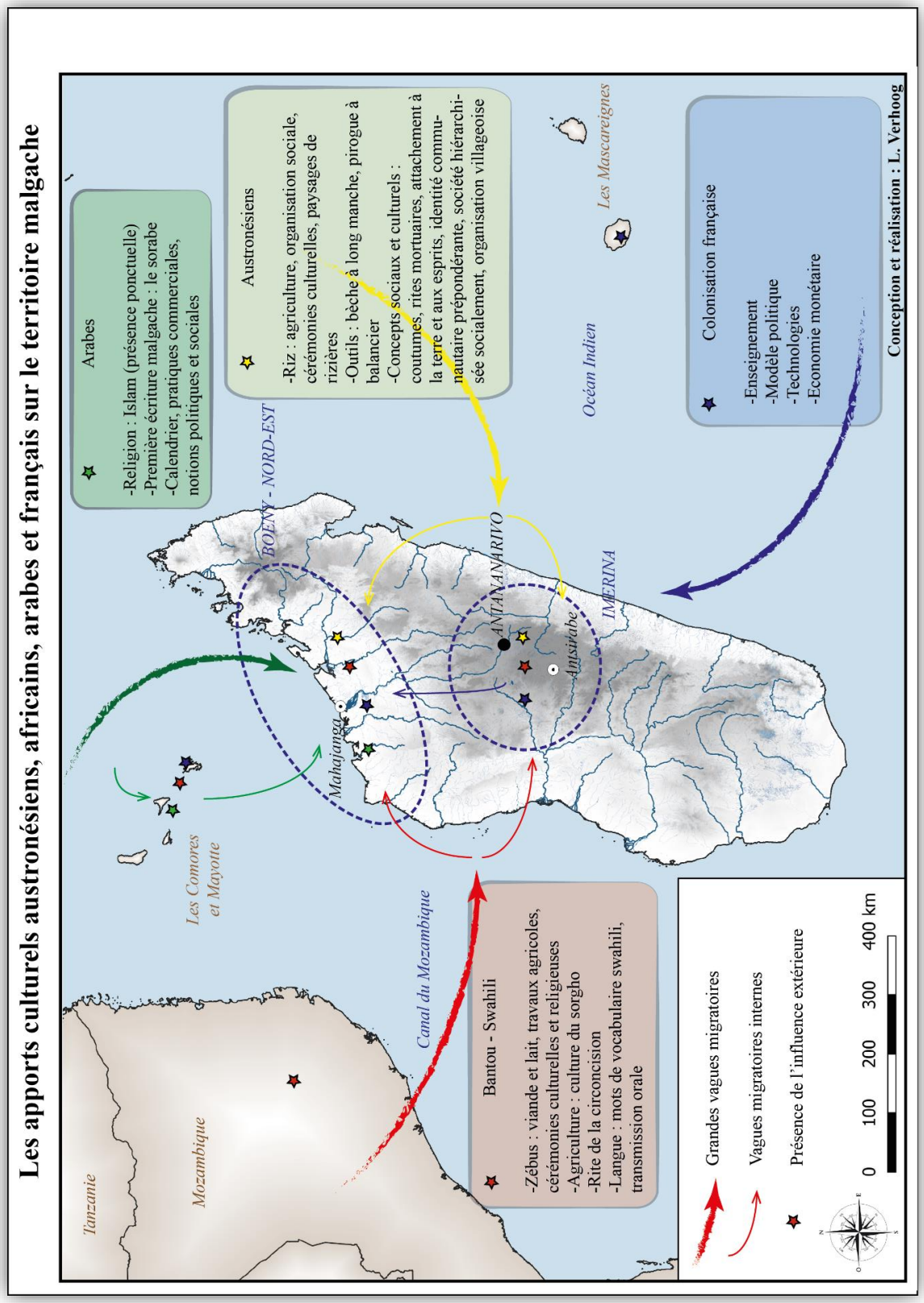


Figure 13 : Carte des apports culturels sur le territoire malgache

Les apports austronésiens sont donc au fondement premier de la culture malgache, qui a ensuite évoluée en raison du métissage arabe et africain des populations premières. La colonisation française est venue après que la culture malgache ne soit fondée, elle ne représente alors pas véritablement un socle fondateur, mais en revanche elle a beaucoup influencé sur le rôle de la culture dans la société. En effet les modèles politiques, l'enseignement, la langue française sont venus contrebalancer l'importance de la culture malgache dans le fonctionnement quotidien de la société. Cela est alors primordial dans notre étude concernant le rôle de la culture dans les inégalités régionales de développement. Elle a ainsi eu plusieurs rôles au cours des siècles qu'il est important de souligner.

b. Essai de définition de la culture malgache

Même si les Malgaches sont issus d'un mélange de cultures, on admettra que le socle des origines reste Indo-polynésien (Bastian, 1967). Cela aura une importance primordiale dans l'hégémonie Merina à l'époque des royaumes.

Pour définir la culture malgache, repartons dans un premier temps sur la définition de la culture. Nous avons déjà vu que la culture peut être définie comme le rapport au Monde, commun aux membres d'une communauté (Lussault, 2013). Ou encore que *« le géographe s'intéresse à la dimension culturelle des organisations spatiales et la dimension spatiale des phénomènes de culture »* (Brunet, 1992). Cela implique un contexte très systémique, le culturel étant indissociable du social, du politique, de l'économique.

De plus, une distinction entre pensée et pratiques est nécessaire à souligner ici. La définition d'une culture ne se retrouvent pas seulement dans les pratiques culturelles des populations mais bien dans cette perception commune du fonctionnement du Monde. Le fait de pratiquer le *Famadihana* ou de chanter le *Hira Gasy* ne va pas faire de nous un Merina. L'appartenance à cette communauté réside dans les croyances aux pensées culturelles qu'elle diffuse. Nous allons donc nous concentrer sur les visions culturelles communes, et la dimension spirituelle qu'elles impliquent afin d'entrer dans la pensée malgache.

« La vision malgache du monde veut que tout soit en lien » (Urfer, 2018). Pour lui, la vision du Monde est commune, car liée. Ce concept en malgache s'appelle le *Aina* (= la vie). Toutes les actions, les personnes, les choses s'inscrivent dans le même contexte. De cela

découle le *Tsiny* et le *Tody* que l'on retrouvent constamment dans la société malgache. Le *Tsiny* serait le blâme intérieur personnel dans la faute du comportement. Cela s'explique par l'importance de la vie en société à Madagascar. Il traduit le respect de ce fonctionnement, et la hiérarchie très importante dans laquelle tout le monde à sa place. On peut comprendre alors le conditionnement social des populations. En effet, remettre en cause les castes sociales et culturelles impliquerait de remettre en cause les fondements culturels de la société malgache.

Tody en langue malgache veut dire arrivé au port. Mais le concept derrière est plus profond : « Tody *ne signifie pas seulement être arrivé, mais arrivé d'une certaine manière, avec l'aide d'autres êtres et d'autres puissances qui dépassent le monde de l'immédiat et de l'expérience sensible* » (Andriamanjato, 2002). Ce concept s'apparente aux représailles : on récolte ce que l'on sème. C'est un ordre universel que nos actions négatives viennent perturber (Andriamanjato, 2002).

Ces deux concepts sont en lien étroit avec les *fady*, ou les tabous. Ce sont des interdits sociaux qui régissent la vie traditionnelle malgache. On les retrouve dans la nourriture, les comportements sociaux, et varient selon les aires culturelles (Poirier, 1978). Si on ne les respecte pas, on vient troubler l'ordre universel et, par conséquent, le *Tody*. Les conséquences de ces interdits culturels sur l'économie et le développement du pays peuvent déjà se faire pressentir. Ce lien sera démontré plus en détails dans le chapitre 6.

Un concept similaire rejoint celui du *Tsiny*, c'est le *Olombelona*, ou la personne vivante. La perception de l'existence varie selon les régions et selon l'échelle de lecture : intra-familiale ou intra-communautaire (Dubois, 1978). On notera ici l'inexistence de l'échelle nationale. L'*Olombelona* traduit une même vision du Monde, un même idéal : les Malgaches sont Olombelona. Tous ces concepts et ces perceptions se complètent dans l'ordre universel malgache.

Ce qui définit incontestablement la culture malgache est le culte des ancêtres. Les Malgaches sont très attachés à leur terre natale, et croient très fortement dans les ancêtres. En effet, beaucoup de coutumes se pratiquent autour des ancêtres. Ils font le lien entre les Dieux et les vivants en permettant la communication. Le *Hasina* représente l'énergie provenant de la relation entre Dieu et les ancêtres. Il est présent absolument partout : dans les objets, la nature, les personnes, les lieux. Les fady permettent de faire perdurer la présence du *Hasina*.



Les rites funéraires sont primordiaux dans le culte des ancêtres. Ils permettent d'entretenir la relation entre les morts et les vivants. Il convient néanmoins de préciser qu'à Madagascar les morts ne sont jamais vraiment morts. Ces rites sont communs à l'ensemble du territoire mais avec des particularismes communautaires.

Figure 14 : Tombeau Merina dans la campagne d'Antsirabe, cliché auteur, juin 2018

Ce cliché représente un tombeau situé près d'Antsirabe, au milieu des rizières Merina. Il a été construit en pierre, sur la terre des ancêtres de cette famille. On remarque qu'aucun tombeau n'est construit en ville, mais tous en campagne. Un crâne ou des ossements de zébus sont généralement présents, signe d'une cérémonie funéraire.

Dans l'Imerina et la partie Nord-Est, les tombeaux sont communs à une famille, et une exhumation régulière, le *Famadihana*, est pratiqué tous les trois à cinq ans. Au contraire, chez les Sakalava et dans le Sud, chaque individu a sa sépulture, et aucun retournement n'est fait (Pearson, 1999). En revanche, le style architectural des tombeaux est le même. Il est construit en pierre, et non en terre, car la demeure des vivants n'est pas éternelle alors que celle des morts l'est. Une croix surplombe l'entrée avec des crânes de zébus sacrifiés lors de l'enterrement ou de l'exhumation.

Pour choisir le lieu et le moment des rites funéraires, on demande l'appréciation de tous. On retrouve alors le *Tsiny* dans cette décision commune.

Le dernier concept est le *Fihavanana*, qui représente une obligation sociale d'entre-aide entre les populations. Il est appliqué à la famille, au groupe communautaire et à l'ensemble de la population. Il traduit la parenté et la solidarité : *« dans le sens où le Malgache ne trouve sa raison d'être que dans l'appartenance à sa communauté, et à l'interdépendance de chacun au sein du groupe »* (Urfer, 2018). Selon P. Ottino, dans les sociétés *« patrimoniales »*, le *Fihavanana* implique des *Adidy*, c'est-à-dire des obligations ancestrales, d'ordre principalement social et économique (Ottino, 1998).

Pour résumer, la culture malgache se base sur deux principes fondamentaux : l'appartenance et la transmission. Elle est basée sur un équilibre qui se doit de perdurer de générations en générations. La remise en cause de ce mode de pensée n'est pas envisageable pour la grande partie de la population. Par conséquent, la mondialisation et le développement ne sont pas forcément accueillis à bras ouverts dans cette société rurale qui a pour base de fonctionnement cet ordre universel.

c. Focus sur les particularités Merina et Sakalava

A Madagascar le nom des groupes socioculturels *« sont révélateurs soit de l'habitat normal, soit de faits historiques importants ayant eu un retentissement durable sur la géographie humaine de l'île »* (Molet, 1972). Le terme Sakalava renvoie au « territoire le plus vaste du pays », et Merina « à ceux des hautes terres ». On peut continuer ainsi pour les autres communautés : Betsimisaraka veut dire « les nombreux qui ne se séparent pas », Antemoro « ceux du rivage » et ainsi de suite. On peut alors se demander si cela traduit vraiment des pensées propres à chaque groupe. Qu'est-ce qui définit réellement un Merina d'un Sakalava ? Son héritage ? Les parents sont Merina alors l'enfant aussi ? Quelles valeurs sont alors en jeu ? Est-ce seulement une histoire de pratiques culturelles ?

Maintenant que nous avons vu les concepts culturels, nous allons nous focaliser sur les pratiques culturelles, les traditions et les coutumes propres aux communautés Merina et Sakalava. Nous reprendrons alors les différentes interprétations et perceptions des concepts.

Dans les Hautes-Terres, et plus particulièrement chez les Merina, un système de caste est toujours présent. Il est basé sur l'appartenance sociale et par conséquent sur le niveau de vie des populations. Les pratiques culturelles vont ainsi dépendre de la caste.

Le *Hasina*, déjà évoqué précédemment, est légèrement interprété différemment dans les Hauts-Plateaux. Certaines croyances parlent d'un enfant de Dieu qui serait descendu sur terre avec ce Hasina et que sa descendance mortelle transmettrait le Hasina par nature. Cette descendance s'appellerait les Andriana, la classe des nobles.

La classe populaire, quant à elle, accorde une grande importance au *Hira Gasy*. C'est un opéra rural qui se déplace de village en village afin de transmettre des récits par le biais de danses, de chants et de discours. Le thème est souvent moralisateur, reprenant la condition

sociale des populations, les pratiques culturelles et les esprits et ancêtres.

Ces deux fondements Merina véhiculent des idéologies à travers la culture. En effet, les contes et légendes d'identité Merina repose sur les classes sociales, le conditionnement des populations, les faits et gestes à respecter. Remettre en cause ces directives reviendrait alors à remettre en cause la communauté Merina. Les Merina ont ainsi tendance à se catégoriser comme communauté supérieure (Crenn, 1998).

Le centre du pouvoir monarchique Sakalava repose sur les reliques royales. Mahajanga a tout de suite pris une importance culturelle très forte car c'est devenu le lieu d'inhumation traditionnel du roi du Boeny. Les Sakalava croient également en l'existence d'un monde surnaturel, intermédiaire entre le monde des vivants et le monde des Dieux. Les esprits des morts s'y retrouvent, et font l'intermédiaire. Les esprits sont donc témoins des faits et gestes des vivants et peuvent ainsi agir sur eux. Ces esprits portent différents noms selon la classe sociale à laquelle la personne a appartenu : les *Razana* pour les non-nobles, et les *Angabe* pour les nobles et la famille royale.

Même dans la culture la condition sociale joue un rôle : au cours du *Tromba*, seuls les Angabe peuvent posséder un vivant. Le *Tromba* est un culte de la possession qui rend hommage aux ancêtres. Un esprit vient chercher refuge dans le corps d'une personne vivante : celle-ci va agir de la même façon que l'esprit. Il peut s'avérer être bénéfique comme maléfique. Différentes cérémonies suivant des règles très strictes et précises permettent de s'en défaire ou au contraire de communiquer avec l'esprit de l'ancêtre.

A l'origine déjà de quelques manifestations *« d'hystérie collective »* (Poirier ; Rajaonah, 1966), le *Tromba* est mal reçu par les autorités administratives qui taxent maintenant les familles souhaitant le célébrer. Cela traduit une rupture nette entre la culture et la politique. Nous revenons ici sur la question de la compatibilité entre développement et identité culturelle.

Les Sakalava entretiennent un rapport très fort à la mer. En effet beaucoup de cérémonies et de croyances impliquent un bain d'eau de mer afin de se purifier. Cela est vrai pour les personnes (rituel du Rangonaly) mais également pour les reliques royales et les Tromba (Fanompoam-pandrama, et le festival du Fitampoa). Les gens se purifient ainsi lors des cérémonies mais également quotidiennement sans occasions particulières.

On remarque que ces particularités malgaches sont paradoxalement communes à toutes les communautés, sous d'autres formes, d'autres appellations, mais elles prennent

toutes racines au même endroit. Le *Tromba* par exemple s'appelle *Salamanga* chez les Betsileo, *Ramanenjana* chez les Merina ou encore *Bilo* dans le Sud. Cela confirme l'idée qu'il y a qu'une seule culture malgache, et que les particularismes existent mais d'une base culturelle et identitaire commune. Les communautés ont-elles alors la même place et le même rôle dans la société malgache qu'avant ?

Avant de répondre à cette question nous remarquons que le rôle de la culture au sein de cette société est très différent d'avec celui de l'époque des royaumes. En effet, la culture, ou perception commune du Monde, évolue en fonction des apports extérieurs ou internes. Nous allons ainsi étudier ces évolutions.

4.2 Des pratiques culturelles en constante évolution sur le territoire malgache

Au temps des royaumes la culture avait une très grande importance dans la société malgache. Mais au cours des siècles cette place a évolué. En effet les particularismes expliqués précédemment n'ont en soi pas changé, mais c'est le rôle de la culture dans l'organisation de la société qui a évolué. Nous allons maintenant nous concentrer sur la place de cette culture dans la société d'aujourd'hui.

L'évolution s'est faite en un continuel échange de pouvoir, avec un jeu de dominé/dominant avec des proportions variables. Le jeu d'échelle est également très important. Pour l'instant une démonstration à l'échelle nationale sera faite, avant de descendre à une échelle régionale dans le chapitre suivant.

a. La domination culturelle des Merina est-elle toujours présente ?

Dans la partie précédente, nous avons parlé de la domination politique et économique de la région des Hautes-Terres, mais ce point de chapitre mettra l'accent sur une domination socioculturelle, venant de la communauté Merina. En effet, est-ce que cette domination politique et économique découlerait d'une domination culturelle ? Même si les Merina sont la principale communauté présente dans les Hautes-Terres, l'hégémonie culturelle des Merina est encore à nuancer. Le pouvoir politique, économique, social du pays entier se trouve dans

le centre, mais est-il encore aux mains des Merina ?

Comme amorcée précédemment, l'idée que la place de la culture dans la société malgache ait évolué depuis les derniers siècles nous pousse à repartir à l'époque des royaumes afin justement de démontrer cette évolution. Au temps des rois et des reines, la culture était partie prenante de l'hégémonie politique et économique. Aujourd'hui cette vérité a évolué.

La domination culturelle historique et factuelle des Merina n'est plus à démontrer. Les Malgaches doivent le commencement de leur unité nationale au roi Merina Andrianampoinimerina réalisée grâce au Hasina. L'unité linguistique découle alors de cette conquête : la langue malgache est née sur les Hauts-Plateaux. Pour assoir cette domination, quelques retranscrivent également le pouvoir des Merina. Il y eu un massacre en pays Betsileo en 1811 conduit par le roi Radama Ier. Ce même roi organisa le vol des reliques royales des Sakalava en 1824 : les Sakalava se sentent *« humiliés et dépossédés de leur identité »* (Urfer, 2018). Nous sommes bien ici dans une problématique culturelle, le roi Merina enlevant l'identité aux Sakalava afin de prendre le pouvoir.

A la fin de la colonisation française, le jeu de pouvoir entre les différents groupes socioculturels va progressivement s'estomper. En effet l'émergence d'une conscience nationale et les politiques de développement lors de la grande vague d'Indépendance des pays colonisés vont mettre l'accent sur des priorités gouvernementales et politiques. La problématique culturelle se scinde alors en deux échelles de lecture. A l'échelle nationale, l'appartenance culturelle est un héritage familial qu'il convient de faire perdurer, mais ce n'est pas elle qui va guider les choix et les actions des populations. En revanche, à l'échelle régionale, la culture est encore très prépondérante dans la vie quotidienne. Ce jeu d'échelle transcrit le clivage net entre paysans et élitaires. En effet, l'échelle nationale veut dire la politique, l'économie, le développement, qui sont mis en marche par les 20% les plus élitaires du pays. L'échelle régionale parle indirectement des 80% restant, c'est-à-dire les ruraux et paysans. Nous développerons cette idée à la fin de ce sous-chapitre.

Le régime politique mis en place après l'Indépendance par les Français s'écroule en 1972. Le pays tourne alors le dos à la France qui avait encore une très grande influence dans l'économie et la politique notamment (Crenn, 1995). Ce rejet de la France n'implique pas obligatoirement un retour aux relations de dominés/dominants sur le plan culturel.

La feuille de route pour la sortie de crise à Mada du 10 mars 2011 stipule que *« le premier ministre de consensus ne peut être originaire ni de la même province ni de la plateforme politique qui soutient le président de la Transition »*, qui était à cette époque Andry Rajoelina (Urfer, 2018). Cela traduit alors une volonté d'avoir une mixité communautaire au niveau politique, et de ne pas retomber dans une domination culturelle.

On change alors totalement de perceptions de la culture. On passe d'un rôle central à un rôle secondaire de nos jours. Les particularismes identitaires et culturels ne sont plus effectifs sur la politique, l'économie et le social. Il y a vraiment une scission nette qui s'est produite entre ces domaines gouvernementaux et la culture. Les deux sont séparés. Avant la culture étant à la base de toute organisation, le fait d'être Merina ou Sakalava était très important, mais aujourd'hui cela occupe une place de moins en moins primordiale.

On peut y voir en premier lieu la main de la colonisation française, de la mondialisation et des politiques internationales de développement, mais ces causes ne sont pas propres à Madagascar seulement, ainsi d'autres raisons restent à discerner.

b. L'enjeu politique des pratiques culturelles

Le facteur étatique est indissociable du culturel. En effet ce qui fonde une société et conditionne son avenir serait *« un système de valeurs capable d'organiser harmonieusement le rapport à soi, à l'autre et au reste du monde »* (Urfer, 2018). Cela recoupe la notion de la Nation déjà abordée en première partie. Nous avons vu que la population malgache se regroupe autour des éléments constitutifs d'une nation : la monnaie, le nom, l'hymne nationale, la devise et le drapeau. Mais ceci représente un apparat politique. Maintenant, nous allons plutôt nous concentrer sur la dimension sociétale de cette politique.

Aujourd'hui les deux sont scindés à plusieurs niveaux. Des explications historiques permettent d'expliquer cette crise identitaire malgache. Tout d'abord elle résulte d'un métissage très compliqué entre plusieurs cultures très différentes les unes des autres à l'origine. Ensuite la colonisation française a obligé la population à mettre de côté sa propre culture afin de lui inculquer des idéologies françaises. Et pour finir le rejet total de la culture française après la crise de 1972 a précipité un besoin urgent pour les Malgaches de retrouver ses valeurs. Cela s'est alors fait très rapidement, dans un pays où la domination française régnait depuis presque un siècle.

La conséquence de cette situation serait une perte de repères identitaires et sociétales qui empêcherait la société malgache d'avancer. Cette hypothèse peut se confirmer par quelques lectures sur le sujet : *« la société malgache ne peut avancer sereinement vers son avenir en jetant son passé aux oubliettes, il lui faut au contraire interroger chacune de ses valeurs, de ses traditions, de ses coutumes, pour se les réapproprier et les moderniser »* (Urfer, 2018). En effet pendant longtemps l'appartenance culturelle a été un critère majeur de division de la population. Selon les époques historiques cette division s'est articulée suivant un conditionnement culturel (époque des royaumes) ou alors suivant un choix politique (colonisation française).

E. Dardel décrit une différence entre les peuples Sakalava et Sakalavisé. Le premier serait une invention politique alors que le second représente la population présente avant la conquête de la région par le roi Andriamandisoarivo. Ce dernier serait arrivé du Menabe accompagné de Hova, de Merina, de Betsileo, et bien sûr de Sakalava pour s'installer dans l'actuelle ville de Mahajanga. Ils auraient alors adopté les particularismes Sakalava. Ce même auteur prédit la disparition des Sakalava si aucun changement dans leurs habitudes et les comportements ne se fait. Il met alors en porte à faux la colonisation française qui a accélérée le lissage des différences (Dardel, 1928). Cela rejoint la citation de S. Urfer si une éventuelle réappropriation et modernisation des valeurs des populations.

L'idée à retenir ici repose sur l'importance du rôle politique majeur dans l'influence culturelle d'une société. En effet, l'hypothèse d'E. Dardel est assez difficile à justifier et à démontrer, nous partirons alors de ce postulat afin de tirer d'éventuelles conséquences sociétales.

Un dernier point à soulever est l'hypothèse soulevée par D. Galibert, que le sentiment nationaliste ne se serait développé qu'à Antananarivo. Cela vient compléter notre argumentation sur le lien entre la politique et la culture. Bien sûr, Antananarivo étant la capitale, cette ville est le centre de diffusion de l'idéologie nationaliste et également un des *« têtes de pont du changement culturel importé »* (Galibert, 2006). Il est alors normal d'avoir une concentration des idéologies politiques regroupées en son sein, mais la culture est le biais de diffusion de ces valeurs. Or à Madagascar cette propagation s'étend difficilement outre les Hauts-Plateaux. Le clivage entre les particularismes culturels et l'inexistante continuité entre les villes et les campagnes permettent de mieux comprendre ce phénomène.

c. Les évolutions des pratiques identitaires en contexte urbain et rural

Le développement d'une société passe par sa modernisation et donc par son industrialisation. A l'inverse, le sous-développement induit un secteur économique traditionnel qui prédomine ; à Madagascar c'est l'agriculture. Pour engendrer le développement il est donc nécessaire de faire émerger un secteur économique moderne : soit transformer le secteur agricole vers le secteur industriel moderne sans faire chuter la production (Peemans, 1995). L'objectif est alors de passer d'une société rurale à une société urbaine. Or à Madagascar le clivage ville/campagne est extrêmement fort. Cela va donc entraîner des évolutions différentes des espaces ruraux et des espaces urbains.

Madagascar commence à être engagée dans ce processus, à travers sa croissance économique et ses politiques de développement. Les modifications de ces deux espaces vont alors avoir des conséquences sur le plan économique, politique, social et surtout culturel. C'est ce dernier point qui nous intéresse et que nous allons maintenant développer.

Les facteurs sociaux d'inégalités résident dans le clivage ville-campagne. Nous avons plus que longuement déjà démontré cette corrélation. En effet, les villes concentrent la meilleure offre d'éducation, les industries, l'avenir professionnel et l'émancipation des jeunes. Le questionnement sous-jacent est d'essayer de comprendre comment s'organise la société par rapport à ce clivage. Qui sont les dirigeants de cette société ? Concernant nos régions d'étude, les inégalités pourraient se voir ainsi : les Merina ont l'éducation et la technologie, alors que les côtiers ont les ressources premières.

Pour le facteur culturel c'est la même chose. En reprenant les concepts de culture élitaire et culture populaire, on retrouve ce même clivage sociologique.

La ville est le lieu d'innovations, de découverte dû à sa fonction de rencontre et d'échanges. C'est donc elle le moteur du développement. La campagne est un lieu de repli sur soi et ses propres connaissances : *« Et l'atavisme paysan se méfie de l'innovation, source de perturbation qui menace la survie… »* (Urfer, 2018).

En contexte rural trois causes majeures peuvent expliquer une évolution des pratiques culturelles : la pauvreté, les migrations et un nouveau mode de pensée qu'est l'individualisme. En contexte urbain, on retrouve l'individualisme, jouant un grand rôle dans cette évolution, mais également l'ouverture sur le monde que la campagne n'a pas. Cela permet de comparer,

d'apprendre, de changer. Les villes sont en effet les premières touchées par la mondialisation, mais également par une mixité nationale qu'on ne retrouve pas en campagne. Prenons par exemple la mixité des mariages. Sans rentrer dans trop de détails, nous avons vu que le niveau de scolarité impacte sur la précocité des mariages et leur obligation culturelle. En effet, en campagne où le niveau d'éducation est le moindre, les mariages sont précoces et arrangés par la famille selon les croyances culturelles et identitaires. A l'inverse, en ville les mariages mixtes deviennent un choix fait par les habitants. Les retombées culturelles sont alors complexes et changeantes : comment les parents de deux communautés différentes vont élever leur enfant ? Avec les deux traditions, une seule, ou alors aucune.

En revanche, la mixité réelle des différents groupes socioculturels n'existe pas à Madagascar. Aucune grande ville du pays comporte des parts représentatives des différentes communautés. Antananarivo regroupe chacun des dix-huit groupes, mais 95% de la population est Merina. Cela nous montre juste que la ville est le lieu possible de cette mixité, alors que la campagne non.

Ces explications tendent à montrer une évolution à la baisse de ces pratiques culturelles. C'est en effet la tendance actuelle. Nous allons ainsi nous pencher sur les raisons de ce recul, et de ses conséquences sur la place de la culture dans la société malgache d'aujourd'hui.

4.3 Des pratiques culturelles et traditionnelles en recul

Des auteurs qualifient la situation de Madagascar comme comportant différentes *ethnies*[21]. De par cette définition et l'étude approfondie de l'unité linguistique, des pratiques culturelles et des individualités de ces *ethnies,* ils arrivent à la notion *d'autoethnisme*. Ce qui serait équivalent avec notre appellation de groupes socioculturels, ou communautés. La partie qui nous intéresse se trouve dans une de leur citation : *« L'autoethnisme devrait disparaître avec le développement économique, culturel et social »* (Battistini ; Hoerner, 1986). Ils interrogent alors le poids réel de cette situation culturelle chez les élites des grandes villes, ceux qui dirigent le pays.

Les choses changent. Une vérité énoncée à un instant précis s'inscrit dans un espace-

[21] Mot utilisé par Battistini et Hoerner mais qui ne correspond pas à notre qualification de la situation culturelle du pays.

temps. On change d'espace ou on change de moment, alors la vérité varie. Les évolutions énoncées dans le sous-chapitre précédent impliquent une réévaluation concrète sur le territoire de Madagascar à l'époque d'aujourd'hui. La conjoncture actuelle des sociétés mondialisées entraîne un recul général des pratiques culturelles traditionnelles. Cela est le cas à Madagascar.

a. La tradition malgache soumise aux aléas politiques et économiques du pays

A Madagascar des explications logiques expliquent ce recul de la tradition. Nous allons notamment nous intéresser aux impacts négatifs de la pauvreté, des migrations, de la politique et de l'implantation étrangère sur le territoire afin de comprendre d'où vient cet abandon progressif.

La population n'a pas les moyens d'investir dans l'organisation de pratiques culturelles. Les traditions coûtent cher, et le pouvoir d'achat des populations ne suit pas. Beaucoup de tombeaux sont également mal entretenus, par manque de moyens. Citons en exemple un dicton malgache : *Ny fanahy no maha olona* (c'est l'esprit qui fait l'homme) qui fut remplacé par *Ny vola no maha rangahy* (c'est l'argent qui fait l'homme). Cela témoigne bien de changement de perception du Monde. La culture n'est plus sur le devant de la scène.



Un agriculteur et son zébu tirent la charrette à travers une route de campagne. La route est en terre, pas assez large pour se croiser à deux charrettes. On suppose qu'en saison des pluies elle doit être impraticable. Cet agriculteur cultive du riz, et n'a que son zébu comme engin agricole. Tous ces éléments nous montrent une grande pauvreté dans le pays.

Figure 15 : *Agriculture se rendant dans sa rizière à Betafo, cliché auteur, juillet 2018*

Depuis l'Indépendance le niveau de vie de la population n'a fait que décroître. Cela a entraîné un exode urbain afin d'aspirer à de meilleures conditions de vie. Mais ces migrations de la campagne vers la ville provoquent également un recul des pratiques culturelles.

Le facteur politique va également jouer son rôle. Les orientations et les mesures prises par le gouvernement vont installer un climat normatif des schémas de pensée. La population touchée va alors tendre vers ces nouvelles normes. Les efforts faits par le gouvernement afin de mixer les communautés vont alors se répercuter sur la population. Bien entendu c'est un processus lent et limité : les populations déconnectées des pouvoirs politiques ne vont pas être atteintes par cette uniformisation, mais en revanche d'autres facteurs vus précédemment expliquent ce recul de la tradition.

Les particularismes identitaires malgaches, nous l'avons vu, se basent sur les activités agricoles des populations. Ces activités vont dépendre des ressources présentes dans leur milieu de vie. Les pratiques culturelles vont alors dépendre de ces ressources : le papier des Antemoro, le rituel du *Rangonaly* chez les Sakalava, les huiles essentielles chez les Merina et les Betsimisaraka… Or, avec la mondialisation et les implantations étrangères dans le pays (chinois, indiens, français, italiens), ces ressources n'appartiennent plus directement aux populations locales. Les investisseurs étrangers viennent en effet sur le territoire afin d'exploiter ces richesses. Cela crée un déséquilibre dans la répartition des ressources et impacte alors les pratiques culturelles.

Un des moyens utilisés pour faire perdurer la tradition est la promotion touristique. L'argent investis par les touristes pour assister à des festivals ou des cérémonies est utilisé par la population afin de payer le coût de la fête. Prenons par exemple la cérémonie du Famadihana. La famille du défunt doit organiser la fête sur deux jours, c'est-à-dire nourrir tous les invités (l'ensemble de la famille et du village), payer l'autorisation à la commune de pratiquer le Famadihana, acheter le linceul de soie et enfin engager un orchestre pour les festivités. Cela représente une somme considérable que les familles doivent prévoir tous les trois ou cinq ans pour ce rite funéraire. Des visites touristiques sont alors organisées afin que les touristes assistent à cette fête et que la famille puisse se le permettre.

Cela représente un coût de 120 000 Ariary pour le touriste, soit 35 € environ (en comparaison le kilo de riz oscille entre 1 500 et 2 000 Ar). Cela devient un véritable business et la fonction culturelle et traditionnelle de base s'oriente de plus en plus vers une fonction

d'attraction touristique.

b. Une identité nationale à la merci de la mondialisation

La mondialisation peut être définie par l'intégration à une échelle mondiale des phénomènes économiques et financiers. Les événements mondiaux deviennent alors interdépendants. C'est un phénomène assez ancien, mais toutes les parties du globe n'ont pas été inclues en même temps et à la même intensité. L'OCDE la décrit en trois étapes : l'internationalisation, la transnationalisation et enfin la globalisation. C'est cette dernière qui nous intéresse le plus dans notre démonstration. En effet elle implique la création de réseaux mondiaux de production et d'information : les TIC (les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).

Une conséquence notoire de la mondialisation est l'émergence d'une société mondiale en réseaux. Il est également important de souligner la concentration sur les relations élites malgaches/scène internationale aux dépens des relations élites malgaches/reste de la population malgache (les ruraux). Le clivage se creuse alors d'avantage.

A Madagascar la modernité vient des grandes villes sujettes aux échanges commerciaux, politiques et économiques. C'est un phénomène courant que d'arriver dans la capitale, puis dans les grandes villes du pays et petit à petit s'immiscer jusque dans les campagnes les plus enclavées. Mais à Madagascar, et dans les pays mal développés, il y a une rupture nette entre la ville et la campagne. La modernité arrête assez vite sa progression.



Figure 16 : Bâtiment commercial du centre-ville de Mahajanga, cliché auteur juillet 2018

Notons ici un bâtiment flambant neuf dans la ville de Mahajanga, deuxième port du pays. Il témoigne d'une architecture récente et moderne en plein centre-ville. Mahajanga, de par son exposition au commerce maritime, sa position géographique, sa polarisation et son importance historique, est un lieu d'émergence et un vecteur de la mondialisation. Cette architecture en témoigne.

La mondialisation implique une confrontation entre les valeurs traditionnelles et celles mondiales, ou plutôt occidentales. La recherche d'identité est alors difficile et compromise, tant de nouvelles identifications sont possibles. Les populations les plus impactées par cette confrontation sont les élites du pays. En effet ce sont eux les plus exposés aux conséquences de la mondialisation.

Un exemple frappant est celui de la linguistique. Les élites sont quasiment tous bilingues en malgache et en français. La langue française étant un vecteur de développement pour le pays, elle représente néanmoins une entrave à la recherche de l'identité malgache.

Un colloque intitulé *L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21ème siècle* dégage deux attitudes des élites face à cette confrontation. La première étant de faire perdurer l'identité malgache à travers les traditions culturelles authentiques, et la deuxième à l'inverse, est de laisser l'identité malgache de côté et s'immerger dans la civilisation mondiale. Dans les deux cas cela implique une mutation vis-à-vis de sa propre identité. L'identité malgache est alors en pleine mutation en raison de la mondialisation, des droits de l'Homme et de la démocratie.

Le clivage entre l'identité des ruraux et l'identité des élites impacte alors sur les pratiques culturelles. Dès lors que la perception au Monde varie, les raisons et les motivations culturelles évoluent. Il serait intéressant de faire apparaître ici la notion d'individu, qui est assez nouvelle dans le pays. L'échelle de perception variait entre les groupes familiaux, villageois, communautaires et intercommunautaires.

c. Quel avenir pour l'identité et la culture malgache ?

A Mahajanga l'entrée du Lac Sacré est payante : 10 000 Ar pour les étrangers, 2 000 Ar pour les locaux. Pourquoi un lieu sacré est-il payant pour une population locale censée

pratiquer son droit culturel ? Lorsqu'on y pénètre, nous avons le droit à une multitude d'informations concernant le Lac et des animaux qui y résident (lémuriens et crocodiles). Les guides proposent à tout va de nous prendre en photo avec ces derniers, et usant de stratagèmes plus ou moins dangereux afin de faire approcher les bêtes. Aux questions pointues concernant les pratiques Sakalava, l'histoire de la région et la symbolique actuelle du lieu, nous obtenons des réponses vagues. Ce lac autrefois sacré a-t-il toujours réellement une vocation culturelle et identitaire ?



Figure 17 : Panneau explicatif à l'entrée du Lac Sacré, cliché auteur Mahajanga, 2018

Cette photo interroge alors la fonction première du lieu. En effet tout est fait pour le touriste, et le seul interdit culturel est la baignade dans le Lac. La fonction sacrée du lac n'est alors pas flagrante dans le paysage.

Ce constat a été assez net dans la région de Mahajanga, car les lieux culturels sont mis en tourisme et/ou protégés : aire bioculturelle de Katsepy, parc national d'Ankarafantsika, Lac Sacré, Musée Akiba. A Antsirabe on retrouve cette tendance, notamment avec le *Famadihana* qui est très largement ouvert aux touristes, car cela amène un revenu financier à la famille.

Le recul des pratiques culturelles traditionnelles part d'un mouvement général : la mondialisation. Les sociétés tendent vers la normalisation et l'uniformisation. Madagascar n'échappe pas à ce phénomène, et son histoire n'a fait que renforcer ce processus. L'impact de la colonisation sur les spécificités culturelles du pays a été très fort, en entraînant notamment l'uniformisation de la société malgache sur le système français. L'Indépendance a cependant voulu s'éloigner au maximum des idéologies françaises, mais les standards politiques et économiques s'y basent toujours : la Constitution malgache a été largement copié de la Constitution française.

La tradition a du mal à survivre par elle-même. Elle se métamorphose, s'adapte en

fonction des éléments extérieurs. Cela ne contredit pas l'idée que la tradition est très ancrée chez la population ; ceux qui y croient l'appliquent à la lettre. Elle a toujours une place centrale chez les populations rurales, et régit leur organisation. En revanche, son avenir reste incertain. On peut alors reprendre plusieurs hypothèses qui mettent en garde sur la perdurabilité de la culture malgache : E. Dardel prédisait en 1928 la disparition des Sakalava (Dardel, 1928), d'autres interrogeait sur la compatibilité entre la pratique des traditions malgaches et le développement du pays (Battistini ; Hoerner, 1986).

Cette question de l'évolution et l'avenir de l'identité et la culture malgache interroge depuis longtemps, et reste sensible. En effet la mondialisation et la place de l'individu à l'échelle mondiale prend de plus en plus d'importance. A Madagascar l'individu est encore une notion nouvelle qui n'atteint pas, ou très difficilement les milieux ruraux. C'est une première incompatibilité. En effet, les politiques nationales accordent de l'importance à l'identité individuelle. Dans le vocabulaire malgache le 'Je' est à peine employé : *« l'infériorisation, signalée par la substitution des pronoms personnels, correspond donc à l'inféodation de l'individu à son groupe »* (Rambeloson, 2000 dans l'Acte du colloque de l'ICM).

Le transfert de l'identité communautaire en identité nationale explicitée dans la Partie 1 n'est alors pas complète. Le passé colonial peut expliquer ce retard : *« l'évolution de l'histoire oblige à un dépassement douloureux et déchirant de repères identitaires devenus désormais archaïques »* (Rambeloson, 2000). On peut alors se demander si le pays est alors prêt pour accueillir pleinement ces phénomènes de mondialisation et de développement.

Chapitre 5 : Etude parallèle de l'organisation du territoire dans le Boeny et le Vakinankaratra

En étudiant les particularismes culturels Merina et Sakalava on s'intéresse donc à la place qu'occupe la culture dans l'organisation sociale de chaque groupe. Cela nous permettra d'amorcer le rôle de la culture dans les inégalités régionales de développement. Dans ce chapitre nous nous focaliserons sur une étude de cas de l'organisation du territoire. L'étude de l'organisation et du fonctionnement de la société dans les régions du Boeny et du Vakinankaratra va nous permettre de mettre au mieux la corrélation entre déterminant culturel et niveau de développement.

La mondialisation implique de nouveaux types d'organisation de l'espace (Claval, 2006) de par la modification du rapport des populations à leur milieu de vie. Nous avons vu dans le chapitre précédent que la culture n'est plus un enjeu de domination à l'échelle nationale : les priorités politiques sont à la croissance économique et au développement humain. En revanche, se pose toujours la question de savoir si la culture reste un enjeu d'organisation sociale à Madagascar.

5.1 A l'échelle nationale un clivage centre-périphérie

La région du Boeny, dans laquelle se situe Mahajanga se trouve sur la côte Nord-Ouest. Lors de l'étude du peuplement de Madagascar nous avons vu que les commerçants arabes sont les premiers arrivant sur cette partie du territoire. L'influence arabe aura alors une grande influence dans l'ancienneté historique de la ville de Mahajanga. Le peuplement va en revanche se faire par les austronésiens et les Wak-Wak venus de la côte africaine.

Le peuplement du Vakinankaratra, région d'Antsirabe au centre du pays, va se faire plus tardivement par les Vazimba venus étendre leur territoire. Ce peuplement va avoir des conséquences quant au développement des régions. Nous reviendrons dans un premier temps sur l'importance historiques de ces régions, puis nous verrons leurs évolutions respectives et analyserons leur situation géographique et son impact sur les polarisations économiques et politiques de Mahajanga et Antsirabe.

a. Deux régions historiquement importantes …

Les deux régions d'étude abritent historiquement deux capitales de royaumes. Elles montrent d'emblée l'importance qu'elles ont eu dans l'histoire du pays. Nous allons nous intéresser à l'hégémonie de chaque région sous l'aspect culturel, social et économique.

Fondée à l'époque des royaumes, l'identité culturelle Sakalava s'étend sur quatre fiefs principaux : le Menabe, le Marambitsy, le Betsiboka et le Boeny. Ce dernier nous intéresse particulièrement car la ville de Mahajanga en est devenue la capitale. La séparation du royaume Sakalava date du roi Andriamandisoarivo qui fut chassé du Menabe par son frère, et entreprit la conquête du Boeny.

Dès le VIII^{ème} siècle les arabes construisent des comptoirs marchands sur la côte Nord-Ouest. Il y a alors très tôt un intérêt économique pour cette région. En effet, l'importance de la mer et du commerce arabe vont prendre une place fondamentale dans l'essor historique de Mahajanga. La construction et le peuplement réel de la ville commencent vers 1740 avec le roi Sakalava Andriamandisoarivo. Il fonde le Boeny et soumet les Vazimba présents à son pouvoir. La ville devient capitale de la région en 1824 après la guerre entreprise par Radama I^{er}.

La colonisation va réorganiser l'urbanisme de la ville. La cité originelle était située sur la colline d'Androya, au centre de l'actuelle ville. Les Français vont apporter l'organisation en damier telle qu'on la connait aujourd'hui. En 1895 elle est également tête de pont des débarquements des expéditionnaires français. L'importance de cette ville est alors culturelle et politique.

Le Vakinankaratra est une région qui se situe dans la province d'Antananarivo, au sud de la capitale. A l'époque des monarchies elle fut au centre des intérêts royaux de par sa fonction de villégiature importante. En effet plusieurs lieux disposent aujourd'hui encore d'un Rova (palais royal) et de tombeaux Merina ou Vazimba. C'est le cas de Betafo, de Tsinjoarivo et d'Ibity ; la ville d'Antsirabe ayant été construite qu'au début du XIX^{ème} siècle. Elle porte alors le nom d'Andratsay.

A Betafo nous retrouvons perchés sur la colline surplombant le lac, le Rova, transformé aujourd'hui en bâtiment administratif, ainsi que le tombeau du dernier roi de la région. Tsinjoarivo est le lieu de villégiature de la reine Ranavalona I^{ère}, un Rova s'y trouve

donc. Et enfin, Ibity est une montagne sacrée dans le Sud de la région dans laquelle de nombreux tombeaux Vazimba y sont cachés. Tous ces lieux, encore remplis d'histoire, nous montre l'importance culturelle et politique de la région.

Antsirabe fut développée réellement à la fin du XIX^{ème} siècle avec l'arrivée de missionnaires norvégiens qui découvrirent des sources thermales et également l'abondance du sel. Le lieu fut alors gagné d'une potentialité qui attira les Français lors de la colonisation. C'est lors de cette période que la capitale régionale, jusqu'à lors Betafo, fut déplacée à Antsirabe. La colonisation apporta entre autres un chemin de fer, une gare ferroviaire et la troisième plus grande cathédrale catholique du pays. Le développement de la ville et le rayonnement régional vont alors prendre de plus en plus d'importance.

La stèle du 29 mars 1947 placée en face de la gare, représentant les dix-huit groupes socioculturels du pays, commémore l'insurrection de 1947 pour l'Indépendance du pays. Elle représente alors un fort repère identitaire nationale, mais installée dans la ville d'Antsirabe alors que l'insurrection a débuté à Moramanga, à des centaines de kilomètres de là.

Les deux régions se sont développées à partir d'un intérêt culturel : le Boeny et Mahajanga en tant que capitale des Sakalava du Nord, et le Vakinankaratra en tant que lieu de villégiature royale. Cependant le développement et la polarisation des deux capitales se sont faits par la colonisation. On retrouve à Mahajanga le développement du commerce maritime à travers le port ainsi que l'activité rizicole de la plaine de Marovoay, et pour Antsirabe la construction du chemin de fer et sa position centrale de croisement entre les routes Nord-Sud (Antananarivo-Toliara) et Centre-Ouest (Hautes-Terres-Morondava ont permis un fort développement économique.

La colonisation a ainsi entraîné un changement très brutal de l'identité urbaine et de ses repères. Cela n'a pas été une évolution naturelle et souhaitée, mais bien imposée. On peut alors s'interroger sur les conséquences de ce tournant, et sur les repères identitaires des populations.

b. … mais aux évolutions contemporaines différentes

Avec l'expansion territoriale des Merina *(« la mer est la limite de ma rizière »*[22]*)*, le

[22] Devise du roi Merina Andrianampoinimerina.

royaume du Boeny va être conquit au début du XIX^{ème} siècle. Il en résulte alors le début de l'unité nationale suite aux conquêtes du roi Andrianampoinimerina. Mais se pose alors un problème de la légitimité de la chose : en effet, l'hégémonie du royaume de l'Imerina est alors incontestable sur le territoire national.

Le statut administratif d'Antananarivo est alors intéressant à étudier. Le Général Gallieni propose au début du XX^{ème} siècle Toamasina comme future capitale, de par sa fonction économique et industrielle. Mais cela voudrait dire de laisser Antananarivo, une ville très stratégique, aux mains des Merina (Prou, 1997). Les Français choisissent donc de garder une main mise sur cette ville en la faisant capitale nationale. Cela va ainsi propulser la région des Hautes-Terres sur le devant de la scène politique et économique.

Les deux régions ont donc un passé culturel important à l'échelle du pays. Leur évolution différente vient principalement de la croissance économique : une très forte à Antsirabe, une moins forte à Mahajanga. Cela peut paraître paradoxal étant donné que les deux régions bénéficient de ressources et d'atouts permettant une croissance économique fiable : Mahajanga de par son activité commerciale maritime et la culture des grains de la région, Antsirabe en tant que centre industriel et grenier à riz et à légumes du pays. D'autres facteurs restent alors à prendre en compte. Nous allons maintenant nous pencher sur la situation économique, politique et culturelle actuelle des deux régions.

Deux éléments communs que l'on retrouve dans les villes sont l'eau et la route. Leur utilisation et leur positionnement différents vont avoir des conséquences dans la polarisation économique des villes. L'eau à Mahajanga tient le rôle commercial, alors qu'à Antsirabe c'est la route.

Antsirabe se situe dans la dorsale économique du centre du pays. En effet Toamasina, Antananarivo et Antsirabe regroupent la majorité des industries et du commerce national. La ville jouit alors de son positionnement stratégique proche de la capitale. Mahajanga en revanche, située à 560 kilomètres de la capitale n'a pas le même rapport commercial et économique qu'Antsirabe. De plus, la route est impraticable trois-quatre mois dans l'année, en saison des pluies. La résilience économique nécessaire à Mahajanga est alors d'autant plus importante qu'elle ne l'est pour Antsirabe.

La région du Boeny comprend quarante-trois communes dont seulement quatre

urbaines. Un grand fleuve, la Betsiboka irrigue la plaine rizicole de Marovoay. Par ailleurs, ce même fleuve provoque à chaque saison des pluies de grosses inondations. Les populations se sont alors réfugiées dans des lieux très reculés et difficilement accessibles, pour l'eau ou pour les envahisseurs afin de pallier à cela. La conséquence résulte alors dans le nombre très élevé de villages éparpillés le long de la côte ou à l'intérieur des terres (Dardel, 1928).

Mahajanga n'a pas su réellement développer son commerce maritime. En effet la pêche est une activité de subsistance, non concurrençable par les multinationales françaises ou chinoises. Le port également sert pour acheminer les importations dans cette région enclavée, et pour exporter quelques denrées agricoles produites à Marovoay.

Antsirabe est devenue aujourd'hui le deuxième centre industriel du pays, après Antananarivo, avec ses usines textiles et agro-alimentaires. La région du Vakinankaratra est également le poumon de Madagascar en termes de maraîchage. La production de patate douce, de riz, de fruits y est affectivement abondante. Beaucoup de ressources minérales ont fait d'Antsirabe le lieu phare du commerce de pierres précieuses et semi-précieuses.

L'éloignement notoire de Mahajanga par rapport au centre du pays reste un élément explicatif majeur dans l'amarrage économique de la région. La résilience n'a en effet pas pu pallier à cette difficulté. Nous passons maintenant à l'analyse de la situation géographique des deux villes et ses enjeux politiques et économiques.

c. Les enjeux de la situation géographique d'Antsirabe et Mahajanga

La répartition des éléments structurants d'un pays est primordiale pour en comprendre son fonctionnement. L'éloignement des voies de communication, des centres industriels, des ressources premières et des villes va avoir d'importantes conséquences sur l'économie et le développement des territoires. A Madagascar il y a trois routes principales. Toutes partent d'Antananarivo pour aller soit vers l'Est, le Sud ou le Nord. Nous commencerons alors ce point par un simple constat : la distance Mahajanga-Antananarivo représente 560 kilomètres alors qu'Antsirabe-Antananarivo ne fait que 170 kilomètres…

Antsirabe est la ville d'importance majeure la plus proche d'Antananarivo. Il y a ensuite dans l'ordre, Toamasina, Fianarantsoa et après arrive Mahajanga. Antsirabe se situe au carrefour des routes Nord-Sud et Centre-Ouest. Au vu de l'état des routes et du temps nécessaires de déplacement, cette ville polarise alors tout le trafic économique de la moitié Sud et Ouest du pays : en effet il y a qu'un seul itinéraire terrestre pour relier Toliara et Antananarivo, ou encore Morondava et Antananarivo, qui passe obligatoirement par Antsirabe.

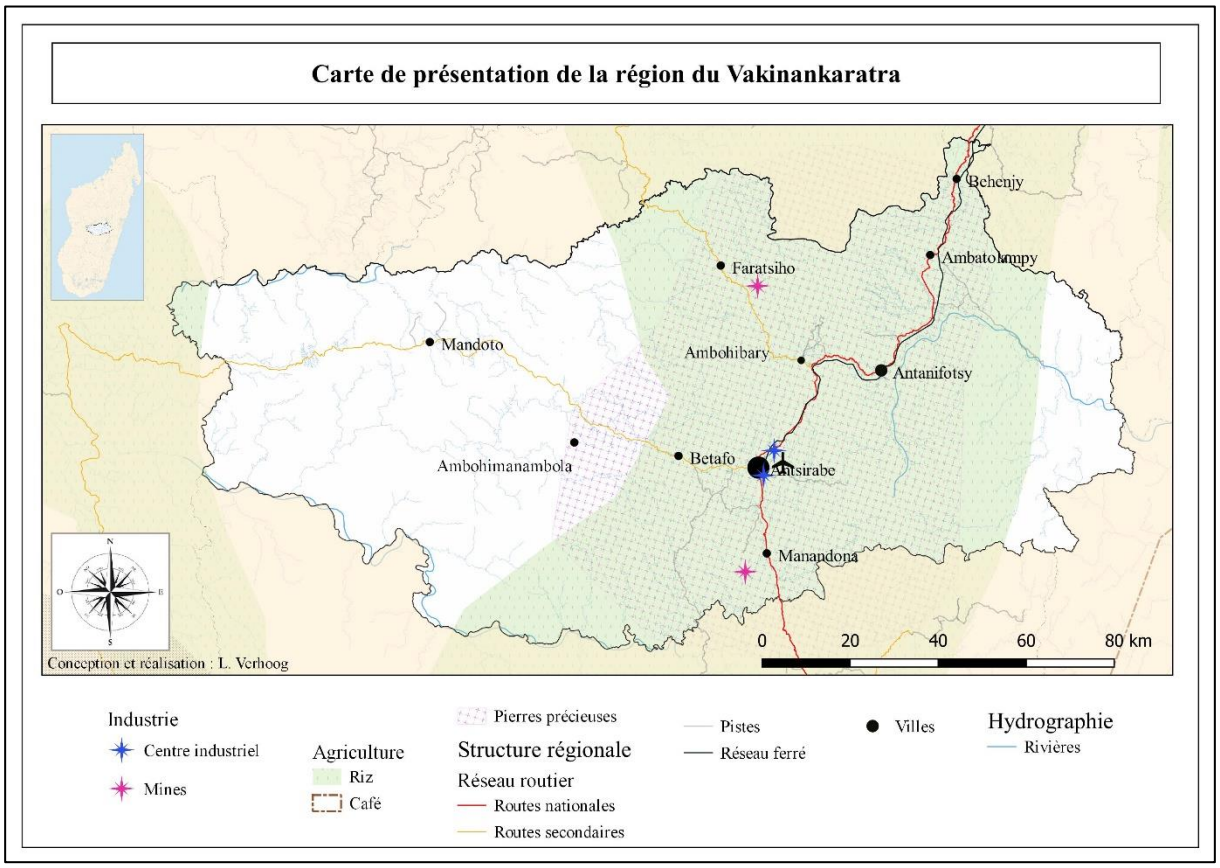


Figure 18 : Carte de présentation de la région du Vakinankaratra

Comme nous pouvons le voir sur cette carte, la région concentre une importante production de légumes et de riz exportée dans l'ensemble du pays. Des réserves de pierres précieuses et semi-précieuses apportent une activité minière pour la région ; cependant l'exploitation de ces ressources est aux mains de firmes internationales chinoises et indiennes.

Les villes se concentrent sur la RN 7, en rouge, et sur la route qui se dirige vers l'Ouest. Le reste de la région est composée de villages de campagnes et d'agriculture.

Le Boeny se situe au Nord-Ouest, à environ 500 kilomètres d'Antananarivo. La route Antananarivo-Antsiranana ne passe pas par Mahajanga. Il faut bifurquer à Antanambazaha, à 160 kilomètres de Mahajanga. Le delta de la Betsiboka, les inondations et l'impraticabilité du littoral Ouest font éviter le passage dans la ville de Mahajanga pour monter dans le Nord. C'est donc une ville de destination finale, et non de passage. Cela va avoir des conséquences économiques et sur le développement de la région.

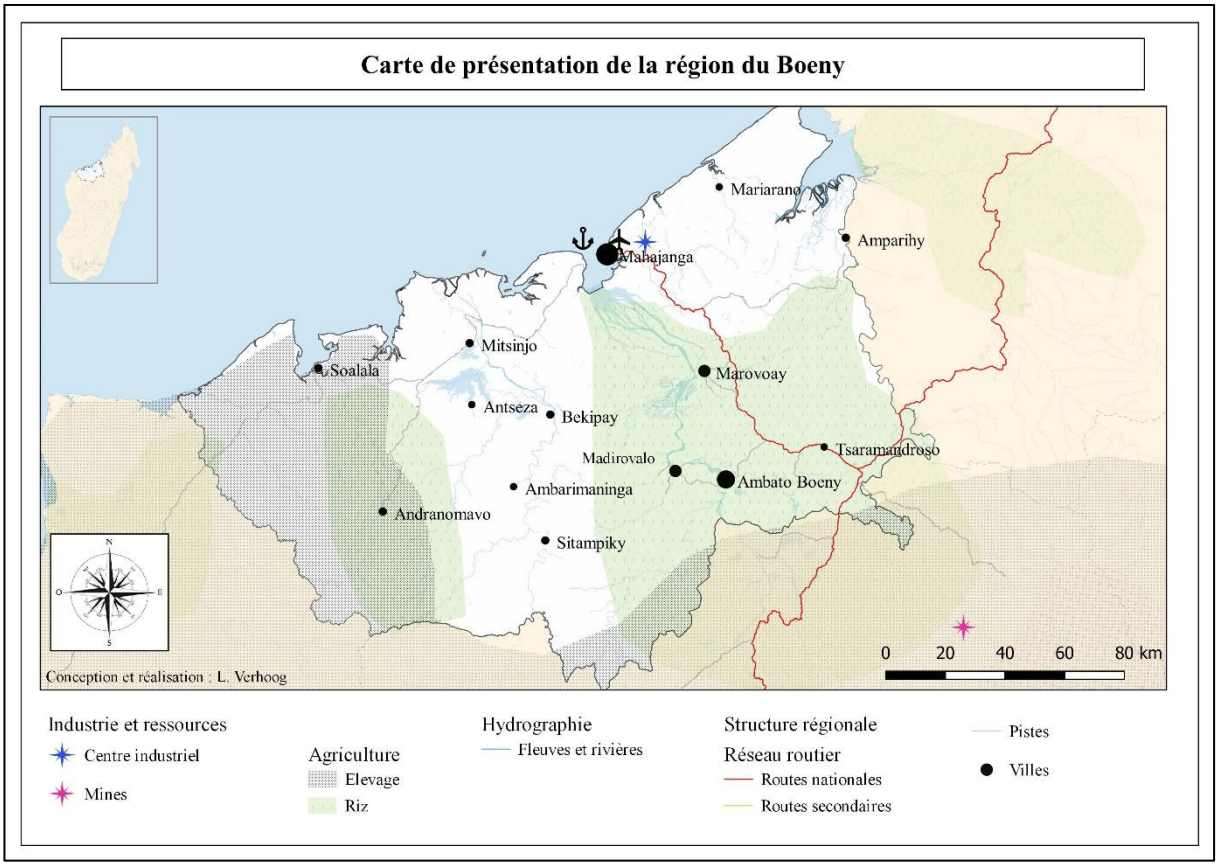


Figure 19 : Carte de présentation de la région du Boeny

Le Boeny est également un grand producteur de riz et de grains en raison de la plaine agricole de Marovoay, inondée régulièrement par le *Betsiboka*. Les productions sont exportées dans l'ensemble du pays. L'élevage occupe une part importante de l'activité économique car nous l'avons vu, les Sakalava sont un peuple d'éleveurs-pêcheurs.

Comparé à Antsirabe, les principales villes[23] de la région ne se situent pas sur l'axe

[23] Pour Antsirabe comme pour Mahajanga, les villes représentées sur les cartes sont les plus importantes de chaque région en termes d'habitants. Cependant, elles ne sont pas comparables entres elles : les villes de la région du Boeny totalisent 500 000 habitants alors que celles du Vakinankaratra en comptent presque deux millions.

routier principal ; elles se concentrent à l'Ouest de la route nationale. On note alors une corrélation certaine entre l'activité économique et le développement de zones urbaines le long des axes de communication. En effet, l'activité économique moindre de la région limite le commerce et les flux économiques. Par conséquent, les zones bordant la route ne se développent pas, contrairement à Antsirabe, ce qui ne favorise pas le développement des villes le long des axes routiers.

5.2 Une polarisation liée au positionnement géographique des deux villes

Afin de comprendre le fonctionnement régional du Boeny et du Vakinankaratra, l'étude économique est indispensable. Cette dernière est en effet le moteur du développement, et sa polarisation régionale va influencer la polarisation politique et culturelle. Ainsi nous réactualisons l'hégémonie des deux villes et des deux régions à l'heure d'aujourd'hui. En effet les différents potentiels amenés par la mondialisation ou la colonisation et les choix stratégiques dans leur répartition vont avoir tendance à creuser les inégalités de polarisation.

a. Comparaison des potentiels économiques d'Antsirabe et de Mahajanga

Antsirabe possède un aérodrome, un ancien de chemin de fer qui fonctionne une fois par mois pour les touristes, et se situe comme relai sur la RN 7 Toliara-Antananarivo. Mahajanga a également un aérodrome international, mais aussi un port, et termine la RN 4 qui part d'Antananarivo. La fin de la RN 4 et l'aérodrome international sont impraticables en saison des pluies. L'activité économique est alors quasiment arrêtée trois mois dans l'année. En revanche, à Antsirabe, elle se poursuit toute l'année avec différentes activités : riziculture pendant la saison des pluies, et construction de briques et maraîchage en saison sèche[24]. Le commerce de zébu et de pierres précieuses est constant toute l'année.

Un autre élément à prendre en compte est l'exposition touristique. En effet Antsirabe a plusieurs atouts que Mahajanga n'a pas. En premier c'est une ville de renommée mondiale

[24] Observations terrain : en janvier 2017 pour la riziculture et en juillet 2018 pour la construction de briques et le maraîchage.

pour ses sources thermales, ses lacs et montagnes sacrés et son histoire culturelle. Ensuite elle est un relai obligatoire pour les sites touristiques de l'Ouest, le Sud, et l'Est. En effet l'allée des Baobabs, les Tsingy, la ville d'Ambositra, le parc de Ranomafana, le train Fianranstoa-Manakara et le parc de l'Isalo sont les principales activités touristiques[25] du pays.

A Mahajanga les activités touristiques sont moindres. Elles proposent néanmoins diverses découvertes de la région mais sans renommée internationale.

Face à ces différents atouts et contraintes, la résilience nécessaire pour surmonter ce déséquilibre est différente. Mahajanga et son isolement presque total en saison des pluies rend l'attractivité de cette ville moindre ; c'est sans doute une raison pour laquelle le choix du port principal du pays s'est orienté vers Toamasina. Cette ville est également soumise à une restriction journalière de l'électricité. Le générateur de la ville est coupé plusieurs fois par jour à des heures plus ou moins fixes. Antsirabe, quant à elle, est accessible toute l'année, sans coupure d'électricité. L'activité économique est alors ponctuellement suspendue à Mahajanga.

Le dernier sujet abordé est l'insécurité croissante sur la RN 4. En effet la route passe par le territoire des *Dahalo*, qui s'étend sur tout le flanc Ouest, du Nord au Sud. Ce sont des bandits armés qui attaquent les voyageurs sur la route. Ils réclament le droit de passage sur leurs terres plus ou moins violemment. Le danger de ces attaques a augmenté récemment, en même temps que la pauvreté du pays. Les portions entre Mahajanga et Antananarivo, Morondava et Antsirabe, et entre Toliara et Fianarantsoa sont donc de plus en plus incertaines. Ils attaquent les taxi-brousse, les voitures de touristes, ou les routiers. Cela met donc à mal le commerce de ces zones et favorise la concentration de l'économie sur un petit territoire – Antananarivo, plus facile à protéger par les autorités.

Antsirabe a su amorcer son développement économique. Nous l'avons vu, l'implantation des villes d'importance régionale dans le Vakinankaratra le long des axes routiers témoignent de ce développement. A Mahajanga, le potentiel économique de la RN 4 n'est pas autant exploité. Plusieurs raisons à cela. Comme expliqué précédemment, l'éloignement de Mahajanga des autres villes d'importance nationale et l'insécurité croissante de la route limitent la croissance économique. De plus, cette route devient impraticable à l'approche de Mahajanga en saison des pluies : la circulation est alors très difficile deux-trois

[25] Celles les plus souvent évoquées dans les guides de voyage.

mois sur douze. Une autre explication est également la non-exploitation de son principal atout économique : sa façade maritime. L'activité portuaire a été centralisé à Toamasina, à seulement 214 kilomètres de la capitale, soit presque trois fois moins que la distance jusqu'à Mahajanga.

Cette différence de potentiel économique entre les deux villes va influencer la polarisation de la région entière. Nous allons maintenant nous intéresser à cette attractivité économique.

b. Une polarisation régionale de Mahajanga face à une polarisation nationale d'Antsirabe

Ces schémas représentent les flux économiques et commerciaux des régions du Boeny et du Vakinankaratra. Ils ne représentent pas la proportionnalité de ces flux mais seulement leur existence. Il aura fallu pour se faire, une étude économique très poussée qui n'aurait pas eu grande pertinence pour cette démonstration.

Antsirabe est directement impliqué dans le schéma économique d'Antananarivo. La proximité des deux villes et les ressources agricoles de la région permettent ces échanges. Les productions agricoles vont vers les villages et les routes principales, la richesse se concentre sur la route, la route converge vers la ville, et la ville converge vers Antananarivo. Antsirabe a donc très facilement un rayonnement national que n'a pas Mahajanga. La ville est au centre géométrique de l'activité agricole. Elle polarise alors toute l'activité économique.

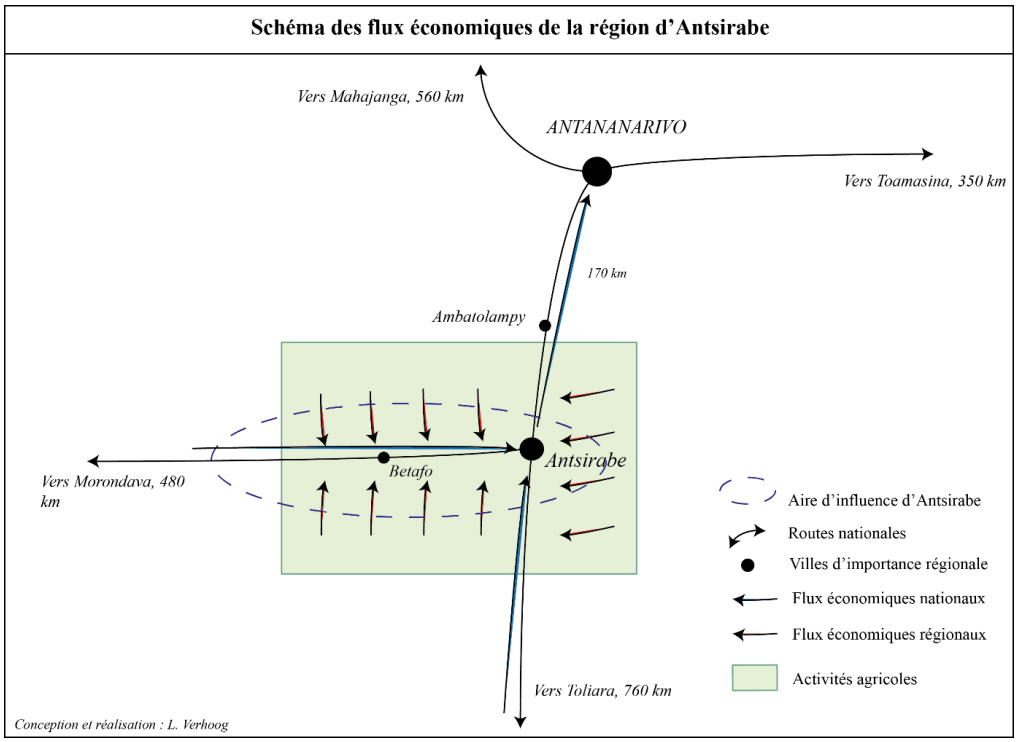


Figure 20 : Schéma des flux économiques de la région d'Antsirabe

Mahajanga a plutôt un rayonnement régional limité notamment de par son enclavement à l'extrémité de la RN 4. L'activité agricole de la région se situe plus au sud, dans la plaine de Marovoay. Les flux économiques ne transitent alors pas obligatoirement par la ville, comme c'est le cas à Antsirabe.

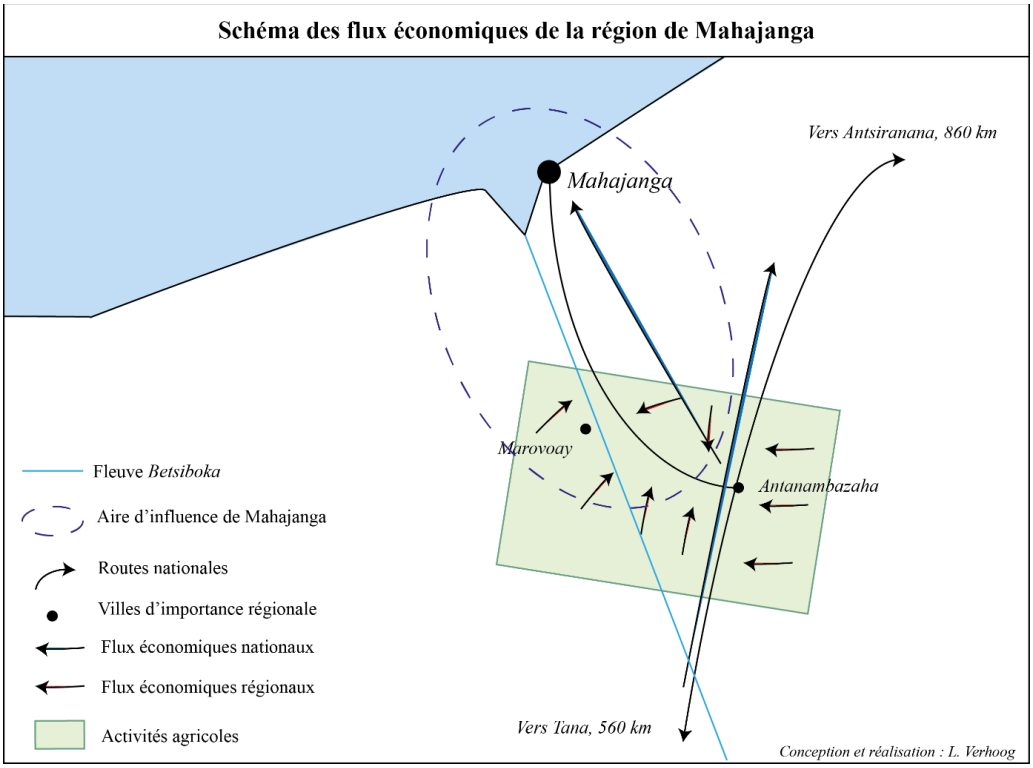


Figure 21 : Schéma des flux économiques de la région de Mahajanga

Le rôle de la route est alors primordial dans le développement d'un territoire. Elle a *« une dimension structurante pour la localisation des activités économiques »* (Boudoux, 2014). C'est elle qui va impulser la croissance de l'économie. Si on étudie le ratio entre l'étendue du réseau routier (50 000 kilomètres) et la superficie totale du pays (587 040 km²) on obtient 0.08 kilomètre de route par km². Pour comparaison, la France a un ratio de 1.9, soit vingt-trois fois plus. Ce chiffre montre un réel manque dans le réseau routier. La route n'est pas le seul facteur de développement mais en revanche elle en est un facteur nécessaire. Le développement ne peut pas se faire sans voies de communications performantes.

c. Quelles conséquences sur le développement ?

A l'origine, la capitale du Vakinankaratra était Betafo, une ville de moyenne importance à vingt kilomètres à l'Ouest d'Antsirabe. Elle abrite un ancien Rova et le tombeau des derniers rois de la région. La capitale régionale a été déplacée à Antsirabe à l'époque coloniale de par sa situation géographique intéressante et ses potentiels économiques. La colonisation a eu un fort impact sur la structuration de l'espace car la ville d'Antsirabe est une création *ex nihilo* coloniale. Cela témoigne alors du transfert réalisé concernant le rôle de la culture dans la société. En effet, une ville devient importante dès lors que sa situation économique et politique le devient également. Aujourd'hui, Betafo ne possède pas d'industries ni de secteur économique important à l'échelle régionale. Il ne reste plus que l'histoire pour témoigner d'une ancienne importance de la ville. Le niveau social et économique prend alors une place prépondérante dans la société à partir de l'époque coloniale. Il prend cette place sur la culture, qui se retrouve au second plan.

Le développement des routes va aider au désenclavement des régions les plus reculées. Le rattachement à un niveau national des enjeux économiques va en effet permettre des évolutions sociales, économiques et culturelles des régions. Or ce développement des voiries n'est pas d'actualité. L'extension territoriale se fait au niveau des villes, soit en colonisant petit à petit la campagne se situant à proximité soit par délocalisation les centres d'activités de quartier en quartier.

Le développement de la culture humaine produit la ville et inversement ; les premières villes étant à l'origine de nouvelles formes de vie humaine. La mondialisation va avoir tendance à normaliser cette diversité par l'uniformisation des manières de penser et d'agir. La

ville produit de nouveaux modes de pensée, d'agir de par la facilité des échanges qu'elle engendre. Les traces dans le paysage de ces nouvelles manières sont définies par certains sociologues (Stébé, Marchal, 2011) comme les cultures urbaines, ou aires morales.

De par ces précédentes études, nous pouvons conclure qu'Antsirabe a un potentiel supérieur à Mahajanga quant au développement économique et politique. Reste maintenant à nous pencher sur l'étude de ces *aires morales* qui nous redéfinirions pour notre étude comme les traces identitaires urbaines. En effet, les critères physiques et sociaux sur lesquels vont se baser cette étude de terrain ne permettent pas différencier précisément les éléments représentatifs des quartiers. En revanche ils vont plus loin que seulement un découpage paysager du territoire.

Cette différence certaine de potentiel économique entre les deux villes va donc nous être très importante dans notre étude, car maintenant nous allons pouvoir isoler les dynamiques culturelles pour les mettre en corrélation avec ces inégalités.

Les grandes villes de Madagascar se répartissent sur le littoral ou alors dans le périmètre restreint des Hauts-Plateaux. Le développement de ces villes s'est fait par la colonisation française en appuyant les intérêts économiques potentiels de ces lieux. Le choix s'est alors porté sur les activités maritimes et le pouvoir politique d'Antananarivo.

L'Indépendance et les orientations politiques n'ont pas développé d'autres villes que celle de la colonisation. Par conséquent, le déséquilibre territorial a été renforcé, et le manque de résilience du pays n'a pas su compenser. Les régions se concentrent sur les potentialités existantes et non à en créer de nouvelles. Par conséquent les villes anciennement importantes le restent, et le clivage s'accentue. Exception faite pour Mahajanga, car les Français ont déplacé l'activité maritime première à Toamasina. Mahajanga s'est donc vu retirer son principal atout économique.

Ces différences de polarisations économiques entre les deux régions d'étude vont nous être utile pour comprendre les raisons du développement inégal des régions. Afin de corréler ce dernier au déterminant culturel nous allons maintenant nous pencher sur les dynamiques sociospatiales à une échelle urbaine. Cela nous permettra par la suite de comprendre le fonctionnement socioculturel régional.

5.3 Une rupture socioculturelle flagrante dans le paysage urbain

Ce sous-chapitre sera consacré exclusivement à l'étude de terrain. En effet une partie de ce dernier a consisté à créer une typologie des types d'habitat présents à Antsirabe et à Mahajanga selon des critères sociaux et culturels présentés ci-dessous. Cette étude précise de l'organisation du territoire urbain va permettre de comprendre à la plus grande échelle le fonctionnement sociétal des régions. On pourra alors par la suite isoler le rôle du déterminant culturel dans la structuration de l'espace.

Pour se faire nous allons donc expliquer la typologie étudiée et analyser les cartes correspondantes au territoire d'Antsirabe, puis de Mahajanga. Pour rappel, Antsirabe comporte 257 000 habitants, et Mahajanga 244 000.

a. Méthodologie et typologie de l'étude de terrain

Nous l'avons vu en introduction, *« la culture se ressent, mais ne se mesure pas »* (Finkielfraut, 1987). Nous arrivons ainsi dans la partie délicate qu'est d'isoler le déterminant culturel dans l'organisation sociospatiale des régions. Pour essayer de se rapprocher d'une certaine objectivité nous avons mis en place une typologie se référant à des critères matériels et physiques, comme l'architecture des bâtiments, le type de voirie par exemple.

La typologie a été réfléchie selon plusieurs critères. Tout d'abord en fonction du type d'habitat : l'architecture, le nombre d'étages, le jardin privé, la superficie… ; les types de commerces et services du quartier : petites épiceries, gargotes de coin de rue, grands restaurants, banques, industries, hôtels… ; la présence de *Vazaha*, qui va nous renseigner sur le niveau social du quartier ; la fréquentation des rues par les enfants, qui nous indique entre autres le niveau de scolarisation du quartier. Cette catégorie est assez délicate à utiliser car elle repose sur une grande subjectivité et notamment sur le fait que les populations ne sont pas fixes dans le territoire. Elle vient alors appuyer les autres catégories mais n'est pas déterminante en soi.

Pour justifier les limites du territoire prises pour cette étude nous partirons du postulat qu'à l'intérieur de chaque région les campagnes s'organisent de manière similaire. Les limites s'arrêteront alors à l'arrivée dans les villages de campagne, qui n'ont plus d'influences

visibles de la ville.

Afin de pouvoir réaliser une comparaison entre les organisations spatiales d'Antsirabe et Mahajanga, la typologie de l'habitat, la méthodologie et les critères de sélection seront les mêmes.

Voici alors la typologie des quartiers. Elle a été ensuite affinée puis retravaillée au fur et à mesure des récoltes de données :

TRES AISE : *Grandes villas, jardin privé, maison en pierres à étages, routes goudronnées et relai électrique. Electricité et eau courante. Présence de trottoirs. Dans le quartier : restaurants, banques, hôtels. Présence de Vazaha.*

AISE : *Villas, maisons légèrement plus petites mais toujours à étages et en pierres. Routes goudronnées et relai électrique. Electricité et eau courante. Présence de trottoirs. Dans le quartier : restaurants, banques, hôtels. Présence de Vazaha.*

MODESTE : *Maisons à étages généralement en béton, généralement partagées entre plusieurs familles. Pas de jardin privé. La route principale est pavée mais les chemins sont en terre. Electricité, pas d'eau courante (borne à eau dans le quartier).*

POPULAIRE : *Petites maisons parfois à étages, toit en tôle. Petits commerces le long de la route. Electricité, pas d'eau courante (borne à eau dans le quartier).*

CAMPAGNARD : *Habitat en dur mais toit en tôle. Animaux et cultures présents à proximité. Pas d'eau courante ni d'électricité. Influence de la ville encore présente même si habitat reculé des zones urbaines.*

VILLAGE : *Habitat typique traditionnel des Hautes-Terres ou des campagnes Sakalava : corps du bâti en boue séchée puis toit en chaume. Très étroit et très haut pour les Hautes-Terres. Animaux, fosse à zébus devant la maison. Agriculture.*

Chaque zone a ainsi été identifiée selon ces critères afin de dégager des unités urbaines. L'analyse de la répartition de ces unités dans le territoire urbain ainsi que des corrélations faites avec l'emplacement des routes, des industries, va être faite ci-dessous.

Il convient de préciser que les zones représentées sur les cartes qui vont suivre correspondent à l'habitat majoritaire présent. En effet, dans un quartier modeste, il n'est pas surprenant d'avoir sporadiquement des maisons qui entreraient dans la catégorie populaire, ou

bien campagnard. Lorsque la majorité n'est pas clairement définie, des sous-catégories sont alors utilisées : Modeste-aisé, Modeste-populaire. Cela implique le mélange des deux catégories.

b. Une rupture sociale à Antsirabe

Appliquée au territoire d'Antsirabe nous avons pu réaliser cette carte (page suivante). Elle met alors en exergue la répartition sociale des quartiers.

A Antsirabe le pouvoir est regroupé autour de l'ancienne gare, du centre-ville et de l'administration politique de la ville. Il se situe au centre géométrique, juste au Sud de l'intersection des routes Nord-Sud et Centre-Ouest. Il n'y en a qu'un seul depuis l'époque coloniale.

On remarque que les quartiers aisés sont situés en centre-ville, alors que les quartiers modestes sont sur la périphérie. Les quartiers populaires et campagnard sont installés sporadiquement sur l'extérieur, et tiennent un rôle de zone tampon avec les villages. Plus on s'éloigne du centre-ville plus le niveau de vie baisse. La ville d'Antsirabe est alors organisée en fonction de l'appartenance sociale. Cela est d'autant plus flagrant que la ville d'Antsirabe ne bénéficie pas d'une mixité culturelle, la population est Merina.

A la campagne, la forte présence des tombeaux nous indique la culture est prépondérante dans la vie quotidienne. Mais cela est à nuancer avec le fait que les urbains n'ont pas de tombeaux sur leurs terres, ils les ont dans les campagnes. Nous pouvons alors émettre l'idée que les tombeaux présents seraient à des habitants d'Antananarivo, d'Antsirabe ou d'autres grandes villes des alentours.

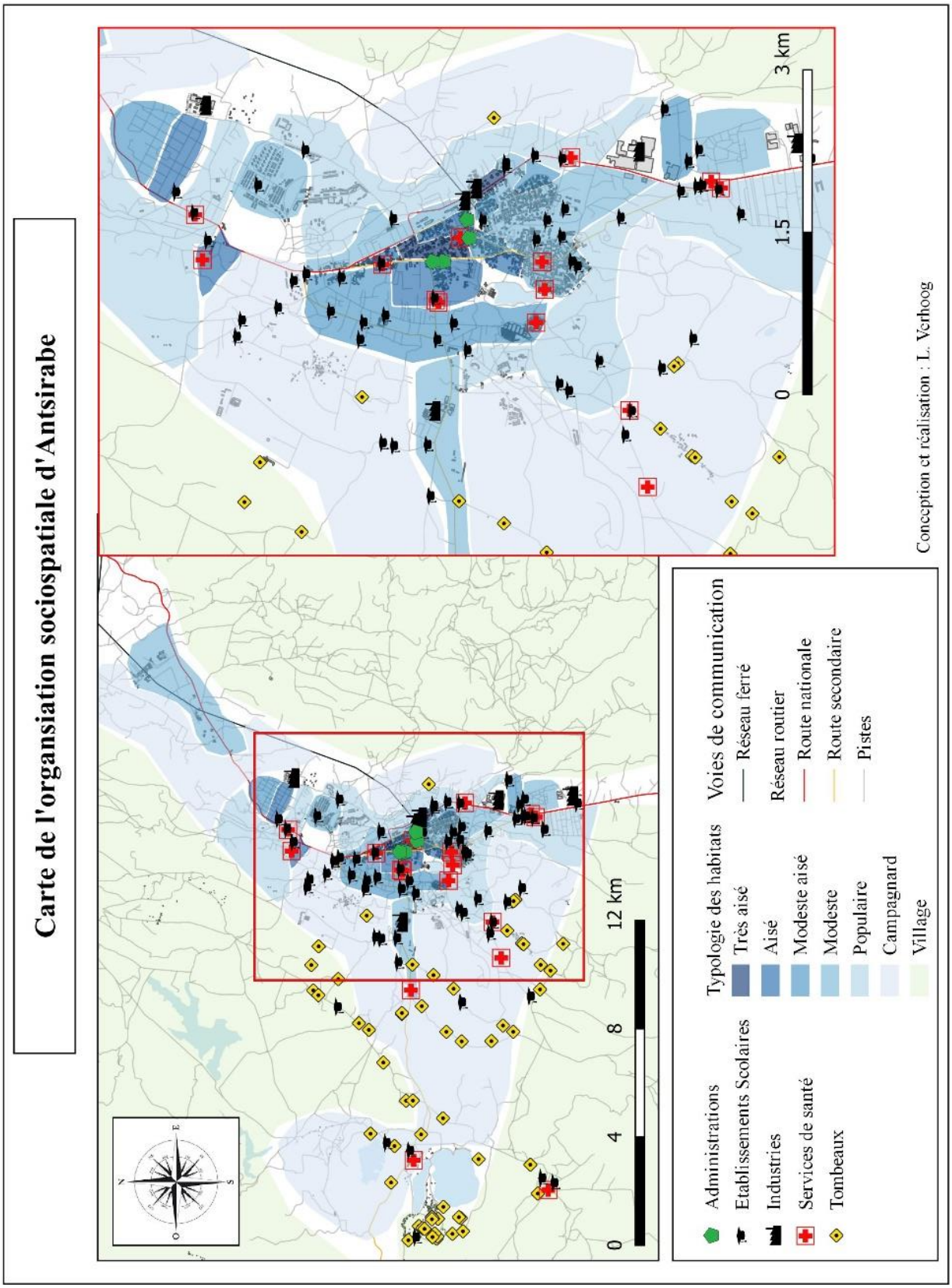


Figure 22 : Carte de l'organisation sociospatiale d'Antsirabe

Les édifices religieux n'ont pas été représentés ici, car il ne s'agit que d'églises. Une seule mosquée est présente à Antsirabe, mais la corrélation entre religion et niveau socioculturel n'est pas à faire ici.

Les traces de la culture malgache et de particularismes Merina ne sont pas flagrants dans le paysage. On remarque un certain effacement de celle-ci au profit du commerce, du rang social.

A partir de cette carte nous pouvons en faire ressortir ce schéma d'interprétation. En effet nous proposons ici une montée en généralités concernant une organisation sociale de l'espace urbain. Le pouvoir politique se situe au centre géométrique de la ville depuis l'époque colonial. Il n'a pas changé de disposition depuis. Avec l'arrivée de l'industrialisation, l'activité économique s'est polarisée autour de ce centre, en périphérie de l'habitat central. L'habitat formé s'est alors regroupé en fonction de la place sociale occupée dans la ville. Nous retrouvons alors les plus aisés au centre, avec le pouvoir décisionnel, puis plus on s'éloigne du centre, plus le niveau social diminue. La route a un rôle central dans l'organisation de l'espace, car nous l'avons vu, la richesse se concentre autour de la route, l'expansion urbaine la suit donc.

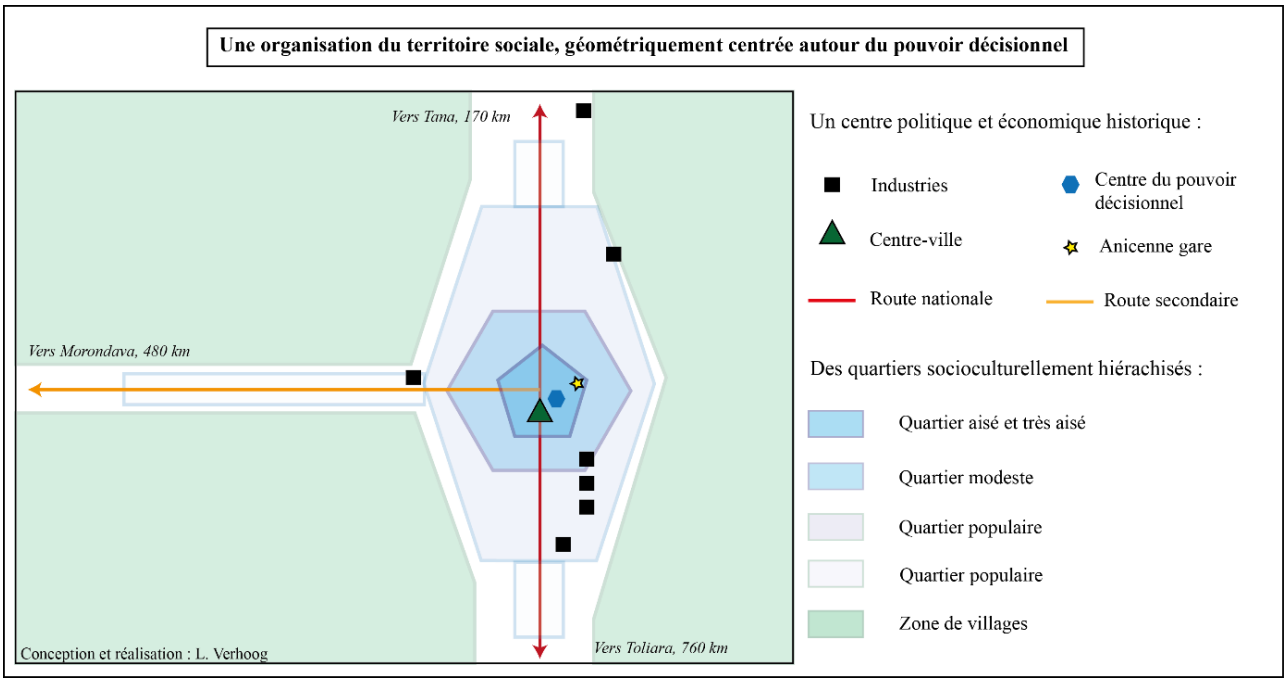


Figure 23 : Schéma d'interprétation de l'organisation territoriale d'Antsirabe

Même si ces classes sociales ont chacune leur place dans l'espace urbain, les populations s'approprient le même territoire différemment. La RN 7 traverse la ville du Nord

au Sud, en passant donc par les quartiers les plus aisés. La fréquentation est alors assez importante dans ces quartiers. De plus, lors de grands rassemblements ou fêtes, la population se retrouvent dans le même quartier. Par exemple, lors de la fête de l'Indépendance le 26 juin 2018[26], les populations les plus aisés se retrouvaient sur l'Avenue de l'Indépendance en famille au cours de la journée, les populations modestes en début de soirée pour des concerts gratuits, et les populations les plus populaires le soir et la nuit[27].

A la campagne, nous pouvons émettre l'idée qu'une seule classe sociale est présente, et que cela renforcerait l'ancrage des traditions au cœur de la vie sociale. Également, cette idée serait à confirmer par des études approfondies de terrain et d'enquêtes.

c. Une rupture culturello-économique à Mahajanga

De la même façon, nous arrivons à cette carte pour Mahajanga. Ici les édifices religieux sont importants dans l'organisation de l'espace, ils sont donc représentés. Un parallèle est également fait avec la majorité culturelle d'un quartier. Les ronds de couleur représentent la culture dominante du quartier.

A Mahajanga, la difficulté de ce terrain a été de ne pas tomber dans le déterminisme socioculturel trop vite. En effet, la différence physique des populations (habits Sakalava ou musulmans, faciès) nous pousse vite à associer un quartier avec un niveau social et une appartenance culturelle. Toute l'étude s'est basée sur une analyse de l'architecture également et des édifices religieux. Cependant, un travail d'enquêtes et de questionnaires serait nécessaire afin de vérifier totalement ces idées qui suivent.

La logique d'organisation de l'espace est très différente de celle d'Antsirabe. En effet, à première vue nous pourrions penser que le niveau social des quartiers mis en avant dans cette carte ne nous indique pas un lien conducteur. Or si on ajoute en plus la polarisation économique et culturelle d'un point de vue historique nous comprenons mieux la situation. En effet, la richesse d'un quartier est corrélé avec son activité économique présente ou avec son importance culturelle passée. La richesse de la corniche s'explique par son dynamisme touristique et économique lié d'une part par le port situé au Sud de la ville et par l'attractivité et l'aménagement du littoral alentour.

[26] Observations terrain.
[27] Bien sûr ces observations sont tout à fait relatives et mériteraient d'être approfondies.

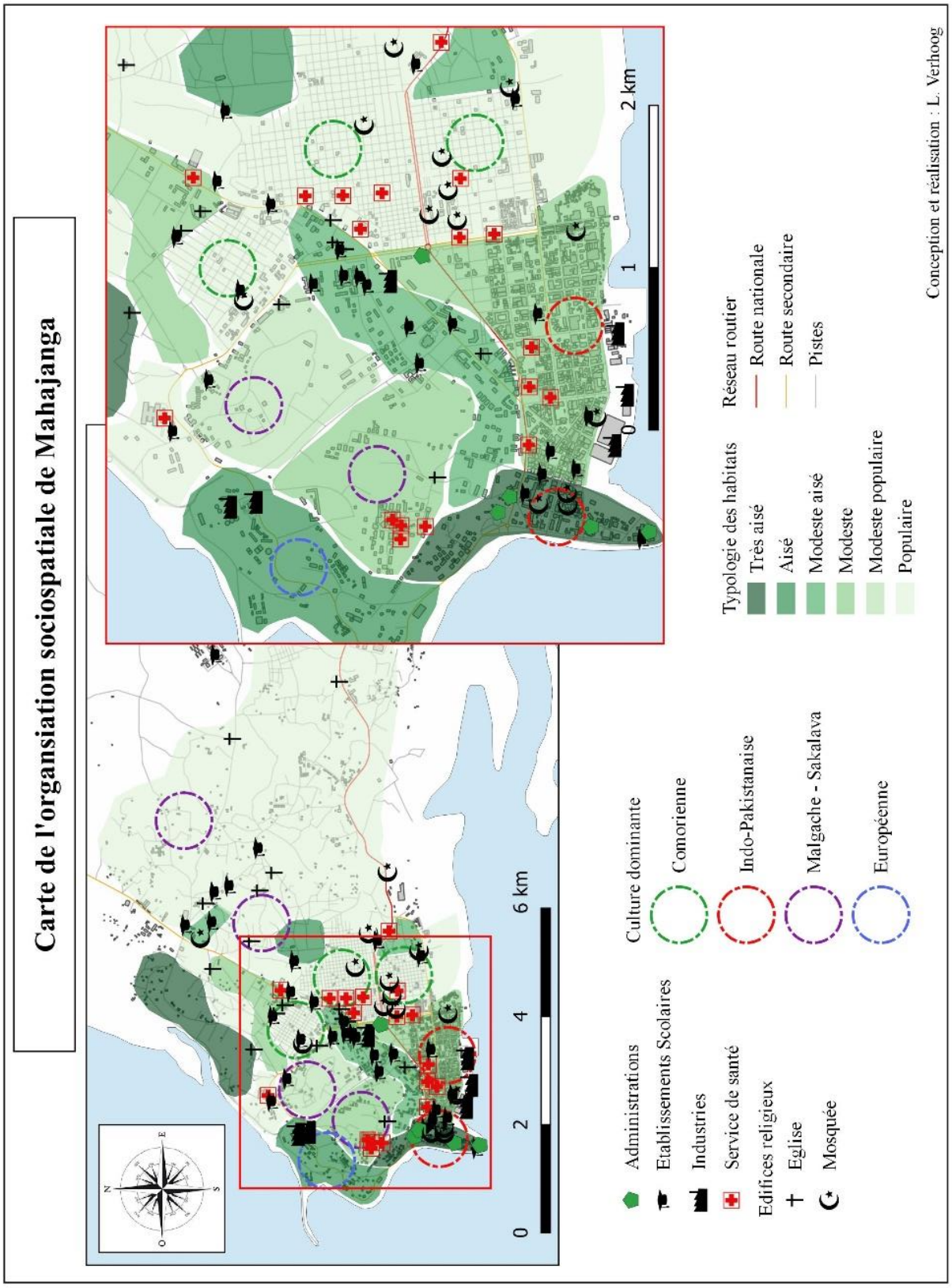


Figure 24 : Carte de l'organisation sociospatiale de Mahajanga

Ici, la zone étudiée ne s'étend pas jusqu'en zone des villages comme à Antsirabe[28]. Il nous est donc difficile de comparer l'ensemble des dynamiques sociospatiales des zones urbaines. Par conséquent nous nous concentrerons principalement sur la ville à proprement parler.

Le pouvoir décisionnel de cette dernière a constamment changé de localisation pour Mahajanga. D'abord aux mains des Sakalava dans le palais du Rova, puis aux Indo-pakistanais et au commerce maritime et enfin aux colons français. Aujourd'hui, ce pouvoir est éparpillé dans la ville, avec l'Hôtel de Ville se situant à l'arrivée de la RN 4, la maison du Préfet et les Ministères sur le front de mer de la Corniche, et les hôpitaux et les établissements scolaires concentrés autour de ces deux lieux polarisants. Pour exemple, l'Université ne se situe pas sur la carte, elle est excentrée à l'extérieur de la ville, sur une route très secondaire, finissant en impasse.

La corrélation entre culture et niveau social est très forte ici. La spatialisation des édifices religieux nous aide en effet à déterminer la culture d'un quartier. Les mosquées sont présentes dans les quartiers très riches ou très pauvres. Ils correspondent aux Indo-pakistanais pour les premiers, et aux Comoriens pour les seconds. Ces derniers ont été mis en marge de la société notamment lors d'émeutes anti-Comoriens dans les années 1990. Ils vivent dans les quartiers dernièrement aménagés, en forme de quadrillage.

Pour les Malgaches, la distinction entre Sakalava et autres communautés est délicate, sachant que seulement 12% de Sakalava vivent à Mahajanga. Nous nous sommes alors appuyés sur la pratique des festivals Sakalava pour notre étude[29].

Comme pour Antsirabe, un schéma de montée en généralités est maintenant proposé sur une organisation *culturello-économique* de l'espace urbain. Les quartiers aisés se situent avec les potentiels économiques et politique de la ville : littoral touristique, activités industrielles en lien avec le port, et lieu des pouvoirs décisionnels. Ces quartiers correspondent à l'hégémonie Indo-pakistanaise et européenne passée.

Ce pouvoir économique littoral n'a pas toujours été en place. A l'époque des royaumes, le Rova Sakalava dominait la ville. Le pouvoir décisionnel se trouvait donc au centre géométrique. Avec l'arrivée des arabes et les conquêtes Merina, ce pouvoir a changé de mains, se retrouvant lié à l'activité maritime de la ville. Une certaine polarisation Sakalava

[28] Suite à la logistique du terrain de Mahajanga.
[29] Deux festivals ont eu lieu pendant le travail de terrain : le *Sobaya* et le *Fitampoa be*.

reste néanmoins présente dans le paysage. Le quartier de Tsararano Ambany au Nord-Est de la ville est le lieu du festival *Fitampoa be*. Il concentre alors une certaine richesse historique, comme pour le quartier de l'ancien Rova. Enfin, les quartiers dernièrement aménagés, abritent les populations mis en marge, les Comoriens.

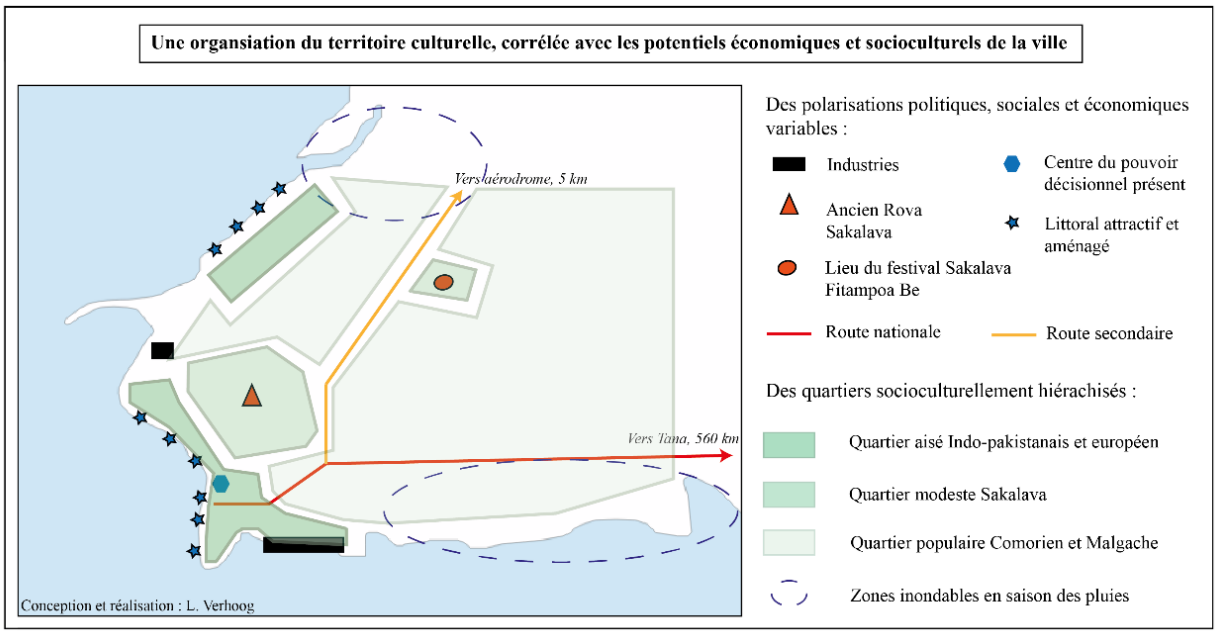


Figure 25 : Schéma d'interprétation de l'organisation territoriale de Mahajanga

Cette organisation de l'espace nous interroge alors sur la place de la culture dans la société d'aujourd'hui. En effet, même si les Comoriens et les Indo-pakistanais partagent certaines mosquées, le niveau social reste très différent. Que ce soit à Mahajanga ou à Antsirabe, la place et le rôle de la culture diffèrent alors selon les communautés.

Chapitre 6 : Quelle place de la culture dans la société malgache d'aujourd'hui ?

Le *Tromba* Sakalava ainsi que d'autres pratiques culturelles malgaches impliquent des règles et des principes strictes à appliquer pour les populations. La modernité, le renouveau et l'innovation, indispensables au développement, sont ainsi mis de côté afin de respecter ces principes et ces *fady*. Avec cet exemple, nous nous interrogeons sur la manière de concilier culture malgache et développement.

Un tournant a été pris lors de la colonisation afin de mettre en avant le statut social au détriment de la culture et l'appartenance communautaire. Cela a permis l'amorce d'un développement, mais l'ancrage culturel étant plus fort en campagne qu'en ville, le clivage de développement s'est accentué.

6.1. Le rôle de la culture dans l'organisation spatiale régionale

L'étude des dynamiques sociospatiales dans le chapitre précédent nous a montré des différences marquantes entre Antsirabe et Mahajanga. Maintenant que les raisons économiques et politiques dans la différence de développement des deux lieux ont été exposées nous allons faire entrer le facteur culturel. En reprenant les théories du clivage urbains/ruraux, de la résilience géographique, de la présence de particularismes identitaires et de la prédominance de la culture à la campagne nous pouvons nous pencher sur les causes culturelles de cette dichotomie.

a. La route comme séparateur socioculturel

Que ce soit à Antsirabe, à Mahajanga ou dans le reste du pays, la route est signe de richesse. Une typologie pourrait être intéressante à faire : le type de route nous renseignerait sur le niveau de richesse. Plus elle est large, goudronnée, lisse et bien entretenue, plus la fréquentation est importante et plus le commerce est florissant : cela équivaudrait à une certaine richesse. En revanche plus la route est étroite, non bitumée et inondée en saison des pluies, moins elle est capable d'accueillir un développement économique important : la

richesse est alors moindre.

En prenant cette idée, nous faisons une corrélation entre richesse en ville et pauvreté en campagne. Les axes routiers structurants relient les villes entre elles, et plus on s'en éloigne, plus la richesse disparaît. A l'échelle urbaine cette idée reste vérifiée. En effet, en précisant cette typologie pour chaque quartier nous nous apercevons que le type de route équivaut à un niveau social. La corrélation devient également culturelle à Mahajanga notamment, car nous avons vu précédemment que l'organisation culturelle de la ville reposait sur des critères sociaux. La route permet alors de passer d'un quartier à l'autre, et nous indique également le niveau social de ces derniers.

La route sert de moyen de transport mais elle sépare également deux parties de territoire. A Antsirabe elle sépare socialement les quartiers alors qu'à Mahajanga elle les sépare culturellement.

Les quartiers sont isolés les uns des autres. On ne peut pas parler de fragmentation urbaine, mais plutôt d'une séparation. Cette dernière est très marquée à Mahajanga où le quartier mahorais est organisé sous forme d'un quadrillage sur de petites parcelles, avec des chemins en terre et des bornes d'eau implantées sporadiquement. En comparaison, le quadrillage d'Antsirabe correspond aux quartiers très aisés et aisés, avec des routes larges, goudronnées et des accès privés à l'eau courante et l'électricité à l'intérieur des maisons.

Cette séparation est très visible sur le territoire, mais une vérification auprès de la population sous forme d'enquêtes et de questionnaires[30] aurait été nécessaire pour pouvoir confirmer pleinement cette idée.

Sans ces enquêtes nous pouvons simplement supposer la présence d'un type de route pour un type de quartier. Le conditionnement est alors très marqué, et les populations les plus pauvres doivent faire face à des obstacles plus importants que les populations aisées. Le culturel étant indissociable du social, les quartiers sont alors regroupés culturellement. Nous l'avons vu, ce phénomène est très flagrant dans le paysage à Mahajanga avec les quartiers comoriens, Sakalava, *vazaha* et indo-pakistanais. A Antsirabe cette rupture est moins visible cependant la séparation sociale mise en place à l'époque des royaumes est alors toujours

[30] Ce travail de terrain était prévu pour la deuxième année de Master, mais n'a pas pu être réalisé. Voir Avant-propos.

présente. Les Merina sont organisés selon des castes dont la trace apparaît encore aujourd'hui très nettement dans le paysage.

Ce constat d'organisation spatiale est alors à mettre en relation avec le clivage urbains/ruraux souvent abordé dans l'étude. En effet, l'importance moindre de la culture en ville va-t-elle avoir un impact sur la différence de développement entre les espaces ruraux et urbains ? Pour se faire nous allons comparer le rôle de la culture dans les espaces urbains Merina et Sakalava puis dans les espaces ruraux de ces mêmes communautés.

b. Une ville en mouvement, une campagne figée

La mise en relation de ce rôle va nous renseigner sur l'impact de la culture dans les sociétés Merina et Sakalava. Nous avons vu la différence de développement et de potentiel économique entre Mahajanga et Antsirabe. Maintenant voyons la différence du rôle de la culture dans ces deux villes, puis dans les campagnes autour.

La culture n'est pas prépondérante à Antsirabe. Aucun tombeau n'est présent dans la ville ou même à proximité, il faut aller dans les campagnes pour en rencontrer. A l'intérieur de la ville, seule la Stèle de l'Indépendance donne une marque culturelle au territoire. Aucun Rova ou tombeaux d'anciens rois, ni grottes sacrées ou autres. Les sites culturels de la région se situent à Betafo, à Ibity ou à Tsinjoarivo. Ces deux derniers lieux sont des villages ou lieux-dits. La culture dans le Vakinankaratra est beaucoup plus présente en campagne qu'en ville. On peut le voir par exemple par rapport au nombre et à la répartition des tombeaux et des églises. Ces dernières sont présentes en ville et en campagne alors que les tombeaux sont seulement en campagnes. La religion chrétienne est apparue avec la colonisation et a alors converti les populations aux croyances religieuses occidentales.

A Mahajanga les témoins culturels sont nombreux. Beaucoup de lieux sacrés se retrouvent dans la ville, ainsi que des architectures représentant différentes identités. Le quartier de Tsararano Ambany est le lieu du festival *Fitampoa be,* très important pour les Sakalava. La procession traverse toute la ville pour finir dans ce quartier, ancien *Doany* du roi du Boeny. Au centre de la ville, se situe le Rova, l'ancien palais royal. Plusieurs tombeaux ornent les intersections ainsi que des arbres sacrés. En campagne les *aires culturelles*

protégées[31] promouvant la tradition Sakalava sont nombreuses notamment vers le village Katsepy, lieu du festival *Sobaya*.

Sur cet exemple nous pouvons penser que les villes Merina présentent moins de caractéristiques culturelles comparées aux villes Sakalava. En revanche, pour les espaces ruraux des deux communautés, la culture est toujours très présente.

La culture a un rôle différent en campagne et en ville. La ville est un territoire organisé par l'Homme ; c'est un outil de développement. J.-M. Stébé et H. Marchal[32] la définisse comme étant le lieu de la diversité sociale et économique, d'échanges de biens et d'idées, et de hiérarchie du bâti et de lieux voués aux activités politiques et/ou religieuses.

Elle a également un rôle différent dans les villes Merina et les villes Sakalava ; ou du moins à Antsirabe et à Mahajanga. La culture régit l'occupation du territoire à Mahajanga. En effet l'essor de la ville dépendait de l'essor de la domination culturelle (Sakalava, indo-pakistanaise ou française). En revanche ce n'est pas le cas pour Antsirabe. Comme Mahajanga, cette ville a été construite par la colonisation mais elle a su faire une transition du culturel vers le social afin de lancer son développement. Tous les quartiers participent à l'activité économique et industrielle de la ville alors qu'à Mahajanga, l'ancien quartier indo-pakistanais du port est aujourd'hui désert d'habitants et d'activités. Le port continue son activité économique mais le quartier l'entourant est devenu désert. Nous allons creuser cette idée de la corrélation entre culture et économie dans le point suivant. En effet, nous pouvons maintenant nous demander si la diversité de Mahajanga n'influencerait-elle pas les activités économiques et la polarisation régionale de la ville.

c. Une organisation du territoire seulement identitaire et culturelle ?

Les capitales régionales malgaches se situent soit sur le littoral, soit dans les Hauts-Plateaux. Ce choix relève d'un positionnement stratégique de leur façade maritime ou bien de leur potentiel économique et politique. Cependant, des raisons également culturelles et identitaires sont à souligner. Par exemple, la position d'Antananarivo n'a pas toujours été incontestée. Le Général Gallieni propose Toamasina comme future capitale, de par sa fonction

[31] Ainsi nommées dans les dépliants touristiques trouvés sur place.
[32] Stébé ; Marchal, 2011. "Appréhender, penser et définir la ville" dans *La sociologie urbaine*.

économique et industrielle. Mais ce serait laisser Antananarivo, une ville très stratégique, aux mains des Merina (Prou, 1997). Craignant une hégémonie trop importante des Merina, les Français décident de garder Antananarivo comme capitale pour exercer leur pouvoir colonial. L'Imerina garde sa situation stratégique de domination nationale.

Aujourd'hui, même si l'on remarque une certaine uniformisation, la ville est le lieu d'innovation et de perdition dans certains cas (Stébé, Marchal, 2011). Il convient de préciser qu'elle n'est pas uniforme d'un quartier à un autre. C'est un mélange de zones dont chacune a ses particularités. Nous rappelons ici la notion d'*aire morale* afin de démontrer cette idée.

Contrairement à celle de Mahajanga, la dynamique sociospatiale d'Antsirabe a su favoriser le développement de sa région. Revenons sur l'étude culturelle et économique des différents quartiers des deux villes. Nous allons mettre en relation le facteur socioculturel avec l'activité économique.

A l'époque des royaumes le Rova était situé dans l'actuel centre de Mahajanga, sur une colline. C'était un quartier central dans l'organisation sociétale de l'époque. Ensuite, l'hégémonie de pouvoir est venue aux mains des Indo-pakistanais qui se sont installés à côté de l'actuel port. Le pouvoir politique et social de la ville a alors changé de quartier en même temps qu'il a changé de culture. L'activité maritime a régit l'essor de la ville jusqu'à l'arrivée de la colonisation française. Les colons ont choisi Toamasina comme port principal, ce qui a ralenti le développement économique de Mahajanga. Le quartier indo-pakistanais s'est alors vidé petit à petit pour laisser place à la construction de nouveaux quartiers selon un plan en damier très strict. Les Vazahas et les Comoriens et Mahorais s'y sont installés par la suite.

Aujourd'hui les quartiers historiques du Rova et du commerce arabe n'ont plus un rôle dans l'organisation de la ville. Ils sont mis à la marge de la ville même s'ils y occupent le centre géométrique.

A Antsirabe la centralité n'a pas bougé depuis la construction de la ville. La gare, l'Hôtel des Termes et l'Avenue de l'Indépendance sont toujours au centre géométrique et géographique de la ville. Même si la gare n'est plus en activité et que les centres industriels se sont délocalisés à l'extérieur de la ville, ce quartier garde son rôle central de par la polarisation de ses activités économiques.

L'extension de la ville s'est faite du centre vers l'extérieur, tout en gardant l'attractivité de son centre. A Mahajanga, elle s'est faite par délocalisation des activités d'un quartier à l'autre selon le pouvoir culturel en place. Le quartier pauvre du Rova est un témoin

que l'ancien royaume Sakalava n'a plus grande prospérité aujourd'hui dans l'organisation urbaine de la ville. Il en est de même pour le commerce arabe. En revanche à Antsirabe, le pouvoir est toujours aux mains des anciens nobles Merina. Cette organisation sociale a permis le développement économique de la ville, contrairement à Mahajanga.

Les explications de cette organisation du territoire sont alors multiples. Elles relèvent d'un caractère politique, économique, social et culturel. C'est ce dernier point qui nous intéresse. Les choix coloniaux se sont basés sur la politique du *« Diviser pour mieux régner »*[33]. Ils se sont donc appuyés sur le clivage culturel déjà présent entre les communautés socioculturelles et plus précisément entre les Merina et les côtiers[34] pour assoir la domination française. Le déterminant culturel a également été décisif dans le développement de Mahajanga car l'échange de pouvoir entre les Sakalava, les Indo-pakistanais, les Français au cours des siècles n'a pas permis à la ville de se concentrer sur un développement économique constant.

6.2 Le rôle de la culture dans le fonctionnement social régional

La vision et la place de la culture seraient alors différentes aujourd'hui dans le Boeny et dans le Vakinankaratra ; cette dernière région a su amorcer le changement du culturel vers le social qui a permis le développement de la région. Cette hypothèse découle des démonstrations et recherches précédentes, elle arrive en conclusion mais quelques points restent encore à démontrer. Nous allons alors reprendre les théories qui vont nous permettre de répondre précisément à cette hypothèse. Dans un premier temps nous reviendrons sur l'impact de la colonisation dans le rôle de la culture malgache dans la société. Puis nous aborderons la question de la résilience culturelle des régions. Nous finirons par l'impact des interdits culturels dans le fonctionnement sociétal des deux régions.

[33] Politique coloniale du Général Galliéni.
[34] Dont les Sakalava mais pas seulement.

a. Culture malgache et colonisation française : une conciliation difficile

La question qui se pose maintenant est de savoir comment la colonisation française a changé le rôle de la culture dans la société malgache, et si ce changement a été le même pour les régions d'Antsirabe et de Mahajanga. La colonisation a en effet grandement impacté le rôle de la culture malgache dans le fonctionnement social mais ses impacts diffèrent selon les régions.

La colonisation a apporté, entre autres, des technologies, des ressources, des aménagements, des politiques et une économie monétaire[35]. Prenons pour exemple le chemin de fer. La seule liaison du pays reliait Manakara à Toamasina en passant par Antsirabe et Antananarivo. Même si aujourd'hui la portion entre Fianarantsoa et Antananarivo n'est plus en service, la ligne d'autrefois a permis d'amorcer un développement économique certain. Le choix du tracé ferroviaire n'a pas été anodin, il rejoint les emplacements stratégiques des villes qu'il traverse ainsi que les ressources économiques des régions (agriculture, minerais…). Cependant, ces choix coloniaux ont fini de creuser le fossé qui sépare la région centrale des régions côtières. Où se situe le facteur culturel là-dedans ? Les colons ont-ils pressenti une prédisposition au développement de la part des Merina ? Comment la culture Merina a-t-elle évolué avec la colonisation ?

Nous avons démontré séparément qu'Antsirabe est, comparée à Mahajanga, la ville la plus développée, la plus colonisé et la moins culturelle. Cela interpelle : le fait qu'Antsirabe soit moins prononcée culturellement est-elle la raison pour laquelle elle est plus développée ? Il serait néanmoins trop rapide d'affirmer que ces trois idées sont corrélées. En effet nous avons également vu que le positionnement géographique avantageux d'Antsirabe a eu un rôle prépondérant dans l'essor économique et politique de la ville et de la région. Seulement, nous pouvons nous demander si la place moindre de la culture sur un territoire, urbain ou rural, est-elle une prédisposition au développement ?

Le glissement du rôle capital de la culture vers celui du social dans la région des Hauts-Plateaux s'est fait en raison de la colonisation. En effet dans les années cinquante, les lieux de *Kabary* royaux des Merina deviennent les lieux de l'Indépendance. Les Merina ont

[35] Nous parlons ici des facteurs liés au développement du pays.

donc eu un rôle central dans le transfert du pouvoir colonial vers le pouvoir national. *« Il existe un jeu de la mémoire et de l'oubli, tributaire de la succession des régimes politiques depuis la fondation de cet Etat »* (Rouveyran, 1978). La lente construction du sentiment d'appartenance nationale s'est toujours faite par les Merina, dans la région de l'Imerina. La société Merina s'est très rapidement transformée en adoptant les codes de la société européenne pendant la colonisation.

En comparaison, la colonisation a eu un impact très différent sur la région Ouest. En effet l'économie monétaire est venue bouleversée celle déjà en place. Les Sakalava étant un peuple d'éleveurs, l'achat de terres dans la région par des riches métayers est venu introduire l'agriculture. Cela a engendré de grandes migrations des peuples du Sud, notamment les Antesaka et les Antandroy qui ont pu eux, cultiver le riz, les grains et les arachides (Battistini, Hoerner, 1986). Les Sakalava n'étant pas des cultivateurs, ont cédé leurs terres à ces peuples s'éloignant alors de l'intégration dans l'économie nationale.

Dans les Hautes-Terres, les structures sociales n'ont pas été bouleversées, elles continuent de tendre vers le clivage social déjà en place. L'économie monétaire a ainsi renforcé les inégalités sociales déjà en place. Sur les huit villes ayant un nombre d'habitants supérieur à 100 000, trois se situent sur les Hauts-Plateaux. Cela représente un quart de la population urbaine en 1975 qui est regroupée en Imerina (Battistini, Hoerner, 1986).

« La colonisation a plaqué des structures sociales capitalistes, qui, il est vrai, ont trouvé un terrain favorable, voire préparé, mais elle n'a pas pu provoquer la révolution agricole qui caractérise les sociétés modernes » (Battistini, Hoerner, 1986). Les structures sociales dans les Hautes-Terres n'ont pas fondamentalement changé comparées à celles de la région Ouest. Nous pouvons ainsi avancer l'idée que les Merina aurait été plus prédisposé que les Sakalava à recevoir le développement amené par la colonisation.

Une comparaison intéressante à mener serait d'imaginer les conséquences d'une colonisation anglaise ou portugaise ou autre que française sur le territoire malgache. N'étant pas primordial dans notre démonstration nous ne nous pencherons pas dessus, en revanche cela permettra d'isoler réellement l'impact de la colonisation sur les territoires malgaches.

b. Une résilience culturelle différente selon les régions

Rappelons dans un premier temps la définition de la résilience : *« la capacité d'absorber un choc et par transposition la capacité d'un espace à résister à une évolution »* (Lévy ; Lussault, 2013). Selon eux, la résilience est acquise par une auto-organisation des systèmes pour les rendre autonomes. Ils la définissent géographiquement comme la résistance des structures spatiales. En corrélant cette idée avec l'impact de la colonisation abordé précédemment, nous pourrions penser que la région des Hauts-Plateaux a su faire face à ce *choc* politique.

Le développement des potentiels économiques des régions par la colonisation n'a en effet pas été la seule explication à la différence de développement à l'intérieur du pays. La population des Hauts-Plateaux aurait sans doute été plus apte à recevoir ce développement …

Un témoin social de cette différence de résilience est la monnaie. En effet, en 2003 l'Ariary remplace le FMG (le Franc malgache[36]) mis en place à l'Indépendance. Quinze ans après le FMG est toujours présent dans la vie quotidienne ; seulement, en différentes proportions. A Antananarivo et Antsirabe l'utilisation du FMG n'est pas flagrante, quand les prix sont affichés ils le sont en Ariary, et les négociations se font également dans cette monnaie. Au contraire, à Mahajanga la population utilise encore fréquemment l'ancienne devise. Les prix sont affichés en FMG et la population négocie et comptent encore également en FMG, ce qui peut être très confusant pour les visiteurs étrangers.

La population urbaine des Hautes-Terres n'a eu aucun mal à faire face à ce changement de devise, contrairement à celle de Mahajanga. Dans les campagnes des deux régions le passage des FMG en Ariary s'opèrent encore petit à petit. Cette différence d'adaptation entre les populations centrales et côtières montre bien un clivage de résilience culturelle aux enjeux sociétaux.

D'autres exemples pourraient également venir soutenir cette idée : les migrations ou les corruptions jouent un rôle dans le conditionnement socioculturel des populations. Le changement radical des structures sociales dans la région du Boeny a été en majeure partie engendré par les migrations. Les campagnes se vident petit à petit et les populations doivent adapter leurs activités agricoles en fonction de leur lieu de vie ; les Sakalava qui deviennent

[36] 1 Ar = 5 FMG, et 1 € = 4 100 Ar.

riziculteurs par exemple.

Les corruptions renforcent également ce clivage en conditionnant d'avantage les populations. La présence de la corruption avantage les plus riches et délaissent les plus pauvres. Elle permet également de soudoyer les populations les moins averties lors d'élection présidentielle ou de grèves générales.

Le pays se développe alors avec des nouvelles infrastructures, l'arrivée de technologies de services, mais ils ne sont pas accessibles à l'ensemble de la population. Les 80 % de ruraux ne prennent pas l'avion, n'utilisent pas les services et les commerces novateurs, mais vivent de leur agriculture de subsistance.

Les populations seraient alors conditionnées de par leur appartenance culturelle et leur statut social. Et ce conditionnement varierait selon les régions. Le clivage élite/ruraux et ville/campagne a nettement participé à cette différence de conditionnement. L'appartenance culturelle et les particularismes identitaires ont alors eu un impact sur le développement personnel des populations. Nous allons revenir plus en détails sur ces particularismes communautaires afin de mettre l'accent sur ce qui pourrait ralentir le développement régional.

c. Des interdits culturels en contradiction avec le développement

Cette idée sera développée ici en se focalisant sur les milieux ruraux. Nous l'avons vu, la culture a en effet une place prépondérante dans les campagnes et moindre en ville. La communauté a une place primordiale dans l'organisation sociale. L'important est à l'appartenance qui représente l'identification nécessaire à la société traditionnelle. Les agissements de la population sont dictés par le groupe, notamment par les fady et les consensus, propres à la société malgache. Il est alors difficile de trouver un esprit critique et des solutions unanimes aux problèmes sociétaux : *« La solution* 'consensuelle et inclusive' *tant recherchée ne pouvait qu'échouer, face à des divergences irréductibles »* (Urfer, 2018). Cet exemple d'échec d'orientations politiques nous montre les retards accumulés du pays dans le processus de développement (Urfer, 2018).

Les règles d'agissements sont dictées par plusieurs concepts déjà abordés : le *Tsiny*, le *Tody*, le *Hasina*, et le *Tromba* chez les Sakalava. Ils priment sur toute pensée individuelle ou

ordre politique.

Le Tsiny est le blâme qui arrive aux populations qui ne respectent pas ces règles. S. Urfer analyse ses conséquences comme suit : *« Même s'il n'en comprend pas les raisons, chacun est tenu de l'accepter passivement, renonçant à son libre arbitre et à l'autonomie de sa pensée. Et pour l'éviter, la seule parade consiste à rester à sa place : ainsi, chacun s'approprie son sort, puisque ce qui lui arrive est de sa faute »* (Urfer, 2018). Cela va premièrement à l'encontre du développement mais également à l'encontre d'une forme de résilience. Les cérémonies et les grandes décisions pour la communauté se font donc en accord avec les ancêtres et ces idéologies identitaires. La priorité n'est pas au développement économique mais au respect de la tradition ancestrale.

Les principes traditionnels et identitaires Sakalava sont très rigoureusement orientés sur le culte de la possession (*Tromba*) et le *Zanahary*, le respect des ancêtres. L'identité Sakalava suit des principes précis, au nombre de dix. Les deux qui nous retiendront ici sont la peur des représailles si ces règles ne sont pas respectées (malheurs, maladies) et le respect des anciens et des personnes âgées qui opèrent la transmission de ces principes.

La culture prime encore sur la volonté de développement dans les milieux ruraux et à Mahajanga. Les populations de ces territoires ne sont pas prêtes à remettre en cause les principes identitaires et traditionnels de leur vie quotidienne. Dans les Hautes-Terres ce changement s'est effectué avec la colonisation et a continué après l'Indépendance.

En ville, ces fondements sont de moins en moins appliqués en raison du système individuel et monétaire que la mondialisation met petit à petit en place. Les populations urbaines et élitaires gardent de leur appartenance communautaire selon les rituels et les pratiques identitaires, mais ne conservent pas leurs idéologies et pensées profondes. Ce constat est d'autant plus marqué dans les Hautes-Terres où le développement et par conséquent la mondialisation priment. A Mahajanga l'arrivée tardive des conséquences de cette conjoncture implique que les idéologies Sakalava sont encore présentes – en exemple le festival du *Fitampoa be* – au même titre que les cérémonies.

6.3 Le rôle de la culture dans le développement inégal des régions

Dans le chapitre 4 nous avons mis en exergue certaines particularités culturelles et identitaires des Merina et des Sakalava. En reprenant le clivage démontré entre Antananarivo et le reste du pays, puis la mise en marge de la société des ruraux, la place différente de la culture selon la communauté et enfin le rôle de développement de la ville, nous allons chercher à mettre en corrélation le rôle de la culture dans le développement inégal des régions à Madagascar. Tout comme le début de cette étude, les exemples choisis sont seulement sur deux régions. Nous conclurons sur ces régions du Boeny et du Vakinankaratra avant de remonter en généralités sur le pays.

Le communautarisme sera mis en exergue dans cette sous-partie en même temps que son rôle dans le développement. Si on reprend la définition vue en introduction d'une communauté comme étant un *« groupe non choisi auquel l'individu délègue de manière automatique, globale et irréversible sa compétence et son action stratégique »* (Lévy ; Lussault, 2013), nous avons bien là une idée de conditionnement fort. Ce dernier impact de cette forme culturelle reste encore à démontrer.

Ce dernier sous-chapitre aura ainsi pour objectif d'isoler les rôles de la culture malgache sur le développement selon les régions.

a. La répartition géographique des rôles régionaux de la culture

La place et le rôle de la culture varient selon les régions. A l'intérieur de ce clivage régional, la rupture socioculturelle forte entre les villes et les campagnes vient complexifier ce schéma. La tradition Sakalava suit beaucoup de règles qui régissent la pensée, les croyances et les faits et gestes (*fady*, *Tromba*, idéologies…). Dans la tradition Merina, la pensée culturelle se traduit principalement par le culte des ancêtres, sans croyance d'une puissance supérieure qui régit le bien et le mal. Nous allons nous intéresser à la répartition géographique de cette différence culturelle. Quatre niveaux de lecture seront ainsi utilisés : les campagnes Sakalava et Merina ainsi que les villes de ces deux mêmes communautés.

Deux idées sont à retenir ici. La première étant les différences des fondements dans les principes Sakalava et Merina, et la deuxième est la différence d'ancrage de ces principes. C'est la spatialisation de ces différences qui va nous intéresser.

Mahajanga est plus diversifiée culturellement parlant qu'Antsirabe. L'organisation de l'espace urbain en est la preuve flagrante. L'orientation semi-cosmopolite de la ville ne permet pas de mettre en avant les potentiels culturels. En effet, la ville garde les traces des passages des Indo-pakistanais, des Arabes, des Français et des Sakalava, mais n'a pas fait la transition nécessaire pour garder l'influence de ces cultures dans l'essor de la ville : le quartier indo-pakistanais qui était historiquement au centre du commerce maritime n'a aujourd'hui plus d'économie et est devenu un quartier vide d'activités.

La ville d'Antsirabe a transféré son rôle culturel à l'extérieur de la ville. Les tombeaux ne sont construits qu'à la campagne, pour laisser le *Famadihana* à la terre et non au bitume de la ville. Cette dernière a un rôle économique, politique et social.

Concernant les campagnes, la comparaison Merina et Sakalava est plus délicate. En effet nous pouvons nous appuyer sur le nombre de tombeaux beaucoup plus importants dans la campagne d'Antsirabe que dans celle de Mahajanga, mais cela ne suffit pas. Il faut rappeler la place prépondérante du *Famadihana* chez les Merina, qui est moindre chez les Sakalava. Ces derniers ont plus de cérémonies, de festivals, de croyances qui rythment leur vie quotidienne. Ils ont également moins de témoins de la religion chrétienne. Dans la zone étudiée du Vakinankaratra il y a plus d'églises que d'écoles, tous niveaux confondus. Cette différence de rôle de la culture dans les Hauts-Plateaux pourrait alors venir d'une conversion plus importante de la population à la religion chrétienne.

Une corrélation est également à faire avec le recul général des pratiques culturelles. Cette idée est vérifiée dans le Vakinankaratra, mais pas dans le Boeny. La place de la culture sur le territoire malgache, même si exposée ici, est en constante évolution. Le communautarisme était réparti sur l'ensemble du territoire à l'époque des royaumes. Il régissait l'organisation sociétale selon les communautés socioculturelles. Aujourd'hui, ce phénomène a évolué différemment selon les communautés et selon le milieu urbain ou rural.

Pour prendre une échelle de gradient nous pouvons dire que les zones étudiées les plus communautaires sont les campagnes Sakalava et la ville de Mahajanga, vient ensuite les campagnes Merina puis en dernier, la ville d'Antsirabe, la moins régie par la culture. Maintenant que nous avons cette répartition géographique avec nous, nous allons étudier son impact sur le non-développement.

b. Le communautarisme comme enjeu de développement ?

Selon J. Lévy et M. Lussault, la communauté peut être catégorisée en cinq grands principes. Elle peut être biologique (de la famille, ou de la culture), territoriale, religieuse, économique ou étatique (Lévy ; Lussault, 2013). A Madagascar on retrouve ces cinq principes sur le territoire. Le communautarisme est alors très fort.

« La nation devient alors la communauté à principe étatique. L'Etat se présente à certains égards comme le tombeau des allégeances anciennes mais devient alors le créateur de l'appartenance communautaire la plus puissante et la plus radicale, celle pour laquelle le plus d'individus ont donné volontairement leur vie » (Lévy, Lussault, 2013). Ils interrogent sur le débat de la place que doit avoir la communauté dans l'organisation de la société. En effet, la présence de plusieurs communautés au sein d'une même nation se doit d'être en cohésion au niveau étatique, sinon les particularismes auraient tendance à dépasser le pouvoir politique.

En campagne le système rural reste basé sur des valeurs traditionnelles. En ville, la société monétaire et individualisée gagne petit à petit l'ensemble des quartiers. Rappelons le diction malgache *Ny vola no maha rangahy* (c'est l'argent qui fait l'homme)[37] qui traduit bien cette idée. Nous allons donc nous interroger sur cette évolution du système malgache : le communautarisme rural malgache serait-il un frein dans le développement ? Cette question découle des clivages mis en exergue tout au long de notre démonstration.

En ville, la place est à l'individualisme même si le communautarisme reste présent mais sous une forme différente de celui des campagnes.

La vie en communauté reste très importante dans les campagnes. Les fondements du *Tsiny* sont dans le respect de cette société, et cette dernière est basée sur une hiérarchie très importante où chacun à sa place. Le non-respect de cette hiérarchie serait prendre le risque de recevoir le *Tody* (le blâme) des ancêtres. L'ancrage de cette pensée dans le système sociétal rural ne permet pas d'amorcer la transition vers un système monétaire indispensable au développement. En effet, remettre en cause ces principes et cette hiérarchie voudrait dire de remettre en cause tous les fondements culturels et identitaires.

[37] Qui a remplacé l'ancien proverbe : *Ny fanahy no maha olona* (c'est l'esprit qui fait l'homme).

Le communautarisme intègre tous les éléments présents à l'intérieur de la communauté. Mais il entraîne l'exclusion, entière ou partielle, de sa population dans un schéma national. A Madagascar ce communautarisme est avant tout régional. Chez les Sakalava il s'opère même à l'échelle du clan : ils regroupent par exemple leurs troupeaux de zébus selon leurs clans (Battistini ; Hoerner, 1986). Chez les Merina il n'est pas question de clans. Les frontières sont alors plus larges et englobent plus de potentiels pour la communauté. Mais cette notion est également différente selon les groupes socioculturels. Nous l'avons vu, la culture n'occupe pas la même place dans la société chez les Merina ou chez les Sakalava.

L'impact sur le développement va alors être important car le communautarisme implique un certain conditionnement social des populations. Il est en effet mal perçu chez les Sakalava notamment de s'émanciper socialement de la communauté au profit d'ambitions personnelles.

En parlant de clans précédemment nous voyons bien que le découpage hiérarchique diffère chez les Sakalava de chez les Merina. La mondialisation aura tendance à rendre les frontières de plus en plus poreuses (commerce, échanges, flux) tandis que le communautarisme aurait l'effet inverse. Double impact alors chez les Sakalava.

Le constat est bien réel : la région la moins impactée par les pratiques culturelles est la plus développée. L'inverse est également vrai. Mais ce constat n'est pas réellement corrélé de cette façon si linéairement. La culture n'est pas la seule à impacter sur le développement inégal des régions. Avant de conclure sur le rôle de la culture malgache dans le développement inégal régional, il nous reste à répondre à la question fondamentale de la prédisposition de la culture malgache au développement. En effet, toutes ces idéologies et pensées identitaires peuvent-elles accueillir le développement humain ?

c. La culture malgache est-elle réellement compatible avec le développement ?

La question plus judicieuse à se poser serait plutôt : la culture malgache est-elle compatible au développement de la même manière sur l'ensemble du territoire ? En effet, toute notre étude est basée sur les disparités régionales. Nous avons vu l'impact et le rôle différents de la culture selon les aires socioculturelles, ainsi nous nous devons de rester

prudents sur nos conclusions. De plus, la culture malgache, qui est en constante évolution sur le territoire, est faite de différents particularismes identitaires et culturels. Ces derniers conditionnent de manière différente les populations. Le développement n'est alors pas reçu de la même manière selon les groupes socioculturels.

Les *fady* qui régissent l'ensemble du territoire malgache ont plusieurs échelles de lecture. Ils peuvent être individuels, collectifs, communautaires ou claniques (Poirier, 1978). On note alors ici une première inégalité de répartition de ces interdits. Ces *fady* ont d'importantes conséquences économiques et humaines. Prenons notamment en exemple le refus de certaines populations du Sud de cultiver et manger du riz alors que la famine sévissait dans ces espaces. De plus, certains lieux ou jours *fady* constituent un handicap au redressement économique des régions. En effet certaines parcelles de terre ne sont ni cultivées ni utilisées car elles sont considérées comme *fady*, il y est donc interdit d'y pénétrer.

Les particularismes culturels sont basés sur les milieux naturels et les modes de vie des populations. Les Sakalava et les Bara sont éleveurs, les Merina sont riziculteurs, et leurs cérémonies culturels dépendent de cette activité économique. Or, la colonisation a apporté en Imerina une certaine technologie nécessaire au développement de la région. Un changement brutal s'est alors opéré dans les structures sociétales, et la culture du riz, même si encore très importante dans l'organisation sociale des populations rurales s'est vu projetée au second plan, derrière la croissance économique des villes régionales. Ce changement ne s'est pas opéré de la même manière sur les côtes, car les populations ont gardé leur activité économique comme définition de leur identité.

La colonisation a donc eu un impact très fort sur le développement inégal des régions. Elle a fait changer brutalement l'identité urbaine et ses repères. Cette évolution n'a pas été naturelle ni souhaitée mais imposée. Les populations n'étaient pas toutes prêtes à amorcer ce tournant identitaire. La prédisposition culturelle des Hautes-Terres a fini de creuser ce clivage de développement, et la faible résilience culturelle des populations côtières n'a pas su pallier cette différence. Nous nous en tiendrons seulement à ce constat : la région la plus développée du pays a également été la plus colonisée[38].

Le rôle des élites dans le développement des territoires n'est pas contestable. On

[38] Ce constat mériterait une étude plus poussée afin de montrer si la corrélation entre niveau de développement et degré de colonisation est bien vérifiée. Ici, il s'agit juste d'un constat.

remarque également que ce sont eux en premier qui se sont détachés des réelles croyances culturelles. Ce détachement a été primordial pour le développement des territoires. Bien qu'ils pratiquent encore les rituels et cérémonies culturels, la place de la culture dans leur vie quotidienne n'est plus centrale, comme l'est toujours dans les populations rurales. En effet, il y a eu une évolution entre pensée culturelle et pratique culturelle. Chez les élites, la pratique culturelle (rites funéraires, circoncision, mariages) est encore présente, mais ni la pensée ni l'idéologie (*Tromba*, *Tsiny*, *Tody*) ne régissent l'organisation sociétale.

Le système communautariste des populations rurales n'est pas compatible avec le développement car cela impliquerait de remettre en cause les principes fondamentaux de la culture pour se développer.

Certains particularismes identitaires ne sont donc pas compatibles avec le développement national amorcé. Or le rôle de la culture évolue sur le territoire. Les tendances à venir seraient alors positives pour le développement de Mahajanga et des Hautes-Terres, en revanche celui des campagnes Sakalava serait plus incertain. Les enjeux spécifiques de développement de ce milieu rural n'est pas compatible avec la pensée Sakalava. La culture est encore trop ancrée dans l'organisation sociétale pour pouvoir amorcer ce développement.

Conclusion 2 : Quel rôle de la culture malgache dans le développement inégal des régions ?

A Madagascar, la culture implique une rupture dans la propagation de la politique et la modernité qui renforce encore d'avantage le clivage ville/campagne. La culture n'est pas la seule responsable, d'autres facteurs comme l'enclavement, les difficultés d'accès, une économie moindre en campagne et une politique de développement centrée sur Antananarivo ont accéléré ce phénomène. En revanche, ce clivage culturel historique n'a pas pu être comblé comme ça a été le cas dans la plupart des exemples de développement occidentaux. Le clivage se renforce en raison des politiques mises en place, mais la genèse historique reste culturelle. Aujourd'hui, l'innovation et la pensée propre à l'individu ont du mal à se trouver une place stable et affirmée à Madagascar.

Avec notre étude de terrain à Antsirabe et à Mahajanga nous avons pu dégager une différence dans les dynamiques sociospatiales des deux villes. La première étant organisée d'abord socialement alors que la deuxième garde encore les influences culturelles historiques du peuplement de la ville. La part de responsabilité de la culture là-dedans se trouve dans des raisons historiques. Comme nous l'avons vu, autrefois, la culture était au centre de l'organisation des sociétés malgaches. Avec la conquête des territoires par le roi Andrianampoinimerina et l'unification des royaumes, les sociétés se sont uniformisées pour n'en former plus qu'une : la société malgache. La culture a alors été mise au second plan, notamment à l'époque coloniale, pour se concentrer sur un développement politique et économique. Cependant une différence dans l'orientation politique des deux villes est à noter. Et comme chaque ville polarise au minimum sa région, notre hypothèse que la culture influe sur l'organisation sociospatiale des régions peut alors se confirmer.

Chez les Antemoro, une tradition très respectée est que lors d'un mariage, le futur marié ne pourra jamais choisir une femme de rang supérieur au sien. Cela conditionne ainsi les populations à un niveau social préétabli. Aucune résilience n'est alors possible car remettre en cause cette tradition voudrait dire de remettre en cause l'ensemble des idéologies Antemoro. Cette idée est également vérifiée chez les Sakalava, comme nous l'avons plus longuement étudié, notamment avec les pratiques du *Tromba*. Ce constat vient alors confirmer notre hypothèse sous-jacente que les particularismes identitaires et culturels malgaches influent sur le développement différemment selon les *faritra*. Ensuite, en spatialisant cette

réalité nous pourrons conclure sur l'hypothèse de cette partie.

L'individu est une notion primordiale dans le développement or dans les campagnes malgaches il n'existe pas, c'est la communauté qui prime. Cette tendance évolue petit à petit en ville, où l'impact de la mondialisation est plus important qu'en milieu rural. La communauté socioculturelle d'appartenance vient se placer au second plan dans la hiérarchie de l'organisation sociale, alors qu'en campagne elle est toujours au centre. Cela va ainsi renforcer les clivages de développement entre les villes et les campagnes. L'étude des dynamiques sociospatiales d'Antsirabe et de Mahajanga nous a montré que la culture influence l'organisation spatiale. En effet de par son importance historique, elle a gardé un rôle primordial, même si aujourd'hui ce dernier tend à passer au second plan de la hiérarchisation sociétale.

En campagne, la culture occupe une place très importance dans l'organisation sociétale. En effet, chez les Sakalava, en période de crise politique on remarque une manifestation très importante du *Tromba*. Ces populations s'en remettent aux Dieux et aux ancêtres lors des enjeux politiques majeurs (élection présidentielle par exemple). Cette pratique pourrait s'apparenter à de l'anti-modernité. Cela bloque la situation et empêche le développement de la région. Constat fait à Mahajanga, le *Tromba* est également présent dans la ville. Cela marque une importante différente entre Mahajanga et Antsirabe. Au vu de la différence de développement des villes nous pourrions faire rapidement une corrélation pour affirmer notre hypothèse. Nous nous devons néanmoins de rester prudents car la notion de culture est à manier avec précaution, n'étant pas le seul facteur de développement inégal des régions. En effet, même si nous pouvons conclure que la culture influe sur le développement différemment selon les régions, précisons bien que cela a été vérifié dans le Boeny et dans le Vakinankaratra, et qu'au vu des particularismes des autres communautés nous ne pouvons que supposer que cette hypothèse est vérifiée sur l'ensemble du territoire malgache. Il resterait néanmoins à faire la même étude de terrain avec en plus un travail d'enquêtes afin de valider entièrement l'idée.

CONCLUSION GENERALE

Avec la conjoncture actuelle de la mondialisation de nouveaux particularismes culturels apparaissent (mixité, métissage) et d'autres disparaissent (abandon de la tradition, normalisation, pauvreté). En effet la mondialisation ne se limite plus à un simple aspect économique : *« La civilisation de cette fin du XX^{ème} siècle* […] *est dominée par la mondialisation, qui envahit maintenant tous les aspects de la vie humaine : les modes de pensée, de vie, le politique, l'éthique, l'art »*. (J. Rambeloson[39]). L'évolution du nombre de particularismes identitaires et culturels est alors impactée par un spectre d'éléments beaucoup large.

La culture est la perception commune du Monde. Or la mondialisation tend vers l'uniformisation de cette perception. Le développement étant intrinsèquement lié à la mondialisation, cela voudrait donc dire qu'il implique de renoncer à sa culture pour s'opérer. Mais nuançons ce propos. *« La culture se ressent, mais ne se mesure pas »* (Finkielkraut, 1987). La définition est alors différente pour chaque société. Elle dépend de la pensée culturelle de chaque population. Cela nous amène à la distinction primordiale entre les pratiques culturelles et les idéologies. En effet, les deux peuvent être appliquées indépendamment. Les sociétés communautaristes ont en revanche tendance à toujours appliquer les deux en même temps, alors que dans les sociétés occidentales, les idéologies culturelles ne régissent plus la vie sociétale, pour autant les populations peuvent garder leurs pratiques.

Le développement humain a été très largement entraîné par la mondialisation. Cette dernière a fait apparaître une nouvelle notion qu'est l'identité individuelle. Elle a largement participé au développement des sociétés contemporaines. Si l'on revient sur la théorie de W.W. Rostow et du *parcours obligé* par lequel toute société doit passer pour avoir une évolution économique et un développement, nous ferons simplement le constat que toutes les sociétés ne partent pas du même point. En effet, les nombreuses spécificités sociétales à prendre en compte varient selon les échelles de lecture. Un unique modèle de développement, quel qu'il soit, n'est donc pas applicable à chaque société.

[39] Dans un colloque intitulé *L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21ème siècle*.

Pour le cas de Madagascar nous avons démontré d'une part que la culture n'est qu'une, que les particularismes identitaires et culturels viennent d'un apport africain et arabe principalement sur un socle commun austronésien, et d'autre part qu'un clivage de développement était présent entre la région d'Antananarivo et le reste du pays. De plus ce clivage est également présent à l'intérieur de chaque région entre la capitale régionale et l'espace rural restant.

A la campagne, on remarque moins de diversité sociale ou culturelle qu'en ville. Pour preuve rappelons que notre étude de cas montre des dynamiques sociospatiales très diversifiées à Antsirabe et à Mahajanga. La pensée culturelle (*Olombelona*, *Fihavanana*, *Tsiny*, par exemple) de chaque communauté est alors plus uniformisée sur le territoire. Cependant la politique conquit peu à peu la culture en ville, qui a alors tendance à être mise au second plan. Bien que les pratiques soient encore présentes, les pensées culturelles s'effacent au profit de l'identité individuelle. Dans les espaces ruraux, ce n'est pas encore le cas, et le renforcement du clivage ville/campagne ne tend pas à l'inversement de ce processus.

Les fondements et idéologies culturels malgaches ne sont pas compatibles avec le développement car ils régissent encore les faits, gestes et pensées des populations. Il y a par conséquent une nécessité de faire passer ces idéologies au second voir troisième plan pour pouvoir développer le territoire. Les communautés ont encore trop d'importance dans l'organisation sociétale à Madagascar pour pouvoir prétendre à l'émergence de nouveaux modes de pensées qui permettraient le développement.

Notre hypothèse générale qui disait que la culture est responsable des inégalités régionales de développement n'est pas alors pas vérifiée. La culture serait en effet plutôt responsable du non-développement. Les inégalités régionales de développement ne viennent pas de l'appartenance communautaire des populations mais plutôt de l'histoire politique et économique du pays. En revanche la culture influe sur la résilience des populations et également sur le non-développement des sociétés mais le clivage était déjà présent.

Les villes se développent petit à petit dans le pays, contrairement aux campagnes dont le fonctionnement communautaire freine le développement. Le modèle communautaire n'accepte pas le mode de pensée individuelle, il n'y a donc pas de remise en question des pensées et des codes de la vie quotidienne des populations. Or le développement implique de

remettre en cause ces pensées culturelles.

Les villes ont réussi cette remise en cause, même si les pratiques et les cérémonies restent ancrées dans la société. Ces dernières ne sont pas incompatibles avec le développement car elles ne sont que faits et gestes, elles ne dictent pas des visions ou idéologies. Ce constat est vérifié pour Antsirabe et Antananarivo mais en revanche pas pour Mahajanga. Cette dernière reste encore accrochée à la culture en tant qu'idéologie. L'enclavement de la ville et le retard de l'arrivée de la mondialisation tendent à participer à ce phénomène.

Ce vers quoi tend la culture malgache dans les villes la rendrait plutôt compatible, de manière générale, au développement du pays. Or certains territoires, qui restent très ancrés dans les idéologies et pensées traditionnelles aurait plutôt tendance à se marginaliser et se replier à l'intérieur de leur communauté. Ces territoires sont le plus souvent des milieux ruraux, comme la campagne Sakalava de Mahajanga étudiée, mais on peut supposer que c'est également le cas pour les peuples du Sud et du Centre-Nord qui ne s'inscrivent pas dans un schéma économique national. Il convient également de préciser que certaines villes restent avec un mode de pensée rural. C'est le cas nous l'avons vu de Mahajanga par exemple.

Concernant l'avenir culturel malgache, nous pouvons émettre un doute quant aux enjeux de développement du pays. En effet la transition du culturel vers le social amorcée dans la région centrale, reste à faire sur la majorité du pays. Cependant au vu de la tendance au renforcement du clivage ville/campagne, nous pouvons nous interroger sur la pertinence de la mondialisation à Madagascar. En effet, est-ce qu'elle pourra toucher l'ensemble du territoire malgache ou se cantonnera-t-elle aux grandes villes seulement ?

Ce rôle de la culture dans le développement est spécifique au cas de Madagascar. Remonter en généralités sur une notion aussi spécifique et complexe que la culture serait très délicat en raison de ses multiples définitions et applications sur les territoires du globe. Cependant un parallèle avec les modes de pensée d'autres pays peuvent être fait. Le Mektoub en Afrique du Nord, ou le Namasté en Inde sont des pensées culturelles très ancrées chez les populations. Elles vont à l'encontre d'un mode de pensée individuelle, et restent sur un modèle communautariste. Or ces pays ont également des problématiques de développement. Simple coïncidence ?

BIBLIOGRAPHIE

Notions générales :

-Achard P., 1982. " "Sociologie du développement" ou sociologie du "développement"?". *Tiers-Monde*, n°90, p. 257-278

-Adam, H., 1995. "Les politiques de l'identité. Nationalisme, patriotisme et multiculturalisme". *Anthropologie et Sociétés*, n°19, p. 87-109

-Ake, C., 1996. *Democracy and Develoment in Africa*, Washington, Brookings Institution, 184 p.

-Alesina, A. ; Drazen, A., 1991. "Why are Stabilizations Delayed ? " *The American Economic Review*, n°5, p. 1170-1188

-Amselle, J.-L., 2005. *Au cœur de l'ethnie,* Paris, La Découverte, 238p.

-Aubertin, C. ; Cabanes R. *et alii*., 1982. "Où il est dit que le développement est un objet historique". *Tiers-Monde*, n°90, p. 297-305

-Bailly, A. ; Huriot, J.-M. (dir.), 1999. *Villes et croissance. Théories, modèles, perspectives*. Paris, Anthropos, 280p.

-Balibar, E., 1994. "Identité culturelle, identité nationale". *Quaderni*, n°22, p. 53-65

-Barth, F., 1969. *Ethnics groups and boundaries*. London, George Allen & Uwin, 153p.

-Baudelle, G., 2000. *Géographie du peuplement.* Paris, Armand Colin, 192p.

-Bavoux, J.-J. (dir.), 1998. *Introduction à l'analyse spatiale*. Paris, Armand Colin, 96p.

-Bayart, J.-F., 2008. "Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ?". *Afrique contemporaine*, n° 226, p. 85-110

-Bénichou, M., 2017. *Le Multiculturalisme*, Bréal, 152p.

-Bénicourt, E., 2006. "Amartya Sen : une nouvelle ère pour le développement ?". *Tiers-Monde*, n°186, p. 433-447

-Blache, J., 1966. "Les problèmes géographiques du sous-développement, essai d'analyse." *Revue de géographie de Lyon*, n°4, p. 367-396

-Bonnemaison, J. ; Cambrezy, L. ; Bourgeois-Quinty, L., 1997. *Géographie et Cultures : Territoire*. Paris, L'Harmattan, 143p.

-Bonnemaison, J., 1981. "Voyage autour du territoire". *Espace géographique*, n°4, p. 249-262

-Bonnemaison, J., 2000. *La géographie culturelle.* Paris, CTHS, 152p.

-Boudoux d'Hautefeuille, M., 2014. "La route, facteur de développement socio-économique ?". *Espaces et sociétés*, n° 156-157, p. 177-195

-Bouquet, C., (dir.), 2010. *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Pessac, MSHA, 286p.

-Bouquet, C., 2007. "La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation ?". *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°238, p. 185-202

-Bret, B., 2006. *Le tiers-monde, croissance, développement, inégalités.* Paris, Ellipses, 222p.

-Breton, R., 2006. *Horizons et frontières de l'esprit. Comprendre le multiculturalisme*, Le mot et le reste, Marseille, 340p.

-Briones, H. ; Tellenne, C., 2004. *Mondialisation, environnement et développement*. Paris, Ellipses, 160p.

-Brunet, R., 1992. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Paris, Reclus, 3ème édition, 518p.

-Burin des Roziers, L., 2002. "Face à la mondialisation des échanges. Des politiques culturelles sont-elles possibles ?". *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, n°1, p. 423-429

-Caillet, E., 2008. "Stuart Hall. Identités et Cultures : Politiques des cultural studies". *Culture & Musées*, n°11, p. 103-105

-Chaléard, J.-L. ; Sanjuan, T., 2017. *Géographie du développement. Territoire et mondialisation dans les Suds.* Malakoff, Armand Colin, 270p.

-Chapuis, R. ; Brossard, T., 1997. *Les quatre mondes du Tiers-Monde*, Armand Colin, Paris, 247p.

-Chumbow, B., S., 2009. "Linguistic Diversity, Pluralism and National Development in Africa". *Council for the Development of Social Science Research in Africa*, n°2, p. 21-45

-Claval, P., 1973. *Principes de géographie sociale.* M.-TH. Génin, Paris, 351p.

-Claval, P., 2003. *Géographie culturelle : Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*. Paris, Armand Colin, 287p.

-Claval, P., 2006. *Géographie régionale. De la région au territoire*. Paris, Armand Colin, 336p.

-Courade, G., 2006. *L'Afrique des idées reçues*. Paris, Belin, 400p.

-Di Méo, G., 2001. *Géographie sociale et territoires*. Paris, Nathan, 310p.

-Di Méo, G., 2004. "Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités". *Annales de Géographie*, n°638-639, p. 339-362

-Di Méo, G., 2008. "La géographie culturelle : quelle approche sociale ?". *Annales de géographie*, n° 660-661, p. 47-66

-Dresch, J., 1967. "Géographie et sous-développement". *Annales de Géographie*, n°418, p.

641-643
-Dunlop, J., 2009. *Les 100 mots de la géographie*, Paris, PUF, 128p.
-Dupont, L., 2008. *Le multiculturalisme. Essai géographique sur la " différence " et la diversité culturelle dans les sociétés modernes*, 251p.
-Easterly, W. ; Levine, R., 1997. "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions". *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 112, p. 1203-1250
-Elbaz, M. ; Helly, D., 1995. "Modernité et postmodernité des identités nationales". *Anthropologie et Sociétés*, n°19, p. 15-35
-Eriksen, T. H., 2002. *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*. London, Pluto Press, 199p.
-Facchini, F., 2008. "Culture, diversité culturelle et développement économique. Une mise en perspective critique de travaux récents". *Tiers-Monde*, n°195, p. 523-554
-Finkielkraut, A., 1987. *La défaite de la pensée,* Paris, Gallimard, 186p.
-Flory, M., 1974. "Aspects culturels de la coopération francophone." *Études internationales*, n°52, p244–251
-George, P., 1984. "Identité de groupe - identité de territoire. Sur les rapports entre population et espace". *Espace, populations, sociétés*, p. 13-16
-Gervais-Lambony, P., 2004. "De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains". *Annales de Géographie*, n°638-639, p. 469-488
-Haggett, P., 1973. *L'analyse spatiale en géographie humaine*. Paris, Armand Colin, 390p.
-Hall, S., 2007. *Identités et cultures. Politiques des* Cultural Studies, Amsterdam, Paris, 327p.
-Kahn, R., 2010. "La dimension culturelle du développement territorial". *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°4, p. 625-650
-Lacoste, Y., 1967. "Le concept de sous-développement et la Géographie". *Annales de Géographie*, n°418, p. 644-670
-Lacoste, Y., 1997. *L'état du monde*, Paris, La Découverte
-Lévy, J. ; Lussault, M. (dir.), 2013. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés.* Belin, Paris, 1127p.
-Lévy, J., 2008. "La géographie culturelle a-t-elle un sens ? ". *Annales de géographie,* n° 660-661, p. 27-46
-Marié, M.-J., 1993. "Territoire, centre et marge, identité et altérité". *Flux*, n°13-14, p. 41-46
-Mattelart, A., 2005. *Diversité culturelle et mondialisation, La Découverte*, Paris, 122p.
-Mauro, D., 2000. *Madagascar. L'île essentielle.* Antananarivo, Anako Editions, 318 p.
-Mauro, P., 1995. "Corruption and Growth". *The Quarterly Journal of Economics*, Volume

110, p. 681-712
-Médéa, L., 2003. "La construction identitaire dans la société réunionnaise". *Journal des anthropologues*, n° 92-93, p. 261-281
-Mérenne-Schoumaker, B., 2002. *Analyser les territoires. Savoirs et outils*, Rennes, PUR, 166p.
-Peemans, J.-P., 1995. "Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement". *Tiers-Monde*, n°141, p. 17-39
-Pumain, D., Paquot, T. *et alii*, 2006. *Dictionnaire La ville et l'urbain.* Paris, Anthropos, 320p.
-Quesnel, A. ; Vimard, P., 1996. *Recompositions familiales et transformations agraires : une lecture de cas africains et mexicain*, Paris, ORSTOM, 23 p.
-Retaillé, D., 2000. "Afrique : le territoire entre identité et développement". *Cahiers d'outre-mer*, n°211, p. 189-211
-Robineau, C., 1985. "La notion de développement". *Bulletin de l'Association française des anthropologues*, n°20, p. 25-31
-Roche, F., 2002. "Pour une géopolitique de la culture". *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, n°1, p. 11-38
-Rosière, S., 2007. *Géographie politique et géopolitique.* Paris, Ellipses Editions Marketing, 426p.
-Séchet, R. ; Veschambre, V., 2006. *Penser et faire la géographie sociale. Contribuons à une épistémologie de la géographie sociale*. Presses Universitaires de Rennes, 397p.
-Sen A., 1997. "Editorial: Human Capital and Human Capability", *in World Development* vol 25, n˚ 12, pp. 1959-1961.
-Sen, A., 1985. *Commodities and capabilities*, Amsterdam, Elsevier.
-Serrat, C., (dir.), 2006. *Mondialisation et déséquilibres Nord-Sud*. Bruxelles, Peter Lang, 354p.
-Stébé, J.-M. ; Marchal, H., 2007. "Appréhender, penser et définir la ville" *in* Stébé, J.-M., *La sociologie urbaine*, Paris, PUF, p. 3-16
-Teisserenc, P., 1997. "Le développement par la culture". *L'Homme et la société*, n°125, p. 107-121
-Walton, M., 2008. "La culture a un impact sur la pauvreté ; mais pas à cause d'une culture de la pauvreté". *Afrique contemporaine*, n° 226, p. 133-190

Madagascar :

-Aarsse, R., 1993. *L'Indonésie*, Paris, Karthala, 182p.

-Andriamanjato, R., 2002. *Le Tsiny et le Tody dans la pensée malgache*, Antananarivo, Salohy, 99p.

-Bastian, G., 1967. *Madagascar. Etude géographique et économique.* Madagascar, Nathan, 191 p.

-Battistini, R. : Hoerner, J.-M., 1986. *Géographie de Madagascar.* Paris, Edicef, 187p.

-Battistini, R., 1979. *L'Afrique australe et Madagascar*. Paris, PUF, 274p.

-Bidou, J.-E., *et alii*, 2008. "Communes et régions à Madagascar. De nouveaux acteurs dans la gestion locale de l'environnement". *Mondes en développement*, n° 141, p. 29-46

-Bing, J.-B., 2014. "Antenina. Ces côtiers qui n'ont jamais vu la mer". *Revue de géographie alpine.*

-Blanchard, E. ; Jacobs, A., 2016. *Madagascar : l'histoire de la grande île*. Paris, Editions Le Mono, 184p.

-Blanc-Pamard, C. ; Rakoto-Ramiarantsoa, H., 2003. "Madagascar, sortie de crise ?". *L'espace Géographique*, p. 184-191.

-Blanc-Pamard, C., 1999. "Les savoirs du territoire en Imerina" *in* Bonnemaison, J. ; Cambrezy, L. *et alii Le territoire, lien ou frontière ? Tome 1 Les territoires de l'identité*, L'Harmattan, Paris, p. 57-76.

-Blum, F., 2011. "Madagascar 1972 : l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération". *Le Mouvement Social*, n° 236, p. 61-87

-Clapier-Valladon, S. ; Godin J., 1972. "Alphabétisation à Madagascar". *Tiers-Monde*, n°51, p. 575-589

-Covell, M., 1988. "Madagascar: Politics, Economics and Society". *The Journal of Modern African Studies*, n°4, p. 696-698

-Crenn, C., 1995. "La présence française dans la culture malgache : une situation diversifiée et évolutive". *Revue européenne des migrations internationales*, n°3, p. 167-192

-Crenn, C., 1998. "L'auto-catégorisation des Merina et leur identification par les membres de la société française". *Journal des anthropologues*, n°72-73, p. 119-136

-Dalmasso, E., 1987. "Travaux géographiques sur Madagascar, la "grande île"". *Annales de Géographie*, n°533, p. 103-108

-Dardel, E., 1928. "Une région Malgache : le Boina". *Annales de Géographie*, n°210, p. 527-533

-Decary, R., 1956. "Madagascar (1950-1955)". *Revue d'histoire des colonies*, n°150, p. 82-119
-Decary, R., 1962. "Madagascar (1956-1960)". *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°176-177, p. 438-472
-Decary, R., 1968. "Madagascar (1961-1966)". *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°198, p. 106-133
-Deschamps, H., 1965. *Histoire de Madagascar.* Paris, Berger-Levrault, 348 p.
-Domenichini, J.-P., 1981. *Le peuplement de Madagascar. L'origine du peuplement*. Cresoi, 310 p.
-Dubois, R., 1978. *Olombelona. Essais sur l'existence personnelle et collective à Madagascar*. Paris, L'Harmattan, 157p.
-Dubois, R., 2002. *L'identité malgache. La tradition des Ancêtres*. Paris, Karthala, 171p.
-Escaro, A., 1986. "La place économique de l'Europe dans la politique malgache de 1960 à 1975". *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°271, p. 187-204
-Fournet-Guérin, C., 2007. *Vivre à Tananarive. Géographie du changement dans la capitale malgache*. Paris, Karthala, 440p.
-Fournet-Guérin, C., 2010. "Madagascar, île immobile ?". *Espace populations sociétés*, n°2-3, p. 237-249
-Freedman, D., 1978. "Andabotoka". *Tradition et dynamique sociale à Madagascar*, n°9, p. 355-394
-Fremigacci, J., 2014. "Madagascar ou l'éternel retour de la crise". *Afrique contemporaine*, n° 251, p. 125-142
-Galibert, D., 2006. "Fonder le territoire : état postcolonial et enjeux de mémoire à Madagascar". *Journal des anthropologues*, n°104-105, p. 287-306
-Galibert, D., 2008. "La proclamation de la République malgache : transmission de l'Etat et malentendus fondateurs". *Outre-mers*, n358-359, p. 89-105
-Galibert, D., 2011. "Rigidités et « glocalisation » : un regard anthropologique sur la crise malgache (2009-2011)". *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°255, p. 413-426
-Gastineau, B. ; Gubert, F., *et alii*, 2010. *Madagascar face au défi des objectifs du millénaire pour le développement.* Marseille, IRD, 335p.
-Gastineau, B. ; Noro Ravaozanany, N., 2011. "Genre et scolarisation à Madagascar" *Questions Vives*, n°15,
-Gilquin, M., 1996. *La Malaisie*, Paris, Karthala, 176p.
-Goedefroit, S., 1998. L'identité de terre et de territoire chez les Sakalava du Menabe *in* Guillaud, D. ; Seysset, M. *et alii*, *Le voyage inachevé… à Joël Bonnemaison*, Paris, Orstom,

p. 179-184
-Gourou, P., 1945. "La population de Madagascar". *Annales de Géographie*, n°296, p. 299-301
-Hondal, A. ; Hanson, K., 2013. " Do equity funds protect the poor? Case studies from north-western Madagascar". *Health Policy and Planning*, n°28, p. 75-89
-Hugon, P., 1973. "L'impact de l'aide sur le développement. Le cas de Madagascar". *Tiers-Monde*, n°56, p. 793-824
-Hugon, P., 2006. "La stagnation de l'économie malgache : le rôle des crises et des facteurs sociopolitiques en longue période". *La revue internationale et stratégique*, n° 60, 14p.
-Jaovelo-Dzao, R., 1996. *Mythes, rites et transes à Madagascar,* Paris, Karthala, 391p.
-Jauze, J.-M. (dir.), 2005. *Regards géographiques sur Madagascar.* Saint-Denis, Travaux et Documents, 148p.
-Kent, K., R., 1962. *From Madagascar to the Malagasy Republic*. London, Thames and Hudson, 182p.
-Larson, P., 1996. "Desperately Seeking 'the Merina' (Central Madagascar): Reading Ethnonyms and Their Semantic Fields in African Identity Histories". *Journal of Southern African Studies*, n°4, p. 541-560
-Le Bourdiec, F., 1974. *Hommes et paysages du riz à Madagascar. Etude de géographie humaine*. Thèse d'Etat, 648 p.
-Martin, N., 2011. "Madagascar, une île au carrefour d'influences". *Études océan Indien*, n°46-47
-Molet, L., 1972. « Origine et sens du nom des Sakalava de Madagascar ». *Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, 16p.
-Ottino, P., 1965. "Le tromba (Madagascar)". *L'Homme*, n°1, p. 84-93
-Ottino, P., 1998. Les *champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine*. Paris, Karthala et Ortsom, 687p.
-Pearson, M., 1999. "Matérialité et rituel. L'origine des tombeaux en pierre du sud de Madagascar". *Anthropologie et Sociétés*, n°1, p. 21-47
-Pierrein, L., 1951. "La question portuaire et l'économie de Madagascar". *Revue de géographie alpine*, n°1, p. 127-147
-Poirier, J. ; Randriamarana, 1978. "Les fady dans la société malgache". *Publications de l'Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles*, n°1, pp. 395-411
-Poirier, J. ; Rajaonah, S. (dir.), 1966. *Civilisation malgache*. Antananarivo, Cujas, 2 vol., 403 et 327p.

-Prou, M., 1997. *Malagasy. L'unification de Madagascar. Tome 3 : 1895-1905*, Paris, L'Harmattan, 477p.

-Rabenirainy, J., 2002. "Les forces armées et les crises politiques (1972-2002)". *Politique africaine*, n°86, p. 86-102

-Rafidinarivo Rakotolahy, C., 2003. *Madagascar émergence. Les cultures malgaches après l'affrontement politique*. Paris, L'Harmattan, 248p.

-Raison, J.-P., 1976. "Espaces significatifs et perspectives régionales à Madagascar". *Espace géographique*, n°3, p. 189-203

-Raison, J.-P., 1984. *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales.* Paris, ORSTOM-Karthala, 2 vol., 647 et 605 p.

-Raison, J.-P., 1984. *Les hautes-terres de Madagascar*. Paris, ORSTOM Karthala, 649p.

-Raison, J.-P., 1986. "L'enracinement territorial des populations Merina. Fondements, modalités et adaptations". *Espace géographique*, n°3, p. 161-171

-Raison, J.-P., 2000. "Madagascar : vers une nouvelle géographie régionale". *L'information géographique*, n°1, p. 1-19

-Raison-Jourde, F. ; Randrianja, S., 2002. *La nation malgache au défi de l'ethnicité.* Paris, Karthala, 443 p.

-Raison-Jourde, F., 1993. *Madagascar.* Paris, Karthala, 189p.

-Rajeriarison, P. ; Urfer, S., 2010. *Madagascar, idées reçues*. Paris, Le Cavalier Bleu, 128p.

-Ramamonjisoa, J., 2002. « Les relations entre "ethnies" à Madagascar, une problématique souvent mal posée ». *Afrique Contemporaine*, vol. n°202-203, p. 55-71

-Razafimanjato, J. Y., *et alii*, 2001. "La situation démographique de Madagascar". *Population*, n°56, p. 657-668

-Razafindrakoto, M. : Roubaud, F., *et alii*, 2017. *L'énigme et le paradoxe. Economie politique de Madagascar,* Marseille, IRD Editions, 280p.

-Razafindrakoto, M. ; Roubaud, F., 2005. "Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement : le cas de la capitale malgache". *Economie et statistique*, n°383-385, p. 131-155

-Razafindrakoto, M. ; Roubaud, F., 2005. "Les pauvres, la démocratie et le marché : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache". *Revue d'économie du développement*, n° 13, p. 53-89

-Razafindrakoto, M., *et alii*, 2014. "Élites, pouvoir et régulation à Madagascar. Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique". *Afrique contemporaine*, n° 251, p. 25-50

-Razafindrakoto, M., *et alii*, 2014. "L'économie malgache dans l'impasse ?". *Afrique*

contemporaine, n° 251, p. 146-148
-Razafindralambo, L. N., 2005. "Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar". *Cahiers d'études africaines*, n°179-180, p. 879-904
-Razarihelisoa, M., 2009. "Représentations malgaches du monde vivant", *Etudes Océan Indien*, n° 42-43, p. 199-216
-Roubaud, F., 2000. *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Paris, L'Harmattan, 254p.
-Rouveyran, J.-C., 1978. "Les unités socio-économiques agricoles à Madagascar". *Tradition et dynamique sociale à Madagascar*, n°9, p. 139-156.
-Sandron, F., 2008. "Le Fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales". *Tiers Monde*, n° 195, p. 507-522
-Sauvy, A., 1962. "La République de Madagascar. Population, économie et perspectives de développement". *Population*, n°3, p. 443-458
-Schlemmer, B., 1995. "Crise et recomposition des identités à Madagascar". *Tiers-Monde*, n°141, p. 129-144
-Spacensky, A., 1967. "Regards sur l'évolution politique malgache 1945-1966". *Revue française de science politique*, n°2, p. 263-285
-Spacensky, A., 1970. *Madagascar : 50 ans de vie politique de Ralaimongo à Tsiranana*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 526p.
-Tisseau, V., 2014. "Madagascar : une île métisse sans métis ? : La catégorie « métis » et son contournement dans les Hautes Terres centrales de Madagascar pendant la période coloniale (1896-1960)." *Anthropologie et Sociétés*, n°382, p27–44
-Urfer, S., 2006. *L'espoir et le doute : un quart de siècle malgache*. Antananarivo, Foi et Justice, 233p.
-Urfer, S., 2018. *Madagascar une culture en péril ?* Antananarivo, No comment Editions, 140p.

ANNEXES

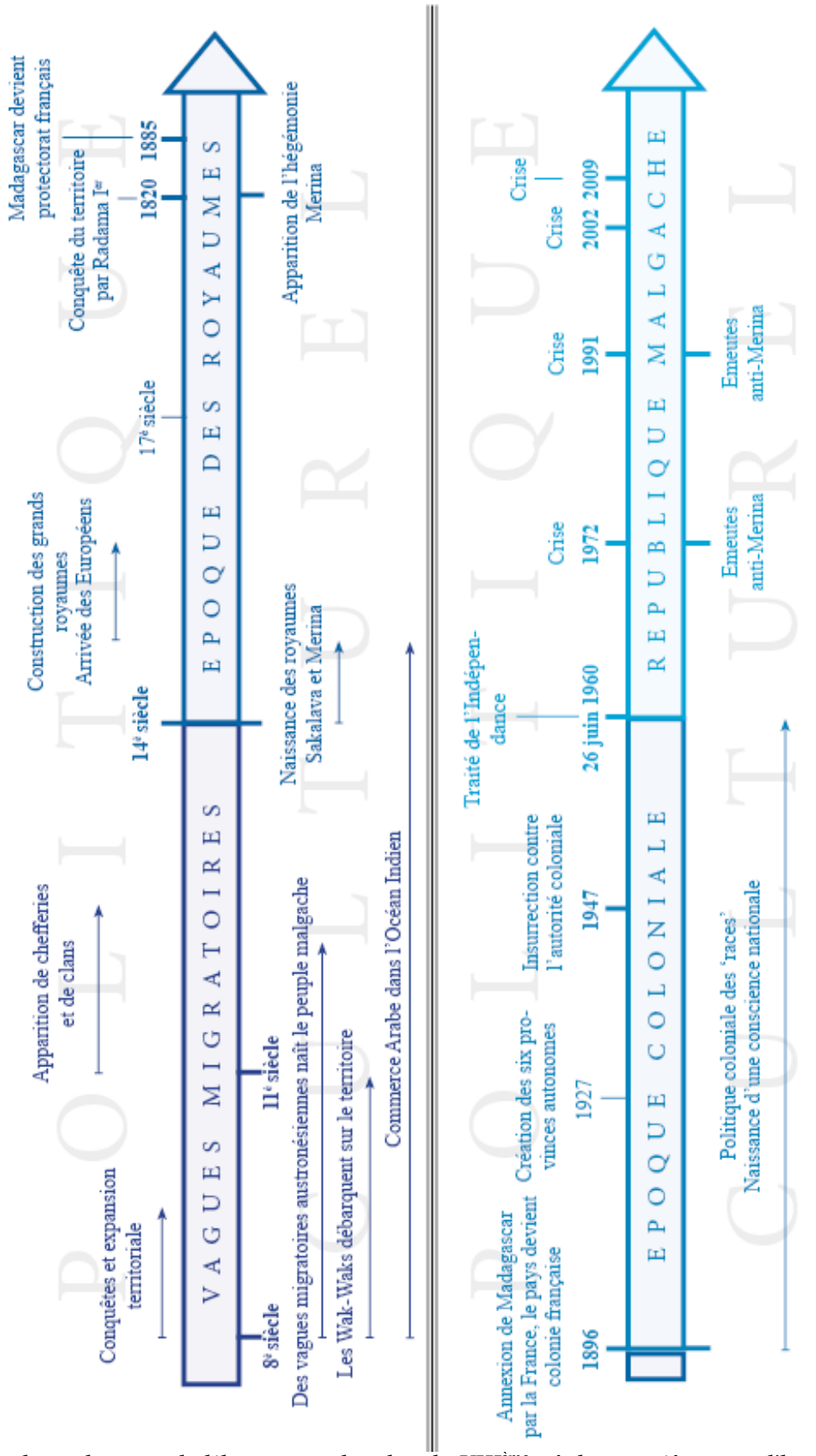
Annexe 1 : Présentation des dix-huit groupes socioculturels (1.2.c.)

Nom	Gravure d'Antsirabe	Localisation	Signification	Activités	Traditions et particularismes
Antakarana		Extrême Nord	"Ceux du massif de l'Ankarana"	Pêcheurs, éleveurs	Forte influence islamique historique - croyances et traditions liées aux divinités naturelles. *Tsangantsaigny* = cérémonie du couronnement du mât royal tous les 5 ans. *Tsakafara* = culte des ancêtres
Antambahoaka		Côte Est	"Ceux du peuple"	Cultivateurs (café pour l'exportation notamment) Vanneries et pêcheurs	Trace de l'influence de l'Islam dans le *fady* du porc et l'écriture. *Sambatra* = cérémonie royale tous les 7 ans pour commémorer le voyage des ancêtres arabes jusqu'ici + circoncision collective. *Fady* de la naissance de jumeaux
Antandroy		Peuples du Sud	"Ceux du pays des épines"	Eleveurs de zébu semi-nomades, 5% de la population malgache	Art de la divination et des sortilèges (*Ombiasy* = les devins). Tombeaux en pierres, avec importance capitale du zébu (signe de richesse). Danse du *Bilo* et chant du *Beko*
Antanosy		Peuples du Sud	"Ceux de l'île"	Marins-pêcheurs, riziculteurs et éleveurs	Beaucoup de *fady* . Rite funéraire du *Kibory* , une sépulture collective avec une pierre commémorative, chant *Sarandra* et *Bilo* également
Antefasy		Côte Est	"Ceux des sables"	Pêcheurs et chasseurs. Culture d'exportation de café et de girofle	Règles très strictes lors des rites funéraires et dans la hiérarchisation de l'organisation sociale : roitelet (Sages qui dirigent les villages) + devins et sorciers très respectés
Antemoro		Côte Est	"Ceux du rivage" (peuples associés : Ampanabaka, Anakara, Antalaotra, Anteony)	Cultivateurs - Fabricants du papier Antemoro	*Sikidy* = divination par les graines. Restes de la tradition arabe avec le *Sorabe* . Importance des *Ombiasy* = devins qui maîtrisent le *Sikidy* et le *Hasina* . Célébration annuelle en l'honneur des ancêtres (sacrifice de zébus, entretien des tombeaux, lecture du *Sorabe*)

Antesaka		Côte Sud-Est	"Ceux qui viennent des Sakalava"	Pêcheurs, cultivateurs, producteurs de vanneries	Culte des ancêtres et rites funéraires par double ensevelissement dans des *Kibory* (tombeaux collectifs). Beaucoup de *fady*. Peuple polygame. Importance de la circoncision
Bara		Centre-Sud	"Ceux de l'intérieur"	Pasteurs semi-nomades, éleveurs de zébu	Vol de zébus pour devenir un homme. *Ringa* et *Moraingy* = luttes à mains nues. *Savatse* = circoncision. Culte des ancêtres tous les cinq ans. *Fady* de lieux
Betsileo		Centre	"Les nombreux invincibles"	Agriculteurs-riziculteurs, ébenistes, 12% de la population malgache	Tombeaux en pierre. *Mpimasy* = devin reconnu comme guérisseur . Et *Ombiasy* = sorcier craint pour ses pouvoirs bénéfiques ou maléfiques. Importance du culte des ancêtres et de la circoncision. *Famindrana* = changement de tombeau pour les rites funéraires
Betsimisaraka		Côte Est (du Nord au centre)	"Les nombreux qui ne se séparent pas" (peuples associés : Antavaratra, Antatsimo, Varimo)	Pêcheurs, cultivateurs de café, canne à sucre, poivre, girofle et vanille, 15% de la population malgache	Place importance du *Famadihana* au mois de novembre. Danse du *Dihy Telo*, par les femmes. *To-laza* = circoncision collective pendant l'hiver
Bezanozano		Centre-Est	"Ceux aux nombreuses petites tresses"	Bucherons, éleveurs et riziculteurs	*Tsikafana* = poteau sacré avec un crâne de zébu à côté de la maison ou du tombeau : témoin de la protection des ancêtres. Beaucoup de *fady* sur les femmes enceintes. Importance de la coupe des cheveux et de la circoncision
Mahafaly		Peuples du Sud	"Qui rend tabou"	Pasteurs, cultivateurs de maïs, manioc, figues de barbarie	*Havoria* = rites funéraires avec les zébus et culte des ancêtres = ce qui est acquis doit être rendu aux ancêtres à la mort. *Savatse* également. *Zakan-draza* = sages qui régissent la vie des villages

Merina		Centre - Hautes-Terres	"Ceux des Hautes-Terres"	Agriculteurs-riziculteurs, éleveurs, 26% de la population malgache	Tombeaux en pierres et zébus pour le *Famadihana* + circoncision. *Asaramanitra* = nouvel an malgache avec pratique du *Hira Gasy*, du *Kabary*, du *Dihy* et du *Joro* (sacrifice de zébus)
Sakalava		Côte Ouest (du Nord au Sud)	"Ceux des longues vallées" (peuples associés : Vezo, Makao, Masikoro)	Eleveurs, pêcheurs et cultivateurs de manioc, rix et maïs, 6% de la population malgache sur 1/4 du territoire	Art funéraire très important dans le *Famadihana*. Dix points essentiels dans la croyance Sakalava dont l'existance du puissance supérieure des ancêtres. *Fitampoha* = bain des reliques royales. *Savatse* également. Rituels du *Tromba* et du *Fanompoa be*
Sihanaka		Centre-Est	"Ceux des marais"	Pêcheurs, riziculteurs	Tombeau en terre + crâne de zébu. Cérémonies culturelles en lien avec l'agriculture. Entretien des lieux sacrés, les *Doany*. *Sarabe* = cérémonie importante avec le roi local pour bénir les ancêtres ou implorer la pluie
Tanala		Centre Sud-Est	"Ceux de la forêt"	Bucherons qui vivent des ressources de la forêt, cultivateurs de riz et de café	Utilisation de la pharmacopée traditionnelle et de la médecine des plantes. Cérémonies de naissances (sacrifice de zébus). Circoncision. Tombe familiale pour les rites funéraires.
Tsimihety		Nord	"Ceux qui ne se coupent pas les cheveux"	Riziculteurs et pasteurs, 7% de la population malgache	Rite de la circoncision et culte des ancêtres. Pratique du *Koro*, un chant traditionnel pour les cérénomies. *Tromba* également présent. Seul groupe sous l'autorité de sages *Sojabe*, et non d'un roi
Zafisoro		Côte Est	"Petit-fils d'Isoro"	Pêcheurs, cultivateurs	S'apparentent beaucoup aux Antefasy. Ils sont cependant animistes

Annexe 2 : Chronologie des grandes étapes de l'Histoire du pays (3.1.)



Frise chronologique de l'histoire malgache, du VIII[ème] siècle jusqu'à aujourd'hui

Cette frise chronologique retrace les grandes étapes de l'Histoire de Madagascar. On notera quatre grandes étapes dans la construction de la nation. Les événements sont classés en deux types, politique ou culturel. Il convient néanmoins de spécifier que le culturel n'est jamais totalement isoler du politique. En effet, un événement politique à caractère culturel sera placé dans la partie culturelle.

L'échelle entre les deux frises est également différente, la première représente douze siècles d'histoire, alors que la deuxième ne s'étend que sur deux siècles.

Annexe 3 : Les symboles nationaux malgaches (3.3.b.)

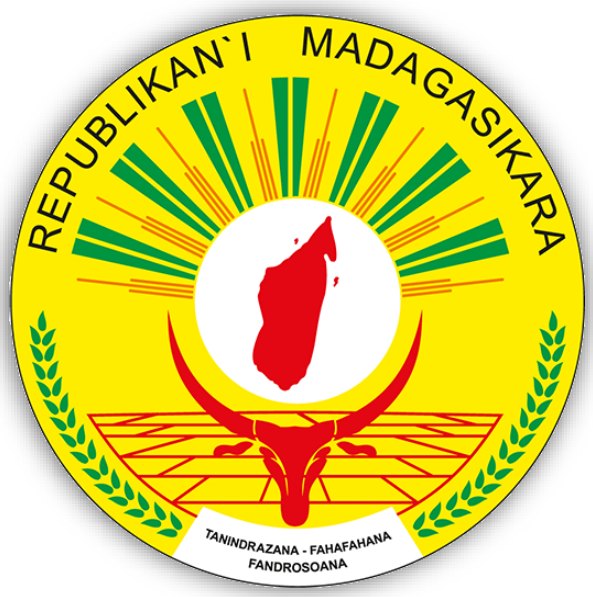
Le drapeau malgache, aux couleurs vert-blanc-rouge, serait la combinaison du drapeau Merina de 1810 à 1885 (blanc et rouge) et de la couleur des populations de l'Ouest, le vert. On retrouve ici la volonté de fusionner les peuples qui, auparavant, s'opposaient.

L'hymne national, Ry Tanindrazanay malala ô *(ô Notre Chère Patrie/ ô Terre de nos ancêtres bien-aimée) a été composé en 1958, juste avant l'Indépendance du pays en 1960. Il prône un amour pour la patrie, mais on pourrait se demander si cela ne traduirait pas une volonté de rassembler les Malgaches dans le but de l'Indépendance.*

La monnaie, l'Ariary a remplacé le FMG (Franc malgache) en 2003. Le FMG avait été mis en place lors de l'Indépendance du pays pour remplacer le Franc français. L'Ariary est l'ancienne monnaie unitaire du royaume de Madagascar au XIX^{ème} *siècle.*

L'emblème de Madagascar, ci-dessous, représente un cercle jaune à l'intérieur duquel nous retrouvons quelques symboles du pays. Il y a le zébu, en rouge, qui est au cœur de la vie sociale malgache, notamment par son rôle primordial dans le travail au champ, dans ses coutumes. En pays Bara, voler un zébu est le signe pour un jeune homme qu'il pourra subvenir aux besoins de sa future famille. C'est alors une question de fierté, de dignité et de reconnaissance sociale.

Le ravenala (Ravenala madagascarensis) *représenté au-dessus de la carte du pays, est un symbole dans l''imaginaire collectif. En effet, c'est une plante endémique du territoire qui sert à construire les maisons (surtout dans l'est du pays) mais qui est également un symbole touristique. On le retrouve d'ailleurs sur le logo de la compagnie aérienne Air Madagascar.*



Le riz est également représenté, sous forme d'épis. Il symbolise non pas la nourriture de base des Malgaches, mais plus particulièrement la vie sociétale de la population : toute la vie des campagnes dans les Hautes-Terres est rythmée par la vie dans les rizières.

Emblème national de Madagascar

On retrouve également le nom de la nation Republikan'i Madagasikara, *et la devise* "Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana" *(Amour, Patrie, Progrès), qui représentent les symboles politiques de la nation.*

TABLES DES FIGURES

Figure 1 : Cliché de couverture : L. Verhoog, 2018 2
Figure 2 : Carte de présentation générale de Madagascar 16
Figure 3 : Carte du poids démographique écrasant de la capitale nationale 20
Figure 4 : Carte des activités économiques et industrielles du pays 23
Figure 5 : Panneau « Halte à la corruption », cliché auteur janvier 2017 27
Figure 6 : Stèle de l'Indépendance à Antsirabe, cliché auteur 2018 30
Figure 7 et Figure 8 : Comparaison des habitations rurales et urbaines, cliché auteur, 2018 .. 38
Figure 9 : Carte simplifiée des principales vagues migratoires de Madagascar 46
Figure 10 : Rizières vue d'avion, cliché auteur 2018 48
Figure 11 : Hommage aux ancêtres lors du Famadihana, cliché auteur, Ibity, 2018 48
Figure 12 : Carte de la répartition des dix-huit communautés malgaches 60
Figure 13 : Carte des apports culturels sur le territoire malgache 77
Figure 14 : Tombeau Merina dans la campagne d'Antsirabe, cliché auteur, juin 2018 80
Figure 15 : Agriculture se rendant dans sa rizière à Betafo, cliché auteur, juillet 2018 89
Figure 16 : Bâtiment commercial du centre-ville de Mahajanga, cliché auteur juillet 2018 91
Figure 17 : Panneau explicatif à l'entrée du Lac Sacré, cliché auteur Mahajanga, 2018 93
Figure 18 : Carte de présentation de la région du Vakinankaratra 100
Figure 19 : Carte de présentation de la région du Boeny 101
Figure 20 : Schéma des flux économiques de la région d'Antsirabe 105
Figure 21 : Schéma des flux économiques de la région de Mahajanga 105
Figure 22 : Carte de l'organisation sociospatiale d'Antsirabe 111
Figure 23 : Schéma d'interprétation de l'organisation territoriale d'Antsirabe 112
Figure 24 : Carte de l'organisation sociospatiale de Mahajanga 114
Figure 25 : Schéma d'interprétation de l'organisation territoriale de Mahajanga 116

TABLES DES MATIERES

Sommaire 3
Remerciements 4
Avant-propos 5
Introduction générale 9
PARTIE 1 : Le développement de Madagascar face aux inégalités sociales et culturelles 15
Introduction 15
Chapitre 1. Qu'en est-il du développement à Madagascar ? 18
1.1 Madagascar en cartes 18
a. Un poids démographique de la capitale nationale écrasant 18
b. Une croissance économique ralentie par l'état des réseaux de communication 21
c. Un PMA fragilisé par une extrême pauvreté 24
1.2 Un pays en développement, quels problèmes sociétaux ? 25
a. Un Etat corrompu et dépendant de l'aide internationale 26
b. La faible intégration régionale de l'Etat malgache 28
c. Une composition socioculturelle atypique de la population malgache 29
1.3 Des inégalités de développement liées à la centralité géographique 31
a. Une représentation historique du pouvoir politique 31
b. L'économie malgache entre résilience et vulnérabilité sociale 33
c. Les provinces délaissées par l'hégémonie du développement d'Antananarivo et sa région 34
Chapitre 2. Un pays marqué par les inégalités socioculturelles à l'échelle régionale 37
2.1 Une dichotomie urbains-ruraux prééminente 37
a. Une différence de développement flagrante entre la ville et la campagne 37
b. Une société à dominante rurale mais dirigée par une minorité élitaire urbaine 39
c. La prédominance de la culture à la campagne : phénomène de mondialisation ou de retard de développement ? 41
2.2 Les marqueurs territoriaux des clivages socioculturels 43
a. Une société hiérarchisée culturellement selon les communautés 43
b. Les frontières socioculturelles : quelles origines ? 45
c. Des symboliques socioculturelles aux origines géographiques distinctes 47
2.3 Clivage culturel et enjeux identitaires 49
a. Migrations et mixité : quels échanges culturels à travers le pays ? 49
b. Identité nationale ou identité culturelle : quelle primauté ? 51
c. La déconnection du modèle d'organisation selon les communautés 52

Chapitre 3. Inégalités socioculturelles et conditionnement 54
3.1 La rivalité historique entre les Hautes-Terres et les Côtes : un héritage légué par l'histoire 54
a. La rivalité historique entre les Hautes-Terres et les Côtes avant 1896 55
b. La colonisation française et son parti pris politique jusqu'à l'Indépendance 56
c. De 1960 aux années 1990, un clivage culturel postindépendance 58
3.2 Le rôle du facteur étatique 59
a. Une société organisée politiquement à l'échelle nationale 59
b. Le rôle politique dans le renforcement des inégalités sociales et culturelles 61
c. Le territoire malgache : des régions socioculturelles ou politiques ? 63
3.3 A l'échelle nationale : la culture comme union ou désaccord ? 64
a. Union linguistique, diversité culturelle 65
b. Existe-t-il une nation malgache ? 66
c. Comment qualifier la situation culturelle de Madagascar ? 68
Conclusion partielle : Quelles inégalités sur le territoire malgache ? 71
PARTIE 2 : L'influence de la culture sur l'organisation sociospatiale du territoire malgache..73
Introduction 73
Chapitre 4 : Le fonctionnement socioculturel à l'échelle nationale 75
4.1 La conception de la culture malgache selon les régions 75
a. Les origines géographiques de la conception de la culture malgache 75
b. Essai de définition de la culture malgache 78
c. Focus sur les particularités Merina et Sakalava 81
4.2 Des pratiques culturelles en constante évolution sur le territoire malgache 83
a. La domination culturelle des Merina est-elle toujours présente ? 83
b. L'enjeu politique des pratiques culturelles 85
c. Les évolutions des pratiques identitaires en contexte urbain et rural 87
4.3 Des pratiques culturelles et traditionnelles en recul 88
a. La tradition malgache soumise aux aléas politiques et économiques du pays 89
b. Une identité nationale à la merci de la mondialisation 91
c. Quel avenir pour l'identité et la culture malgache ? 92
Chapitre 5 : Etude parallèle de l'organisation du territoire dans le Boeny et le Vakinankaratra 95
5.1 A l'échelle nationale un clivage centre-périphérie 95
a. Deux régions historiquement importantes … 96
b. … mais aux évolutions contemporaines différentes 97
c. Les enjeux de la situation géographique d'Antsirabe et Mahajanga 99
5.2 Une polarisation liée au positionnement géographique des deux villes 102
a. Comparaison des potentiels économiques d'Antsirabe et de Mahajanga 102

b. Une polarisation régionale de Mahajanga face à une polarisation nationale d'Antsirabe 104
c. Quelles conséquences sur le développement ? 106
5.3 Une rupture socioculturelle flagrante dans le paysage urbain 108
a. Méthodologie et typologie de l'étude de terrain 108
b. Une rupture sociale à Antsirabe 110
c. Une rupture culturello-économique à Mahajanga 113
Chapitre 6 : Quelle place de la culture dans la société malgache d'aujourd'hui ? 117
6.1. Le rôle de la culture dans l'organisation spatiale régionale 117
a. La route comme séparateur socioculturel 117
b. Une ville en mouvement, une campagne figée 119
c. Une organisation du territoire seulement identitaire et culturelle ? 120
6.2 Le rôle de la culture dans le fonctionnement social régional 122
a. Culture malgache et colonisation française : une conciliation difficile 123
b. Une résilience culturelle différente selon les régions 125
c. Des interdits culturels en contradiction avec le développement 126
6.3 Le rôle de la culture dans le développement inégal des régions 128
a. La répartition géographique des rôles régionaux de la culture 128
b. Le communautarisme comme enjeu de développement ? 130
c. La culture malgache est-elle réellement compatible avec le développement ? 131
Conclusion 2 : Quel rôle de la culture malgache dans le développement inégal des régions ? 134
Conclusion Générale 136
Bibliographie 139
Annexes 148
Tables des figures 154
Tables des matières 155
Résumé : 158

RESUME :

Avec la conjoncture actuelle de la mondialisation, une normalisation des différentes sociétés a été amorcée. La pensée individuelle, le fonctionnement monétaire de cette société-monde et la facilitation des échanges, arrivés par cette mondialisation ont permis un développement conséquent de ces sociétés. Mais qu'en est-il des sociétés en marge de cette conjoncture ?

A Madagascar, une mise en relation de deux simples constats a fait germer cette présente étude. Tout d'abord, la région centrale dans laquelle se situe la capitale, domine le développement du pays notamment en comparaison avec les régions côtières de l'Ouest. Le deuxième constat est que ces deux régions sont également le terrain du conflit historique entre les groupes socioculturels des Merina, au centre, et des Sakalavas, sur la côte Ouest. L'accent sera alors porté sur une dimension culturelle du fait développemental. Beaucoup d'idées reçues nous ont amené dans un déterminisme trop linéaire, notamment sur l'état actuel du conflit culturel, et sur le peuplement de l'île qui se serait fait par les Asiatiques au centre, et les Africains sur la côte Ouest. Mais la facilité de la corrélation entre supériorité des cultures est dangereuse. C'est la remise en question de cette idée reçue qui nous a amenés nous interroger sur ce lien entre appartenance culturelle et niveau de développement. L'hypothèse principale est que le déterminant culturel renforce les inégalités régionales de développement. Nous entrerons dans ce déterminisme afin de voir les tenants et les aboutissants.

En tant qu'étude géographique, nous allons nous concentrer sur l'organisation spatiale de deux villes de polarisation importante, à savoir Antsirabe dans les Hautes-Terres et Mahajanga sur la côte Ouest. L'étude des dynamiques sociospatiales corrélées à l'appartenance culturelle va nous apporter des éléments d'explications sur les raisons des inégalités régionales de développement.

Mots-clés : Territoire - Identité - Développement - Déterminant culturel - Madagascar - Conditionnement social - Hautes Terres - Côtiers - Mondialisation

ABSTRACT:

In the context of the current conjunction of globalization, a homogenization of certain societies has begun to take place. The individualistic state of mind, the monetary demands of the global society, and the facilitation of trade, brought about by globalization have all led to a sizeable change in human development. But how do these factors affect the societies at the edge of this conjunction?

In Madagascar, a link between two simple facts led to this present study. First of all, the central region which houses the national capital has a superior level of development compared to other coastal regions like the West coast. Secondly, those two regions used to be the centre of a major cultural conflict between the two communities, Merina in the center and Sakalava on the coast. We currently tend towards a cultural dimension when looking at development. However due to this social determinism, a reassessment is needed, in order to examine more profoundly the reasons behind these inequities of development. The main hypothesis will state that the cultural dimension buttressed the regional inequities of development. As a geographical study we will focus our attention on spatial organization of the two regional capitals in those two areas: Antsirabe and Mahajanga, linking this with a cultural dimension which will help us understand the national model of development.

Key-words: Territory - Identity - Development - Cultural status - Madagascar - Social conditioning - Highlands people - Coastal people - Globalization